

LE FIGARO

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais

L'ÉTÉ
DU FIGARO



LE PARFUM
D'UNE ÉPOQUE
1981, KOUBOS D'YVES
SAINT LAURENT : SUIVEZ-MOI
JEUNE HOMME PAGE 14



PIERRE MANENT
« AUX SOURCES DE LA PARALYSIE
DE LA VIE POLITIQUE
FRANÇAISE » PAGE 19

LA VÉRITABLE
HISTOIRE
DES SORCIÈRES
UN PARENT
DU SAGE
MONTAIGNE
FAIT RÉGNER
LA TERREUR
EN PAYS
BASQUE PAGE 21
JEUX D'ÉTÉ PAGE 15

EUROPE

La Commission
von der Leyen
épinglée par la
justice de l'UE PAGE 5

ANTISÉMITISME

« Nous n'avons plus
notre place ici » :
ces Français juifs qui
choisissent Israël
PAGE 7

PARIS 2024

Les hôpitaux
se mettent en ordre
de marche PAGES 8 ET 9

ENTREPRISES

Les marchés
retiennent leur
souffle avant les
résultats semestriels
des fleurons du
CAC 40 PAGES 24 ET 25

FINANCES

Comment Bercy
gère les affaires
courantes PAGE 26

CHAMPS LIBRES

• Aubigny-sur-Nère,
un village aux
accents d'Écosse
niché dans le Berry
• Les tribunes
de Pierre Manent
et de Pierre-
Édouard Stérin
• La chronique
de Luc Ferry
PAGES 18 À 20

FIGARO OUI FIGARO NON

Réponses à la question
de mercredi :
Jugez-vous normal qu'un
ministre démissionnaire
puisse siéger à
l'Assemblée nationale ?

OUI 62% NON 38%
VOTANTS : 119 715

Votez aujourd'hui
sur lefigaro.fr

Seriez-vous prêt à vous
baigner dans la Seine ?

ILLUSTRATION FIGARO
FABIEN CLAIREFOND

Avant Matignon, la bataille de la présidence de l'Assemblée

Les députés élisent ce jeudi le nouvel occupant du perchoir. Un vote crucial qui précisera les équilibres politiques au Palais Bourbon et l'orientation du prochain gouvernement.

Au lendemain de la démission du gouvernement et alors que la situation politique reste bloquée, dix jours après le second tour des législatives, tous les

regards se tournent désormais vers l'Assemblée. Les députés de la 17^e législature s'y retrouvent ce jeudi pour élire leur nouveau président. Un scrutin

décisif, qui devrait permettre de préciser les rapports de force politiques avant la nomination d'un nouveau gouvernement. Emmanuel Macron, qui

veut éviter une cohabitation avec le Nouveau Front populaire, a appelé à « bâtir une majorité solide » dans l'Hémicycle. Une stratégie qui sera mise à

l'épreuve lors du vote pour le perchoir, la gauche disposant d'une majorité relative pour faire élire son candidat, le communiste André Chassaigne.

→ CHARLES DE COURSON, L'ESPOIR DU TROU DE SOURIS → LA GAUCHE S'ACCORDE SUR UN CANDIDAT COMMUNISTE → LE RN ESPÈRE ENCORE DÉCROCHER DES POSTES CLÉS À L'ASSEMBLÉE → ÉRIC CIOTTI : « POUR PORTER UN "PACTE LÉGISLATIF" COMME LAURENT WAUQUIEZ, IL FAUT ÊTRE AU GOUVERNEMENT » PAGES 2 À 4, 19, 20 ET L'ÉDITORIAL

Tony Estanguet et Anne Hidalgo : première baignade dans la Seine avant les JO



Tony Estanguet, le patron du Comité d'organisation de Paris 2024, et Anne Hidalgo, la maire de Paris, ont plongé dans le fleuve parisien à neuf jours de la cérémonie d'ouverture. *Le Figaro* s'est également jeté à l'eau. PAGE 12

L'abbé Pierre accusé d'agressions sexuelles par plusieurs femmes

Longtemps personnalité précieuse des Français, le religieux décédé en 2007 est accusé, selon un rapport indépendant commandé par Emmanuel et la Fondation Abbé Pierre, de comportements « pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou à des faits de harcèlement sexuel » commis sur sept femmes entre la fin des années 1970 et 2005. Alors que d'autres témoignages pourraient suivre, l'épiscopat catholique français a dit sa « douleur » et salué ce « travail de vérité nécessaire ». PAGE 10

ÉDITORIAL par Vincent Trémolet de Villers

La politique ratatinée

Quand on demandait à Michel Houellebecq quel serait le monde d'après le Covid, il répondait : « *Le même en un peu pire.* » Il en va de même pour le monde politique qui se dessine après la dissolution. Les Français ont voté à trois reprises - deux fois en masse pour le RN, une fois contre - pour retrouver, un mois et demi après, une situation équivalente mais profondément dégradée. Le président est encore plus faible ; le gouvernement, démissionnaire ; l'ombre de la dette, plus inquiétante ; l'insécurité, galopante. Comme hier, Yaël Braun-Pivet veut présider l'Assemblée et Gabriel Attal, être le chef de l'ancienne majorité. La Constitution est un paillason sur lequel on s'essuie les pieds avant d'entrer dans l'Hémicycle : pouvoirs législatif et exécutif ne feront plus qu'un quand les dix-sept ministres en charge des affaires courantes s'avanceront, avec les autres députés, pour élire le président.

Quant au règlement, qui impose la reproduction au sein du bureau de l'Assemblée de la configuration politique du Palais Bourbon, la gauche et une partie des macronistes ont décidé de s'en affranchir : au nom du barrage ré-

publicain, ils veulent interdire au RN les postes de responsabilité. Répondre donc aux 11 millions d'électeurs qui ont voté à deux reprises pour le parti de Marine Le Pen par une nouvelle humiliation : l'invisibilisation totale.

Places, titres, fonctions, prébendes... Voilà dix jours que la politique, comme ratatinée, se débat dans des affaires minuscules. Le NFP se saborde après avoir proclamé sa victoire, la macronie se déchire sous le regard impuissant de son chef, le RN se console de sa défaite sur l'air du « on vous l'avait bien dit ».

Dans cet épais brouillard, on distingue toutefois une forme que l'on croyait disparue : celle de la droite. Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau, par le pacte législatif qu'ils proposent pour contrer la gauche, ne manquent pas d'habileté. L'intérêt national leur commande de tenir la même ligne pour la présidence de l'Assemblée : empêcher que le Nouveau Front populaire n'accède au perchoir. Il ne s'agit nullement de sauver Emmanuel Macron, simplement d'éviter que la gauche abîme un peu plus une France déjà très mal en point. Ambition modeste mais les temps sont houellebecquiens. ■

€ dépensé.
1% offert.



TRADE REPUBLIC



La course au perchoir, plus stratégique et incer

Wally Bordas

Objet de multiples tractations, l'élection, ce jeudi, du président de l'Assemblée doit clarifier le rapport de force politique et déter

Au jeu des alliances et des négociations, qui sortira vainqueur ? Bien malin celui qui devinera le nom du prochain président de l'Assemblée nationale. Alors que le scrutin doit avoir lieu ce jeudi après-midi, au Palais Bourbon, les tractations ont été nombreuses dans les différentes formations politiques tout au long de la semaine. Plusieurs noms de candidats sont désormais connus. Mais aucun ne semble pour l'heure faire l'objet d'un large consensus. Bien au contraire.

Il y a d'abord la présidente sortante, Yael Braun-Pivet. La députée Renaissance des Yvelines a été officiellement désignée prétendante du groupe Ensemble pour la République (ex-Renaiss

sance). Celle qui a présidé le Palais Bourbon de 2022 à 2024 croit fermement en ses chances d'être réélue. En dépit des manœuvres dans son propre camp... Car, sauf surprise, elle ne sera a priori pas soutenue par les alliés macronistes du MoDem et d'Horizons.

Le parti d'Édouard Philippe présentera même une candidate face à elle : Naïma Moutchou, vice-présidente de l'Assemblée depuis 2022. Cette dernière l'a annoncé mercredi, salle des Quatre Colonnes : « Avec moi, il n'y aura pas de "ni-RN ni-LFI" à l'Assemblée », a-t-elle notamment expliqué, estimant que chacune des forces politiques présentes au Palais Bourbon doit pouvoir siéger dans ses instances. Très appréciée à droite comme à gauche de l'Hémicycle, cette dernière pourrait obtenir quelques voix qui

pourraient faire pencher la balance, y compris au sein du groupe Liot. « Naïma Moutchou aura ma préférence dès le premier tour », glisse par exemple, dans un couloir du Palais Bourbon, un parlementaire n'appartenant pourtant pas au camp du président de la République.

Mais, en infériorité numérique, les troupes macronistes n'ont pas toutes les cartes en main. Sans soutien de la droite, voire du Rassemblement national, elles laisseraient la gauche aux manettes. Car, après des jours de discussions sur Matignon, les quatre partis du Nouveau Front populaire se sont enfin mis d'accord sur un candidat commun pour le perchoir : le communiste André Chassaigne. Député depuis 2002, président du groupe communis-

te, le parlementaire a mis en avant son « expérience » pour expliquer le choix de ses collègues de se ranger derrière lui. « Nous avons une légitimité politique pour présider l'Assemblée nationale », a-t-il également argué, rappelant la majorité relative obtenue par la gauche lors des législatives anticipées. Il devrait, sauf surprise, obtenir tous les suffrages de la gauche et certaines voix de députés divers gauche. Assez pour être élu prochain président de l'Assemblée nationale ?

Un véritable casse-tête

Rien n'est moins sûr. Deux autres candidats pourraient bouleverser la donne : celui de la droite – mercredi soir, deux candidats tenaient la corde : Annie Genevard et Philippe Juvin – et le centriste Charles de Courson, député Liot, doyen en années de mandats à

l'Assemblée nationale. Malgré le faible nombre de députés dans leur groupe respectif – moins d'une cinquantaine pour la droite et une grosse vingtaine pour Liot –, ils pourraient tirer leur épingle du jeu. Selon nos informations, au troisième tour, les socialistes n'écarteraient pas de voter pour Charles de Courson. Tout comme d'autres formations politiques. « Le RN n'exclut pas de voter pour lui », croit savoir un élu bien informé, qui affirme même que des cadres du groupe de Marine Le Pen auraient eu des contacts, ces derniers jours, avec le député centriste. « Il peut arriver à passer », craint une macroniste. Un député du groupe Liot, lui, peste : « S'il se passe, ça me paraît complètement fou vu son histoire personnelle. Ce sera tout à son déshonneur ». Pour l'heure, le Ras-

Charles de Courson, l'espoir du trou de souris

W. B. et Célestine Gentilhomme

Longtemps, Charles de Courson est resté dans l'ombre. Plus de trente années passées sous les dorures du Palais Bourbon sans pourtant accéder à l'un de ses postes prestigieux. Parti pour un huitième mandat, l'inoxydable centriste rêve désormais de grimper sur la plus haute marche : la très convoitée présidence de l'Assemblée nationale. Candidat du groupe Liot (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires), le député de la Marne entend s'imposer comme le plus petit dénominateur commun entre les trois blocs politiques. Dans un communiqué publié ce lundi, le vétéran de 72 ans promet d'être le « garant de la profondeur des débats » en s'affranchissant des querelles partisanes qui électrisent la course au perchoir.

Pour y parvenir, ce spécialiste des finances publiques devra décrocher des soutiens de part et d'autre de ce nouvel Hémicycle, dépourvu de majorité claire. Respecté de tous les bords, l'énarque y dispose d'une récente popularité depuis son offensive contre la réforme des retraites. En février 2023, il fait trembler le gouvernement avec sa motion de censure transpartisanne qui a manqué le coche à une petite voix près. L'épisode a laissé des rancœurs dans le camp présidentiel, qui voyait plutôt d'un bon œil ce personnage à l'élégance surannée. « J'avais une certaine estime pour lui, mais je l'ai perdue en observant la démagogie dont il a fait preuve pendant la réforme des retraites », torpille le député macroniste Marc Ferracci. Un mauvais souvenir qui risque de priver Charles de Courson des précieuses voix du bloc central.

« Charles de Courson est un homme de convictions. Il refusera d'être élu grâce aux voix du RN »

Un député Liot

Il faut dire que le conseiller référendaire à la Cour des comptes, défenseur d'une gestion stricte des comptes publics, n'a jamais succombé au charme libéral d'Emmanuel Macron, qu'il juge trop centralisateur et technocrate. Au gré des vagues, l'ancien maire de Vanault-les-Dames (Marne) continue, lui, de se plier à une ligne d'indépendance. Sa soif de liberté lui vaut même les faveurs de la gauche, qui le redécouvre dans son combat contre les retraites. Certains l'imaginent déjà comme un potentiel second choix du Nouveau Front populaire, qui doit encore s'aligner sur le nom d'un candidat unique pour le perchoir. Mais les positions passées du parlementaire, notamment son opposition au mariage pour tous, éloignent la perspective d'un renfort des 190 députés de gauche. « Il est détesté par Renaissance, et la gauche aura son candidat unique



STÉPHANE LE TELLECBACCA

Charles de Courson entame son huitième mandat parlementaire.

jusqu'au troisième tour inclus. Est-il prêt à se faire élire par les voix du RN ? », cingle un écologiste.

Car l'enjeu est bien là. Ces derniers jours, selon nos informations, des cadres du RN ont pris contact avec Charles de Courson. En vue, un possible soutien au troisième tour, qui se joue à la majorité relative. Même en se glissant dans un trou de souris, l'élu local a peu de chances de l'emporter à l'un des deux premiers tours, qui nécessitent une majorité absolue. Rangé sans illusion derrière la candidature de l'ancien vice-président RN du Palais Bourbon, Sébastien Chenu, les troupes marinistes pourraient donc voler au secours du centriste pour éviter le sacre de l'un des deux autres blocs.

La manœuvre n'est pas anecdotique. En 2022, Charles de Courson aurait pu décrocher la présidence de la prestigieuse commission des finances de l'Assemblée grâce aux voix du parti à la flamme. Mais il avait fini par se désister, refusant de devoir sa victoire aux élus de Marine Le Pen. Résultat, son retrait surprise avait facilité l'élection de l'Insoumis Éric Coquerel, provoquant l'émotion de la droite et des nationalistes.

Descendant d'une haute lignée aristocratique, Charles de Courson invoque souvent une longue histoire familiale dans laquelle il puise son engagement politique. Son grand-père, également député, est mort dans un camp de concentration allemand. L'élu de droite avait fait partie de ceux qui ont voté contre les pleins pouvoirs au maréchal Pétain en 1940 « parce qu'il était contre le sabotage de la République », aime rappeler son petit-fils. Le père du centriste, lui aussi résistant, s'est évadé d'une prison allemande, après y avoir été torturé. « Charles de Courson est un homme de convictions. Il refusera d'être élu président de l'Assemblée grâce aux voix du RN », veut croire l'un de ses collègues du groupe Liot. Avant de reprendre : « Il ne tombera pas dans ce piège et se retirera. » ■



Aucun des candidats n'est, a priori, en mesure de l'emporter à la majorité absolue lors des deux premiers tours. C'est donc au troisième que tout devrait se jouer, à la majorité relative.



CONTRE-POINT PAR GUILLAUME TABARD

Un test de la capacité à conjurer le NFP

Longtemps, la bataille du perchoir fut une affaire interne au parti au pouvoir. Jacques Chaban-Delmas soutenu par les giscardiens pour gêner Jacques Chirac ; Jean-Louis Debré préféré par la base des députés RPR à Édouard Balladur ; ou, plus récemment, Yael Braun-Pivet choisie par les députés LREM contre les consignes d'Emmanuel Macron. Entre la tête de l'Assemblée et celle de l'exécutif a toujours existé une relation complexe faite de proximité politique et de distance institutionnelle ; de soutien naturel et d'indépendance jalouse. La tension entre Lasseray et l'Élysée ou Matignon restait une affaire de famille.

Dans ce contexte né de la dissolution, l'élection du seizième titulaire du perchoir sous la Ve République prend une tout autre signification. C'est la première fois que le président ou la présidente de l'Assemblée sera élu(e) sans que l'on connaisse et même puisse deviner l'identité personnelle et politique du chef du gouvernement. Aucun camp n'a la moindre chance de faire élire son candidat au premier ou au deuxième tour, où une majorité de 289 voix est nécessaire. Dans ces tours de chauffe chacun se comptera, mais tout se jouera au troisième où la victoire reviendra à qui est arrivé en tête.

Les trois groupes de l'ex-majorité (Ensemble, MoDem, Horizons), les Républicains et le RN ont un objectif commun : empêcher l'élection du représentant du Nouveau Front populaire, André Chassaigne. Cet objectif est partagé par Emmanuel Macron, qui attend ce vote pour montrer que la gauche ne peut pas obtenir une majorité dans la Chambre basse et, ainsi, avoir une bonne raison de nommer un premier ministre choisi en dehors du NFP.

Sur le plan arithmétique, l'équation est simple : il faut une personnalité capable d'obtenir plus que les 182 voix du bloc des gauches. Mais la politique est plus compliquée que l'arithmétique. Tout candidat doit dépasser largement les effectifs de son propre groupe. La présidente sortante Yael Braun-Pivet a pour elle de disposer du socle de premier tour le plus élevé – surtout si le MoDem ne

met personne sur les rangs – par rapport à ses concurrents de LR ou d'Horizons (Naïma Moutchou). Elle a surtout pour elle une maîtrise du poste et un souci exprimé durant deux ans des droits de tous les groupes, notamment minoritaires.

Mais certaines voix, parmi ses propres amis, font valoir qu'une absence de changement au perchoir est difficile à défendre après la défaite des macronistes aux législatives. Certains, dans le camp présidentiel, estiment aussi qu'un soutien au troisième tour d'un candidat LR favoriserait un accord de gouvernement ou un « pacte législatif » avec la droite. La juste reconnaissance de la place du RN dans les instances de l'Assemblée aiderait par ailleurs à attirer la bienveillance des députés législateurs au troisième tour. Tous les candidats, de Renaissance à LR, sont-ils prêts à prendre cet engagement ? Et à refuser le « ni RN ni LFI » voulu par Gabriel Attal ?

L'essentiel est cependant institutionnel. Une fois élu, le futur président de l'Assemblée nationale ne serait plus l'un des piliers de la majorité, mais avant tout le garant du bon fonctionnement d'une chambre a priori inévitablement d'engagement politique qu'il faudra faire preuve au perchoir. Des principaux prétendants, qui est le mieux armé pour ce défi ? ■

ÉCOUTEZ À 8H10

GUILLAUME

TABARD

DANS LA MATINALE

DE DAVID ABIKER

AVEC LE FIGARO



taine que jamais

miner la capacité d'un camp à dégager une majorité relative.

semblement national a toutefois officiellement annoncé la candidature de Sébastien Chenu, vice-président du Palais Bourbon entre 2022 et 2024. Au premier tour, les voix du RN seront donc – sauf surprise – toutes en sa faveur.

Aux quatre coins de l'Assemblée, les députés du camp macroniste abondent tous dans cette même direction : « Yaël Braun-Pivet est complètement cramée. Au troisième tour, le candidat de la droite sera l'une de nos meilleures cartes pour empêcher la gauche de gagner. » Un autre parlementaire ajoute : « Offrir le perchoir aux Républicains, c'est s'assurer une majorité relative à l'Assemblée et commencer à réfléchir à une coalition gouvernementale. »

L'un des enjeux du scrutin résidera dans les dynamiques des uns et des

autres. Aucun des candidats ne sera a priori en mesure de l'emporter à la majorité absolue lors des deux premiers tours. Ce sera donc au troisième que tout se jouera, le président étant alors élu à la majorité relative. Un député bien informé explique : « Les candidats qui obtiendront le plus de voix au premier tour ne seront pas forcément ceux qui pourront prétendre à la victoire finale. Entre chaque tour, les discussions et négociations seront importantes et les désistements probablement nombreux. » Sachant également qu'il est possible pour un prétendant de ne déclarer sa candidature qu'au troisième tour. Un véritable casse-tête... « Ça va être complètement dingue, un moment historique », s'enthousiasme un macroniste.

Si le nom du futur président de l'Assemblée déterminera probable-

ment la « couleur politique » du Palais Bourbon, il n'est toutefois pas dit, au vu de la configuration inédite, qu'il présage d'une quelconque majorité. Encore moins d'une coalition gouvernementale. Une chose est toutefois certaine : le futur occupant du perchoir bénéficiera de multiples avantages. Il verra son salaire doublé et pourra notamment emménager dans l'Hôtel de Lassay, sublime résidence située dans les jardins du Palais Bourbon. Il deviendra par la même occasion le quatrième personnage de l'État et aura un rôle politique très important les mois qui viennent : il sera notamment le garant du bon déroulement des débats dans l'Hémicycle, et pourra, s'il le souhaite, saisir le Conseil d'État. Les ambitions sont désormais dévoilées. Place au vote. ■

La gauche s'accorde sur un candidat communiste

Richard Flurin

C'était présenté comme « la priorité », « l'urgence », « la nécessité du moment ». À défaut d'avoir trouvé un premier ministre, les quatre groupes parlementaires de gauche sont parvenus à se mettre d'accord mercredi après-midi sur une candidature unique à la présidence de l'Assemblée nationale. Celle du communiste André Chassaigne, chef de file du groupe Gauche démocrate et républicain, qui comprend les neuf députés PCF et quelques Ultramarins. Issu de la plus petite formation parlementaire à gauche, André Chassaigne dispose toutefois d'un « profil consensuel », selon plusieurs sources. « Il est respecté, il pourrait rassembler au-delà du Nouveau Front populaire », veut croire un écologiste.

Reste que le chemin séparant le candidat unique de la gauche au perchoir est semé d'embûches. Certes, avec quelque 190 députés, le NFP est le bloc qui en compte le plus, mais il n'est pas à l'abri d'une alliance de circonstance entre les centristes et la droite, voire avec le Rassemblement national, dans le but d'entraver la gauche. L'élection du président de l'Assemblée nationale nécessite la majorité absolue des voix (289 sur 577) aux deux premiers tours d'un vote à bulletins secrets. En cas d'absence de majorité absolue, ce qui semble probable au vu de la configuration de l'Hémicycle, un troisième tour a lieu, et c'est alors le nom qui recueille le plus de voix qui l'emporte – à la majorité relative, donc.

À eux deux, les groupes des macronistes et des Républicains comptent davantage d'élus que le NFP et pourraient donc rafler la mise. Sans compter que le Rassemblement national, qui a assez peu de chance de rassembler au-delà de son propre camp, pourrait jouer les trouble-fêtes. « Tout est mieux qu'un gouvernement du Nouveau Front populaire », a prévenu Marine Le Pen, mardi matin sur BFMTV. Or l'intronisation au perchoir d'André Chassaigne fournirait la preuve de la capacité de la gauche à bâtir des majorités de projet et pourrait lui offrir de bonnes chances de gouverner la France.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les différentes composantes du NFP se sont accordées dès lundi soir sur le principe d'une candidature unique. La France insoumise a exigé, toute affaire cessante, qu'un nom soit trouvé avant le scrutin parlementaire de jeudi. « Pour pouvoir former un gouvernement du Nouveau Front po-

pulaire et mettre en œuvre le programme fidèle aux aspirations exprimées par le peuple français », justifiait la coordination du mouvement dans un communiqué invitant à « déjouer d'urgence » la « manœuvre » d'Emmanuel Macron.

L'accord de la gauche sur un candidat au perchoir impliquerait a priori une reprise des négociations sur le nom d'un premier ministre commun, unilatéralement suspendues par LFI en début de semaine. Cette interruption, que les mélenchonistes ont mise sur le compte d'un Parti socialiste récalcitrant, a fini d'installer un climat délétère à gauche. Au point que l'on peine à imaginer les différents partis s'entendant sur le nom d'un premier ministre, et moins encore gouverner un jour main dans la main.

Il y a évidemment le duel incessant entre LFI et le PS, qui se rejettent depuis le départ la responsabilité d'un échec de plus en plus probable du NFP. En des termes souvent fleuris de la part des Insoumis. Mais ces derniers n'épargnent plus les Verts et les communistes. L'écologiste Marine Tondelier a ainsi été prise pour cible mercredi, notamment par le député Ugo Bernalicis, l'un des historiques du mélenchonisme. « Ça suffit le double langage entre les plateaux télé et les négos ! Faut-il rappeler que la première à rompre l'unité au sein de la Nupes en vue des européennes avec pour principal objectif d'affaiblir les Insoumis, c'est toi pour gagner un congrès ? », a-t-il lancé à Marine Tondelier sur X.

« Il faut avancer »

La brutalité retrouvée des Insoumis envers leurs partenaires de gauche tend à penser que le NFP n'était qu'une parenthèse enchantée, qui se referme avec la même violence que lors des européennes. En façade, on continue cependant à croire que la gauche gouvernera bientôt, tout en s'indignant haut et fort du mauvais « spectacle » et de « la guerre de leadership ». L'option d'un vote de l'ensemble des députés du NFP, abandonnée par les chefs de parti au profit du « consensus », revient avec insistance. Les députés communistes l'ont demandé, tout comme les anciens trondeurs Insoumis. « Pourquoi pas voter, à un moment donné il faut avancer », a lâché Olivier Faure, premier secrétaire du PS, constatant que plusieurs élus de son camp y sont également favorables. Encore faut-il que l'élection du président de l'Assemblée nationale, ce jeudi, n'enterme pas définitivement toute opportunité pour la gauche de gouverner. ■



PAUL DELORT/LE FIGARO

LE FIGARO
Billetterie

Théâtre

Humour

Musique

Tous vos spectacles sur billetterie.lefigaro.fr

Le Rassemblement national espère encore décrocher des postes clés à l'Assemblée

Paul Laubacher

Marine Le Pen veut garder les deux vice-présidences acquises en juillet 2022, mais aussi récupérer une questure et pourquoi pas la présidence de la commission des finances.

Comment obtenir ce que l'on veut ? C'est la question qui taraude le Rassemblement national (RN) alors que se profile cette semaine l'élection des postes clés de l'Assemblée nationale. Le parti à la flamme n'a pas caché ses ambitions à propos des postes stratégiques de l'Hémicycle : garder les deux vice-présidences acquises en juillet 2022, mais aussi récupérer une questure et pourquoi pas, cerise sur le gâteau, la présidence de la commission des finances, échue, selon la coutume parlementaire, au principal parti d'opposition. « Dans cette Assemblée, une chose est certaine : nous sommes le seul parti d'opposition, qu'importe la composition du prochain gouvernement, et de ceux qui suivront ! », remarque, taquin, un cadre mariniste.

Dans ce nouvel Hémicycle post-disso-

lution, et sans majorité claire, Marine Le Pen, présidente du groupe parlementaire nationaliste, peut se satisfaire d'une chose. Jamais elle n'a réussi à faire élire autant de députés RN. Selon un dernier pointage, ils sont 123, sans compter les trois élus proches de Marion Maréchal, anciens cadres de Reconquête, le parti d'Éric Zemmour. Ces derniers pourraient, à terme, être rattachés au groupe RN, en étant apparentés. Les troupes marinistes peuvent donc clamer qu'ils sont le groupe le plus nombreux. Mais c'est bien la seule bonne nouvelle pour le parti lepéniste, dont la situation est paradoxale : cela ne leur garantira pas d'accéder aux postes qu'ils désirent.

En façade, les députés de Marine Le Pen ont activé plusieurs leviers pour mettre la pression aux autres groupes parlementaires. Quand Mathilde Panot, chef de file des députés de La France in-

soumise, publiée sur X (ex-Twitter) la lettre des présidents des groupes parlementaires du Nouveau Front populaire demandant l'instauration du front républicain pour éviter que le RN n'obtienne le moindre poste à l'Assemblée nationale, c'est Marine Le Pen, elle-même, qui y répond, avec la sulfateuse. « Il est vain ou mensonger de séparer les différentes nuances du NFP. De LFI aux socialistes, des verts aux communistes, ils sont tous unis, mais uniquement dans la détestation de la démocratie, du pluralisme et de près de 40 % du peuple français », écrit-elle.

« Chacun a droit à sa légitime part »

Le parti estime, aussi, avoir son rôle à jouer. Il a décidé de lancer une pétition, intitulée « Faites respecter votre voix à l'Assemblée nationale ! ». « Le groupe Rassemblement national, à lui seul, occupe

21,84 % des sièges grâce à nos 125 députés. Malgré cela, le camp macroniste et l'extrême gauche veulent feindre de l'ignorer et nous exclure de postes stratégiques à l'Assemblée nationale », peut-on lire, invitant ses électeurs à signer le texte.

Enfin, dernier coup de pression, l'idée d'une candidature à la présidence de l'Assemblée nationale de Sébastien Chenu, député RN du Nord, proche de Marine Le Pen et vice-président sortant, a été actée ce mercredi matin. Une manière pour le parti nationaliste d'affirmer, pour ceux qui en auraient besoin, qu'il ne faudra pas compter sur les voix du RN, au moins lors du premier tour de l'élection. « Ensuite, on verra qui sont les candidats qui seront les plus à même à respecter l'institution », fait valoir un proche de Marine Le Pen, qui assure : « Ce sera notre ligne lors de cette élection. »

Et puis, derrière la façade, il y a les cou-

lisses. Les proches de Marine Le Pen, et notamment Sébastien Chenu, l'homme qui adore parler avec tout le monde, tentent d'arracher la promesse de « respecter le règlement de l'Assemblée nationale » aux candidats au perchoir, surtout ceux favorables à ce que le RN soit représenté dans les instances de l'institution. Mais qui sont ces candidats ? Il y a bien l'ancienne présidente Yaël Braun-Pivet. Les proches de Marine Le Pen ont remarqué que les députés d'Horizons, le parti d'Édouard Philippe, ont toujours été « constructifs » avec eux. Il y a aussi François Bayrou, qui avait dit au Figaro que « chacun a droit à sa légitime part, quelles que soient les étiquettes », en profond désaccord avec la ligne « ni RN, ni LFI », adoptée par Gabriel Attal et les députés Ensemble pour la République. En clair : le RN est dépendant de la bonne volonté des partis pour espérer obtenir ce qu'il veut. ■

Éric Ciotti : « Pour porter un "pacte législatif" comme Laurent Wauquiez, il faut être au gouvernement »

Propos recueillis par Claire Conruyt et Emmanuel Gallero

Éric Ciotti est le président du groupe parlementaire à droite.

LE FIGARO. - La nouvelle Assemblée nationale est inaugurée jeudi avec un premier ministre démissionnaire chargé de la gestion des affaires courantes... Que vous inspire la situation politique du pays ?
ÉRIC CIOTTI. - Nous sommes dans une crise politique et démocratique majeure qui met en péril nos institutions. Emmanuel Macron a mis le feu au pays et il a tendu un piège aux Français. Par des subterfuges indignes, il a transformé la grande V^e République en une médiocre resucée de la IV^e. Il tente de se maintenir au pouvoir au travers d'un gouvernement qui n'a plus aucune légitimité. Imaginez un peu : nous avons désormais un premier ministre chargé d'expédier les affaires courantes tout en étant président d'un groupe parlementaire ! Cela veut dire qu'un député encore ministre pourrait se poser des questions à lui-même.

Quel est le danger ?

C'est une atteinte très grave au principe de séparation des pouvoirs, doublé d'un vol du vote démocratique des Français. Au premier tour des législatives, plus de 11 millions de nos concitoyens ont soutenu la coalition des droites que nous avions formée avec le RN. Une large avance sapée en extrêmes par des alliances dissimulées, honteuses et contre-nature. Le vote des Français a été détourné par de basses manœuvres politiciennes, auxquelles plusieurs partis se sont prêtés, dont, hélas, certains anciens membres de ma famille politique.

Le RN se retrouve en troisième position dans l'Hémicycle. Vous ne pouvez pas conserver votre poste à la questure mais vous vous retrouvez à la tête d'un groupe de 17 députés. Avez-vous perdu votre pari ?

Bien au contraire ! C'est une réussite, qui a déjoué tous les pronostics de nos adversaires. Ce groupe que je préside compte des députés talentueux, des élus d'expérience, des maires de terrain et surtout de nombreux chefs d'entreprise qui vont profondément renouveler de notre vie politique. Bien sûr, nous aurions espéré obtenir une majorité. Mais cette perspective, j'en suis sûr, n'est que différée. Nous avons été élus

« Si Emmanuel Macron avait le sens de la responsabilité et de l'intérêt national, il mettrait fin à la mascarade qu'il a provoquée en posant sa démission : des élections présidentielles anticipées pourraient permettre une sortie par le haut »

dans le cadre d'une coalition avec le RN et nous serons fidèles à l'esprit du pacte de campagne que nous avions proposé, mais nous resterons un groupe autonome et indépendant, avec sa singularité et son histoire, fier de porter une approche économique tournée vers la liberté, l'entreprise, la restauration du pouvoir d'achat, la baisse de la fiscalité, et un combat de tous les instants contre l'immigration de masse et la violence.

Vos anciens amis LR continuent de qualifier cette alliance avec le RN comme une forme de trahison...

Je n'ai aucune leçon à recevoir de ceux qui ont été élus avec le soutien ou le déstabilisme des macronistes, mais aussi des insoumis ou des communistes. Nous savons que les Français veulent être gouvernés à droite et adhèrent à ses valeurs : l'autorité, l'identité, la liberté. Certains ont reculé devant la victoire de ces idées pour tenter de se sauver. Je suis convaincu que le cours de l'histoire conduira très rapidement à la victoire des droites. J'ai ouvert une



Éric Ciotti, mercredi, dans les jardins de l'Assemblée nationale.
SÉBASTIEN SORIANO/LE FIGARO

Si Emmanuel Macron avait le sens de la responsabilité et de l'intérêt national, il mettrait fin à la mascarade qu'il a provoquée en posant sa démission : des élections présidentielles anticipées pourraient permettre une sortie par le haut, avec une légitimité et une force retrouvées à la tête de l'État, confortées au plus tard au mois de juin 2025 par une nouvelle majorité parlementaire.

« Je veux qu'avec le bureau politique contrôlé par Laurent Wauquiez, nous puissions nous mettre d'accord pour définir une ligne de façon claire : les militants veulent-ils une alliance avec la macronie ou une alliance des droites, telle que je l'ai portée ? Je respecterai le résultat de ce vote »

À qui pensez-vous pour remplacer le chef de l'État ?
La question se posera le moment venu.

Pourriez-vous renouer votre pacte avec le RN dans le cadre de ces nouvelles législatives ?
Bien sûr. Nous avons inauguré quelque chose de durable qui va profondément modifier la structuration de la vie politique française.

Les Républicains existent-ils toujours ?
J'ai adhéré au RPR à 16 ans et je regarde l'évolution de certains des dirigeants actuels avec beaucoup de tristesse. Je souhaite que dans un cadre consensuel, nous puissions nous réunir en Congrès pour donner la parole aux militants. Je veux qu'avec le bureau politique contrôlé par Laurent Wauquiez, nous puissions nous mettre d'accord pour définir une ligne de façon claire : les militants veulent-ils une alliance avec la macronie ou une alliance des droites, telle que je l'ai portée ? Je respecterai le résultat de ce vote. Ce qui est sûr c'est que notre pays a besoin d'une grande formation politique attachée à la liberté économique, à l'ordre dans les comptes, à l'ordre dans nos rues et à la défense de notre identité.

La situation se tend sensiblement à Nice. La conquête de la ville, aux municipales de 2026, reste-t-elle votre projet ?
Nice, c'est ma base, ma légitimité et mes racines les plus solides. Nous sommes désormais trois députés à la représenter au sein de mon groupe. Pour le maire actuel Christian Estrosi, c'est une véritable déroute, légitime au regard de son bilan politique et économique. Je veux donner le meilleur pour ma ville. ■

Europe 1

6H-9H
EUROPE 1 MATIN
Christophe Lamarre

Retrouvez l'Édito politique à 7h50 avec Carl Meeus du Figaro Magazine

brèche, et l'immense majorité du peuple de droite suivra sur ce chemin et condamnera lourdement l'impuissance de l'immobilisme et du conservatisme. J'ai osé rompre des tabous érigés artificiellement par un bien-pensance politique. Et j'en suis fier.

Gérald Darmanin pousse le camp présidentiel à se montrer ouvert au « pacte législatif » de La Droite républicaine, le groupe présidé par Laurent Wauquiez...

Êtes-vous prêt à signer ce pacte avec vos anciens amis LR ?
Non. Pour porter un pacte législatif, il faut être au gouvernement. Cela veut donc dire que Laurent Wauquiez est déjà, dans sa tête, dans une coalition gouvernementale avec Emmanuel Macron, après l'aval traité de « dictateur » il y a quelques années et avoir dénoncé légitimement le bilan catastrophique de douze années de hollandisme-macronisme. Ces responsables politiques se trompent : le pouvoir macroniste n'aura pas plus de courage demain qu'il n'en a eu les huit dernières années pour réformer le pays et protéger les Français.

Laurent Wauquiez justifie ce pacte législatif comme seul bouclier face au danger de l'extrême gauche...
Douce hypocrisie ! Pourquoi n'ont-ils pas considéré que l'urgence, pour défaire l'extrême gauche dangereuse, était de la combattre dans les urnes plutôt que de la soutenir ? C'est dans les urnes que ça se joue et non dans les coulisses et arrière-cours. N'oublions pas que certains de mes anciens amis ont soutenu des candidats d'extrême gauche, comme M. Bertrand qui a appelé à voter communiste.

Vous avez souvent qualifié Laurent Wauquiez de « candidat naturel de la droite » pour 2027.
L'est-il toujours, à vos yeux ?
Il faut du courage pour s'attaquer à la face nord de l'Everest pour redresser une France qui tombe. Je n'ai pas perdu, dans cette période décisive, cette indispensable qualité.

Un Parlement sans majorité, un gouvernement à bout de force... Quelle solution voyez-vous pour sortir de cette crise ?

C'est une difficulté de dernière minute pour Ursula von der Leyen. Candidate à un second mandat à la présidence de la Commission européenne, elle doit obtenir, ce jeudi, lors d'un vote à Strasbourg, le soutien de plus de la moitié des eurodéputés. Or, l'arrêt qu'a rendu mercredi la Cour de justice de l'UE pourrait donner du grain à moudre aux élus les plus réticents qui lui reprochent son manque de transparence. C'est le cas notamment chez les Verts, dont elle recherche le soutien. L'affaire est d'autant plus sensible qu'elle porte sur les énormes marchés signés par la Commission lors de la pandémie de Covid-19 pour obtenir rapidement des vaccins. « La Commission n'a pas donné au public un accès suffisamment large aux contrats d'achat de vaccins contre le Covid-19 », estiment les juges de Luxembourg.

Quelque 13 contrats ont été passés en 2020 et 2021, couvrant la fourniture de 1 milliard de doses de vaccins destinés aux États membres pour un montant total estimé à 2,7 milliards d'euros par la justice européenne. Au nom du secret des affaires dans une période de vive concurrence entre les groupes pharmaceutiques, la Commission avait d'abord refusé de les rendre publics puis avait finalement diffusé ces contrats au compte-goutte, biffant au passage nombre de données et paragraphes. Évoquant des raisons de confidentialité, Bruxelles avait également refusé de communiquer les noms des fonctionnaires et des représentants des États membres impliqués dans les négociations avec les industriels.

« Ce n'est qu'en possession de leurs noms, prénoms et leur rôle professionnel ou institutionnel que (les particuliers qui ont porté l'affaire devant la cour) auraient pu vérifier que les membres en question n'étaient pas en situation de conflit d'intérêts »

Juges de l'UE

Après plusieurs tentatives infructueuses, six eurodéputés Verts et des citoyens s'étaient tournés vers la cour de Luxembourg. Ils ont eu en partie de gain de cause mercredi. « La cour confirme la nécessité de fournir des justifications solides pour invoquer la protection des intérêts commerciaux. Cet arrêt est important dans la mesure où la Commission européenne devrait procéder à davantage de marchés publics conjoints dans des domaines tels que la santé et la défense », s'est félicitée la Luxembourgeoise Tilly Metz, appelant la nouvelle Commission européenne à « s'efforcer d'améliorer l'accès aux do-



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, sur le site de production de Pfizer, à Puurs-Sint-Amands, en Belgique, en 2021.

La Commission von der Leyen épinglée par la justice de l'UE

Anne Rovan Correspondante à Bruxelles

Les juges de Luxembourg déplorent l'absence de transparence de Bruxelles sur les contrats d'achat de vaccins anti-Covid.

cuments dans l'intérêt du public afin de se conformer à l'arrêt rendu ».

L'accès aux documents des institutions est régi par un règlement datant du 30 mai 2001. Et le Parlement européen, qui a vocation à contrôler l'exécutif européen, est particulièrement vigilant sur le sujet. Alors que la Commission s'est abritée derrière le secret des affaires, les juges de Luxembourg estiment que l'institution n'a pas réussi à démontrer en quoi la divulgation de certaines dispositions portait effectivement atteinte aux intérêts commerciaux des entreprises en question. Parmi ces dispositions, il y a notamment la très sensible question de la responsabilité et de l'indemnisation des groupes pharmaceuti-

ques en cas de défaut de leurs vaccins. Les délais de recherche et de commercialisation ayant été raccourcis pour faire face à l'urgence vaccinale, il est prévu dans les contrats que les États membres prennent en charge une partie des indemnités éventuelles. La cour demande à la Commission de rendre publiques ces informations.

De même pour les donations et revenus de vaccins. Les juges estiment que Bruxelles doit fournir des informations sur les représentants des États membres et les fonctionnaires de la Commission impliqués dans les négociations. « Ce n'est qu'en possession de leurs noms, prénoms et leur rôle professionnel ou institutionnel que (les particuliers qui ont porté

l'affaire devant la cour) auraient pu vérifier que les membres en question n'étaient pas en situation de conflit d'intérêts », soulignent les juges.

À l'inverse, ils estiment que la Commission est légitime à avoir expurgé la localisation des sites de production, les droits de propriété intellectuelle, les acomptes ou paiements anticipés et l'accès aux calendriers de livraison. Mercredi, les porte-parole de l'institution insistent sur ce point, y voyant une sorte de victoire pour la Commission. Reste que c'est à elle qu'il revient de payer l'ensemble des dépenses. Pour se justifier, la Commission a pointé le « difficile équilibre entre le droit du public, y compris des députés

européens, à l'information, d'une part, et, d'autre part, les exigences légales découlant des contrats d'achat de vaccins contre le Covid-19, susceptibles d'aboutir à des recours en réparation au frais du contribuable ».

Bruxelles a deux mois pour faire appel. « VDL » est loin d'en avoir fini avec les achats de vaccins. D'autres affaires sont en cours, portant notamment sur ses échanges de textos avec le directeur général de Pfizer, Albert Bourla, lors de la négociation des contrats. La présidente de la Commission n'a jamais voulu les transmettre. Le parquet européen a également ouvert une enquête sur les conditions d'achat des vaccins. ■

Keir Starmer fait souffler un vent de réformes sur le Royaume-Uni

Amandine Alexandre Londres

Le premier ministre britannique veut mettre à profit sa supermajorité parlementaire pour mettre en œuvre 40 projets de loi.

Moins de deux semaines après sa victoire aux élections législatives, Keir Starmer, le chef de file du Parti travailliste et premier ministre britannique, a présenté mercredi un ambitieux programme législatif afin de contrer « les colporteurs de poudre de perlimpinpin populistes ».

Création d'une agence nationale pour l'énergie verte, nationalisation des compagnies de chemin de fer, renforcement des droits des travailleurs, modernisation des règles parlementaires, etc. En tout, le gouvernement Starmer entend mettre en œuvre 40 projets de loi susceptibles de transformer le pays en profondeur grâce à la supermajorité parlementaire dont il bénéficie à la Chambre des communes à l'issue des élections du 4 juillet.

Comme le veut la tradition, c'est le roi qui s'est exprimé devant les députés et membres de la Chambre des lords au nom du chef de l'exécutif. Au cours d'une allocution de 12 minutes et 44 secondes, soit le plus long « discours du roi » depuis plus de vingt ans, Charles III a énuméré tous les projets législatifs

grâce auxquels le nouveau gouvernement entend « reconstruire le pays » et l'unifier en « restaurant la confiance » des Britanniques dans la classe politique.

La plupart des projets de loi sont conformes aux promesses de campagne du candidat Starmer, qui s'était positionné fermement au centre de l'échiquier politique. Par l'intermédiaire de Charles III, le nouveau chef du gouvernement a commencé par renouveler son engagement en faveur d'une politique budgétaire conforme aux règles fiscales établies par les conservateurs et contrôlée par l'organisme public créé par le gouvernement de David Cameron en 2010, l'Office for Budget Responsibility (OBR).

Pas question, donc, pour Keir Starmer de dévier de l'objectif de réduction d'ici à cinq ans de la dette publique, qui a atteint un niveau record depuis soixante ans : les engagements budgétaires pris par les ministres devront passer sous les fourches caudines de l'OBR.

Cependant, le successeur de Rishi Sunak et premier chef de gouvernement travailliste depuis 2010 entend bien faire souffler un vent de renouveau sur le Royaume-Uni, en « libérant » la crois-

sance - avec notamment un programme de construction d'infrastructures et de logements - et en utilisant tous les ressorts de l'action publique en son pouvoir.

Gouvernement interventionniste

L'un des projets centraux de Keir Starmer est d'assouplir les règles concernant l'attribution des permis de construire et l'indemnisation des expropriations, afin de construire 1,5 million de nouveaux logements en cinq ans. Ce grand chantier, censé apporter une solution à la crise du logement, va provoquer sans aucun doute des réactions hostiles de la part d'une partie de l'électorat opposé à la construction sans limite.

Le gouvernement en est conscient et s'attend à voir des députés travaillistes exprimer leur opposition à l'attribution de permis de construire dans leurs circonscriptions. « Nous ne voulons pas sacrifier nos beaux paysages ruraux mais nous voulons faire construire », a justifié mercredi matin Pat McFadden, ministre sans portefeuille du gouvernement Starmer, en amont de la présentation du programme législatif.

Le gouvernement se veut interventionniste à plus d'un égard, rompant ainsi avec plusieurs années d'action publique très timide sous les conservateurs. Fidèle à ses promesses de campagne, Keir Starmer a confirmé la création d'une agence verte de l'énergie. Pour faire face « au défi climatique planétaire », le nouvel organisme public, qui se verra doter d'un budget d'environ 10 milliards d'euros, aura pour objectif d'accélérer les investissements dans les énergies renouvelables et en particulier dans l'énergie éolienne.

En matière de transports publics, le nouveau premier ministre est animé par la même volonté de donner à l'État davantage de pouvoir face aux acteurs du privé. Les compagnies ferroviaires seront ainsi nationalisées au fur et à mesure que les contrats d'exploitation des lignes ferroviaires expirent. Le but du nouvel acteur public, le Great British Railways (GBR), est de mettre un terme à la fragmentation des chemins de fer, d'effectuer des économies d'échelle et d'améliorer la fiabilité des trains, très souvent sujets à des perturbations et

globalement hors de prix par rapport aux autres modes de transport.

Le nouvel exécutif entend aussi faire passer les compagnies de bus, privatisées sous Margaret Thatcher, sous le contrôle des autorités locales comme c'est déjà le cas dans l'agglomération de Manchester et à Londres. De manière plus générale, les maires d'agglomération se verront attribuer davantage de pouvoirs dans le cadre d'un nouvel élan de décentralisation, a fait savoir le gouvernement par la voix de Charles III.

Cependant, parmi tous les projets législatifs présentés mercredi, c'est sans doute le projet visant à renforcer la protection des travailleurs qui constitue l'une des ruptures les plus nettes avec l'ère conservatrice qui vient de s'achever. Keir Starmer s'engage, entre autres, à davantage protéger les salariés contre les licenciements abusifs, et à mettre fin aux contrats de travail qui ne mentionnent aucune indication d'horaires ou de durée minimum de travail (les contrats « zéro heure »). Le premier ministre s'est donné cent jours pour faire voter ce « nouveau contrat pour les travailleurs ». ■



La monumentale « cité intelligente du futur » du promoteur chinois Country Garden, située à l'extrême sud de la Malaisie et dont seulement 15 % est sorti de terre depuis son lancement en 2016, ambitionne de loger 700 000 personnes d'ici à 2035. EDGAR SU/REUTERS

due », affirme laconiquement la jeune femme chinoise en pointant la maquette des tours de pacotille recouverte d'un autocollant « Sold out ». Et les déboires de la maison mère sont balayés d'un revers de main. Mieux, on fait miroiter une relance imminente du projet. « Ces difficultés n'impactent pas Forest City car nous sommes une société séparée et soutenue par le gouvernement malaisien. Il y aura bientôt de grandes annonces », assure Charlotte Zhao. Country Garden détient 60 % de la coentreprise conclue avec le riche sultan de Johor, Ibrahim Iskandar, partageant les risques avec l'ambitieux monarque local tout juste propulsé à la tête de la monarchie malaisienne.

Ces îles artificielles emblématiques des ambitions démesurées d'Ibrahim Iskandar, le riche sultan de Johor rêvant de tutoyer Singapour, qui appartenaient à sa dynastie avant la colonisation britannique, ne peuvent couler, sous peine d'écorner la figure royale

Forest City, cette ville fantôme chinoise face au détroit de Malacca

Sébastien Falletti Envoyé spécial à Johor Bahru (Malaisie)

Ce projet pharaonique du promoteur endetté Country Garden symbolise la crise de l'immobilier en Chine qui, depuis l'épidémie du Covid, menace l'économie du pays.

Les tours de trente-cinq étages surgissent au-dessus de la forêt équatoriale, tel un rempart de béton dressé en surplomb sur les cocotiers camouflant la plage déserte. Aux balcons, une végétation luxuriante déborde, offrant de faux airs de jardins suspendus de Babylone face au détroit de Malacca. À l'horizon, de lourds porte-conteneurs défilent en silence, comme des automates miniatures. Au pied du plus haut des gratte-ciel du complexe, un groom tout de blanc vêtu accueille les rares visiteurs d'un sourire jovial. « Bienvenue à Forest City ! Il y a plus de 50 000 personnes qui vivent déjà ici », affirme l'homme au teint basané. Une vigie vertigineuse de verre et d'acier aux lignes arrondies, dominant l'une des routes maritimes les plus stratégiques de la planète.

« Vous avez trouvé quelqu'un à qui parler ? », demande Fariz, Singapourien venu avec son épouse visiter le complexe, en quête d'une adresse bon marché en Malaisie. Cette « cité intelligente du futur » est un « magnifique endroit où vivre », proclame un panneau à l'entrée du gigantesque lobby transluclide protégeant l'espace commercial du projet pharaonique de Country Garden, le promoteur chinois en péril. La ville nouvelle, qui ambitionne d'accueillir 700 000 habitants à l'horizon 2035 en proposant des condominiums haut de gamme, est déserte. Seulement 15 % du projet est sorti de terre depuis son lancement en 2016, offrant au chantier des allures de ville fantôme oubliée dans un décor paradisiaque.

Une imposante maquette dévoile l'ampleur de cette « oasis verte », chiffrée à 100 milliards de dollars qui se profilait en vitrine haut de gamme des « nouvelles routes de la soie » de la Chine du président Xi Jinping, au cœur de l'Asie du Sud-Est. Plus de 20 km² construits sur quatre îles artificielles, à la pointe sud de la Malaisie, défiant Singapour tout proche, visible à l'œil nu, à 2 km seulement, par-delà le détroit de Johor. Le pont rejoignant la plaque tournante financière asiatique est à vingt minutes en bus.

Dans les allées du centre commercial, les rideaux de fer sont baissés sur les devantures de la plupart des boutiques, à l'exception de rares restaurants et d'une banque CIMB. À l'intérieur, une employée dort, le visage écrasé sur un coussin, à même le comptoir. Elle se réveille en sursaut : « Excusez-moi ! Nous n'avons pas beaucoup de clients. Il y a quelques habitants ici, surtout des Chinois et quelques Japonais et Coréens », baille la

Le groupe familial Country Garden est au bord de la faillite et a dû suspendre sa cotation à la Bourse de Hongkong en avril alors qu'il tente de restructurer ses dettes colossales estimées à près de 200 milliards de dollars

jeune femme recouverte d'un voile islamique. Une rare famille chinoise encadre une petite fille embarquée dans une voiture téléguidée zigzaguant dans les allées désertes. Les quelques venus croisés sont des visiteurs venus explorer cette étrange cathédrale urbaine, récemment devenue décor

d'une série Netflix à succès en Malaisie. « Nous faisons du tourisme d'urbanisme en désherence », grince Andy, jeune Singapourien en excursion. « J'ai toujours rêvé de visiter une ville fantôme. L'ambiance est dystopique ! », s'enthousiasme le jeune homme.

À 4500 km de Pékin, Forest City symbolise les déboires de l'immobilier en Chine rattrapé par une crise brutale depuis la pandémie qui plombe durablement la croissance de la deuxième économie mondiale. Son promoteur, Country Garden, marche dangereusement sur les traces du mastodonte Evergrande mis en liquidation en janvier, écrasé par une montagne de dette estimée à 300 milliards de dollars. « L'immobilier est la véritable cause du ralentissement chinois », explique Dan Wang, économiste à la banque Hang Seng, à Shanghai. Et sonne la fin d'un mirage dopé par le crédit, qui a servi de locomotive au décollage chinois jusqu'à la dernière décennie.

Forest City devait vendre du rêve tropical haut de gamme à des classes moyennes en quête de diversification et de placement par-delà la Grande Muraille, hors de portée des griffes du Parti. Contre vents et marées, Country Garden affirme que ses projets en Malaisie « opèrent normalement et enregistrent des ventes solides ». Le compte à

rebours s'emballerait pourtant pour le promoteur boulimique du Guangdong qui a déjà englouti 4,3 milliards de dollars dans la construction. Le groupe familial est au bord de la faillite et a dû suspendre sa cotation à la Bourse de Hongkong en avril alors qu'il tente de restructurer ses dettes colossales estimées à près de 200 milliards de dollars. Menacé de banqueroute, le groupe « explore activement toutes les options de restructuration de ses dettes avec ses créanciers offshore », affirme un communiqué datant du 24 juin, en quête de répit.

La pierre pèse environ un quart de la croissance du PIB de la Chine, et le marasme du secteur plane sur le plénum du Parti communiste chinois, qui s'est ouvert le 15 juillet, à Pékin, pour se pencher sur la stratégie économique, en quête de remède à une économie atone. Ce conclave du Comité central au grand complet est guetté par les investisseurs aux abois espérant des mesures de soutien d'un secteur crucial pour enrayer la spirale déflationniste du géant asiatique.

Les caciques rouges sont pris en tenaille entre l'urgence d'assainir les comptes et l'obsession de la stabilité sociale, redoutant des faillites en cascade et la colère des familles qui ont placé l'essentiel de leur épargne dans des tours de béton. Les ménages ont 80 % de leurs économies dans l'immobilier, selon le think-tank Bruegel. Les promoteurs géants sont-ils « trop gros pour faire défaut », selon la formule venue de Wall Street, datant de la crise financière de 2008 ? La question hante les condominiums vides de Forest City comme les couloirs opaques de Zhongnanhai, la résidence des dirigeants communistes, aux abords de la Cité interdite.

À Forest City, le service commercial continue à donner le change, avec peu de conviction. « Il y a déjà 10 000 personnes qui vivent ici. Vous ne voyez pas car elles sont dans leurs appartements », explique Charlotte Zhao, manager en charge des ventes. Les chiffres ne cessent de fluctuer en fonction des interlocuteurs, tel un mensonge mal ficelé. « La prochaine tranche est déjà intégralement ven-

Ce partenariat « royal » offre un répit précieux à Forest City face à la meute des créanciers. Ces îles artificielles emblématiques des ambitions démesurées du riche sultan rêvant de tutoyer Singapour, qui appartenaient à sa dynastie avant la colonisation britannique, ne peuvent couler, sous peine d'écorner la figure royale. Le complexe vide reste entretenu au peigne fin par une armée de jardiniers, taillant les frangipanières avec abnégation, signalant la détermination des propriétaires à sauver leur mise.

Le retour de balancier géopolitique joue en leur faveur, à l'heure du réchauffement des relations entre la Malaisie non alignée et Pékin sur fond de rivalité sino-américaine grandissante dans la région. Le premier ministre chinois, Li Qiang, a effectué une visite d'Etat à « KL » en juin, offrant un coup de fouet aux projets d'infrastructure « Une ceinture, une route » ensablés, tournant la page des frictions de l'époque du gouvernement de Mahathir Mohamad. Le madré nationaliste malais avait retiqué les ambitions de la Chine en 2018, notamment son projet de chemin de fer sur la côte est de la péninsule, jugé exorbitant et servant essentiellement les intérêts du géant asiatique. À l'heure de la crise de Gaza qui a déclenché des boycotts en Malaisie, le premier ministre, Anwar Ibrahim, joue à nouveau la carte chinoise, décochant des flèches contre l'Occident.

Un nouveau pas de deux, alors que Pékin ajuste son offensive de charme vers l'Asie du Sud-Est, pour déjouer l'« encerclement américain », revenant en force sur la péninsule stratégique. « La Malaisie est l'un des partenaires prioritaires pour la Chine, du fait de son non-alignement avec l'Occident. Les routes de la soie pivotent des grandes infrastructures vers des projets plus ciblés. Pékin appelle ses entreprises à s'étendre à l'étranger », analyse Chen Gang, chercheur à la National University of Singapore (NUS), annonçant une nouvelle vague d'investissements chinois.

L'accession du sultan de Johor au trône suprême à Kuala Lumpur offre des leviers à Country Garden pour mobiliser le pouvoir central à la rescousse. Le premier ministre Anwar Ibrahim a déclaré Forest City « nouvelle zone financière spéciale » en août dernier, et promis des mesures concrètes pour relancer le projet ensablé. Déjà, une réunion des ministres du Tourisme de l'Asean est prévue dans le complexe pour début 2025, dans le cadre de la présidence malaisienne de l'organisation régionale. Une rumeur évoque même l'ouverture d'un casino, rapidement démentie par Anwar, à la merci des islamistes aux aguets. La cité fantôme n'a pas fini de susciter les fantasmes. ■



« **V**oir le Nouveau Front populaire arriver en tête des élections, ça a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, nous n'avons plus notre place en France », confie Jeremy*, 30 ans, Français de confession juive. S'il avait déjà songé à son alya, terme hébreu désignant la « montée » vers l'État hébreu, l'annonce des résultats des élections législatives a marqué un tournant pour lui. Son départ est fixé au mois de septembre.

« Depuis quelques mois, nous avons des demandes d'ouvertures de dossiers tous les jours », indique Emmanuel Sion, directeur de l'Agence juive. Cet organe gouvernemental israélien, qui se donne pour mission de « servir de lien principal entre l'État juif et les communautés juives du monde entier », est chargé d'organiser et de faciliter ce « droit au retour », inscrit dans la loi israélienne depuis 1950. L'Agence juive ne confirme pas le chiffre de « 2000 » ouvertures de dossiers d'alya à l'issue des législatives, repris par plusieurs médias, mais reconnaît une forte augmentation des demandes au lendemain des élections.

« Il y a certes eu un sursaut, mais nous sommes très loin des grandes périodes d'alya post-attentat de 2015 », tempère Emmanuel Sion, en confirmant toutefois une « augmentation de l'intérêt porté aux départs en Israël », en particulier chez les jeunes, ces derniers mois. « Aucune alya ne devrait être motivée par autre chose qu'une réelle envie de s'installer en Israël, cela doit toujours être un projet réfléchi et préparé », souligne-t-il.

« Une grande partie de la communauté juive française se sent trahie par une gauche qui s'est alliée avec ceux qui ont animé un antisémitisme d'atmosphère pendant des mois et des mois »

Marc Knobel

Spécialiste de la question de l'antisémitisme

De son côté, Yonathan Arfi, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), appelle à prendre ces données « avec précaution ». En effet, une simple demande de renseignement concernant un potentiel départ en Israël provoque aussitôt une ouverture de dossier. Pour lui, cette augmentation révèle tout de même le niveau d'inquiétude et de solitude de la communauté juive française. « Ouvrir un dossier, c'est déjà marquer une étape supérieure dans la réflexion », analyse-t-il.

En 2022, le ministère de l'Intérieur et le Service de protection de la communauté juive (SPCJ) avaient recensé 436 actes antisémites, soit 1240 de moins qu'en 2023. Cette hausse spectaculaire a eu lieu à la suite de l'attaque terroriste du Hamas en Israël, le 7 octo-

« Nous n'avons plus notre place ici » : ces Français juifs qui choisissent Israël

Shaya Baldassari

Spectre de l'extrême gauche au pouvoir, montée de l'antisémitisme... À l'issue du second tour des législatives, l'Agence juive a enregistré une augmentation des ouvertures de dossiers d'alya.



COURTESY AGENCE JUIVE POUR ISRAËL

46 %

des jeunes Français juifs seraient prêts à faire leur alya

D'après une enquête du Fonds social juif unifié (FSJU) menée après le 7 octobre et publiée en juillet 2024, 46 % des jeunes Français juifs seraient prêts à faire leur alya. Parmi les répondants, 42 % affirment avoir déjà été victimes d'antisémitisme. Dans 22 % des cas, ils ont vécu leur premier acte ou propos antisémitique après le 7 octobre. C'est le cas d'Hanna, qui raconte son désarroi lorsqu'elle a trouvé des tags « Free Palestine » et « Fuck le Crif » inscrits sur les murs des toilettes de sa prestigieuse université parisienne. Le contexte actuel, qu'elle juge trop « violent », la pousse à quitter la France à contrecoeur. « Pour mon copain, il était hors de question de partir et, maintenant, il se renseigne sur les équivalences de diplôme ». Le couple a conscience de la difficulté de la vie en Israël et redoute les barrières économiques et linguistiques. « Je sais que la vie est dure là-bas, mais je préfère avoir une moins bonne situation en Israël que de devoir me cacher en France », assure l'étudiante. ■

* Les prénoms ont été modifiés.

bre dernier. Alors qu'un mois plus tôt la France enregistrait 43 actes antisémites, 563 étaient recensés en octobre, 504 en novembre et 175 en décembre. Une progression de plus de 1000 % comparé à la même période en 2022, selon un rapport publié par le Crif en janvier dernier.

« Le 7 octobre a incontestablement marqué la conscience et l'histoire juive contemporaine, ce qui a facilité la réflexion autour de l'alya », explique l'historien Marc Knobel, spécialiste de la question de l'antisémitisme. « Les actes antisémites ont connu la plus grande hausse depuis les années 2000. Les Juifs de France doivent se cacher et se sentir en danger en permanence, déplore-t-il. Alors, ayant le sentiment qu'il ne sert plus à rien de se battre, ils préfèrent partir. » C'est ce que confirme un récent rapport de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) sur l'angoisse des Juifs en Europe. Alors que 76 % des Juifs

européens disent « cacher occasionnellement leur identité », ils sont 83 % à le faire en France. 74 % d'entre eux estiment que la guerre au Proche-Orient a un impact sur leur sentiment d'insécurité. Il s'agit du taux le plus élevé parmi les pays sondés.

« Il y a dix ans, je n'aurais jamais pensé quitter la France mais aujourd'hui je prépare mon alya » raconte Rachel*, mère de deux enfants de 5 et 7 ans, qui dit avoir « constamment peur » qu'il leur arrive quelque chose de grave. Comme pour beaucoup d'autres membres de la communauté juive, voir la majorité relative des sièges de l'Assemblée nationale pourvus par des élus du Nouveau Front populaire a été un choc. « Quand je vois que des fanatiques d'extrême gauche pourraient se retrouver au pouvoir, ça ne fait que renforcer mon envie de partir. Même si Israël est un pays en guerre, c'est le seul endroit où je trouve ma place », regrette la mère de famille.

Selon Yonathan Arfi, La France insoumise portera une « part de responsabilité à chaque fois qu'une famille juive française quittera le pays à cause de l'antisémitisme. Ce parti a fait de l'antisémitisme une stratégie électorale, en instrumentalisant la guerre à Gaza et la défense de la Palestine. La victoire auto-proclamée de Jean-Luc Mélenchon après les élections, qu'elle soit réelle ou non, provoque une immense peur chez les Juifs français », souligne-t-il.

Pourtant, à l'issue du second tour, La France insoumise est loin d'être le parti majoritaire à l'Assemblée nationale. Les députés LFI devraient être entre 70 et 80 seulement à siéger au sein de l'alliance du Nouveau Front populaire, qui compte environ 180 parlementaires issus des divers partis de gauche (La France insoumise, le Parti socialiste, Les Écologistes et le Parti communiste français) - la composition définitive de l'Assemblée ne sera connue qu'en fin de semaine.

Titres de séjour : les 7 commandements de Darmanin

Jean-Marc Leclerc

Les immigrés doivent signer un nouveau contrat d'engagement au respect des valeurs de la République, dont le détail vient d'être publié.

Dans un de ces tweets dont il a le secret, le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, s'est félicité de la publication, mardi, de « 6 nouveaux décrets d'application de la loi immigration, qui s'ajoutent aux mesures de grande fermeté déjà en vigueur depuis son adoption le 18 janvier dernier ».

L'un d'eux, « relatif au contrat d'engagement au respect des principes de la République », est éminemment symbolique. Il s'applique à « tout étranger qui sollicite un document de séjour », qu'il s'agisse d'une première demande ou d'un renouvellement.

Rappelons que la France a délivré en 2023 plus de 326 000 premiers titres de séjour (s'agissant donc du flux annuel) et que, selon les services de l'immigration française, « le stock de titres valides et de documents provisoires de séjour détenus par des ressortissants de pays tiers (hors Britanniques) se situait à plus de 4 millions au 31 décembre 2023, en hausse de 4,4 % par rapport à la fin de l'année 2022 ».

L'immigration familiale représente, à elle seule, plus de 1,3 million de titres et documents, l'humanitaire plus de 590 000, l'économique plus de 386 000, l'étudiant plus de 338 000. Ainsi, les étrangers titulaires d'un permis de séjour représentent près de 6 % de la population française.

Lignes de conduite

Le contrat d'engagement, placé en annexe du décret, est libellé comme suit : « La France m'a accueilli sur son sol. Dans le cadre de ma demande de délivrance ou de renouvellement d'un document de séjour, je m'engage solennellement à respecter les principes de la République française. » Lesquels sont ainsi définis : « Je m'engage à respecter la liberté personnelle, la liberté d'expression et de conscience, l'égalité entre les femmes et les hommes, la dignité de la personne humaine, la devise et les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution, l'intégrité territoriale, définie par les frontières nationa-

les, et à ne pas me prévaloir de mes croyances ou de mes convictions pour m'affranchir des règles communes régissant les relations entre les services publics et les particuliers. »

Et de poursuivre : « Je suis informé que si je ne souscris pas cet engagement, le préfet me refusera la délivrance du document de séjour. Je suis également informé qu'en cas d'agissements délibérés portant une atteinte grave à un de ces principes, commis dans un cadre public ou privé, et constitutifs d'un trouble à l'ordre public, le préfet pourra refuser le renouvellement de mon document de séjour, voire le retirer et, en conséquence, prendre une décision d'éloignement. »

Le décret fixe dans le détail chaque ligne de conduite. Respecter la liberté personnelle ? Cela signifie « respecter la vie privée de chaque personne ainsi que le secret de son domicile et de sa correspondance », mais aussi « sa liberté d'aller et venir et à n'entraver, en aucune manière, sa capacité de communiquer avec autrui ». Le

signataire s'engage également « à respecter la liberté de chaque personne dans le choix de son conjoint ».

Respecter la liberté d'expression et de conscience ? Cela consiste à « s'abstenir de tout acte de prosélytisme exercé sous la contrainte, la menace ou la pression, dans le but de faire adhérer une autre personne à (ses) valeurs, (ses) principes, (ses) opinions ou convictions, (sa) religion ou encore (ses) croyances ».

Respect de la laïcité

Outre l'obligation de « respecter l'égalité de tous les êtres humains, sans discrimination d'aucune sorte », le contractant devra respecter la devise et les symboles de la République. Cela consiste notamment « à ne pas outrager en public l'hymne national, la Marseillaise, ou l'emblème national, le drapeau tricolore ». Le respect de l'intégrité territoriale de la France est la sixième prescription. Elle implique de ne pas participer à « une ingérence étrangère ».

Septième et dernier commandement : respecter le principe de laïcité. « Au sein des services publics, je m'engage à ne pas contester la légitimité d'un agent public ni exiger une adaptation du fonctionnement du service public ou d'un équipement public, en me fondant sur mes propres croyances ou considérations religieuses. »

Restent deux inconnues : quid de la sanction de l'éloignement en cas de non-respect de ces règles, sachant que, malgré l'active communication gouvernementale sur l'éloignement des étrangers sortant de prison, le taux d'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF), signifiées aux étrangers, ne dépasse guère les 10 % ? Au fond, que pèsent 22 000 éloignements en un an, quand le ministre de l'Intérieur évalue lui-même le nombre de clandestins en France « entre 600 000 et 900 000 personnes » ? Par ailleurs, quel sera l'avenir de la loi immigration, alors que la gauche, sortie renforcée des dernières législatives, a mis son abrogation au cœur de son projet politique ? ■

Les JO, un défi marathonien pour les hôpitaux

Angélique Négroni et Jean Kedroff

À Paris comme en province, certains services ont été étoffés pour faire face à une affluence plus importante. Déjà des voix s'élèvent pour certifier que les urgences à Paris seront vite saturées.

Alors que l'été est toujours la période où les hôpitaux réduisent la voilure de leurs effectifs et ferment, même, pour certains, les urgences, faute de personnel suffisant, les Jeux olympiques vont inverser la tendance dans les régions où vont se dérouler les épreuves. Au lieu d'un service minimum, toutes les structures concernées vont, au contraire, être sur le pont et être dotées de moyens étoffés.

Cœur névralgique de cet événement mondial, en accueillant quinze sites de compétition et des milliers de spectateurs pour la cérémonie d'ouverture, Paris et sa région parisienne vont ainsi muscler l'offre de soin. Car la venue de 15 millions de touristes, 6 000 journalistes, 10 500 athlètes et 45 000 volontaires va mettre sous pression les hôpitaux. Depuis des mois, les acteurs de la santé se préparent à ce surcroît d'activité qui va accaparer l'Île-de-France, comme l'indiquent de concert l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) et l'agence régionale de santé (ARS).

Chacune de ces deux administrations affiche sur son site internet des messages rassurants. « Les soins seront assurés comme un été normal, certains services ont été renforcés pour tenir compte de l'affluence de visiteurs et se sont organisés pour tenir compte des contraintes particulières », indique l'AP-HP. Sur les 800 services que compte cette dernière, 80 d'entre eux vont ainsi bénéficier de renforts supplémentaires, comme les réanimations mais aussi les urgences, où l'on prévoit une hausse de la fréquentation de 5%. « Par rapport aux étés ordinaires, on est en très forte surcapacité. Les urgences se sont organisées pour faire face aux risques propres aux grands événements : mouvements de foules, intoxications alimentaires, attentats terroristes, etc. », reconnaît Patrick Pelloux, le président de l'Association des médecins urgentistes de France. De son côté, l'ARS signale que cet effort pour élargir la capacité d'accueil se traduit par « 1 300 lits supplémentaires par semaine qui sont disponibles cet été par rapport à l'été 2023 ».

Dans cette organisation XXL, certains hôpitaux vont être particulièrement mis à contribution car ils ont été désignés pour accueillir des publics spécifiques. Les athlètes nécessitant des soins seront pris en charge à l'hôpital

Bichat, les journalistes seront accueillis à l'hôpital Avicenne et la famille olympique - les équipes qui encadrent les sportifs - ira à Georges-Pompidou.

Mais cette mobilisation exceptionnelle du personnel hospitalier ne se fait pas sans grincements de dents. Des primes de 800 à 2 500 euros ont été promises à ceux qui restent durant les JO. « Mais elles sont accordées sous certaines conditions, et ces montants différents sont regrettables », déplore Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France. D'ailleurs, ce mécontentement est à l'origine d'une grève qui se poursuit actuellement aux urgences de Georges-Pompidou. « On dit que les urgences auront des renforts. Mais ce sera à peine visible tant le manque d'effectifs est récurrent. On est au bord de la rupture et on risque la saturation », dénonce une gréviste de la CGT.

Face à cette description inquiétante, Philippe Juvin, chef du service des urgences de Georges-Pompidou, se veut rassurant. « Notre hôpital, où se sont déroulés divers exercices, est prêt à faire face à cette période des JO. On a renforcé nos lignes de médecins et, si je ne nie pas certaines difficultés, on s'est organisés pour les affronter », dit-il en reconnaissant l'absence regrettable de psychiatres aux urgences durant la nuit. Une situation généralisée à Paris, en raison, dit-il, d'« une pénurie de ces spécialistes ». « Alors même qu'on fait face, depuis le Covid, à un nombre plus important de personnes ayant des problèmes psychiatriques », ajoute le médecin.

Toutes les épreuves des Jeux olympiques ne se déroulent pas à Paris. Partout où elles auront lieu, un important dispositif médical a été mobilisé. « Les zones concernées par cet événement ne seront pas affectées par la dégradation de l'accès aux soins : on veut que la fête soit belle, donc on a investi », explique le Dr Patrick Pelloux. C'est le cas de la métropole lilloise, qui accueillera des épreuves de handball et de basketball, du 27 juillet au 11 août. Au CHU de Lille, une planification détaillée a été faite pour assurer la disponibilité du personnel soignant pendant les festivités. « Les consignes de l'ARS nous ont été données très tôt : pas de fermeture des urgences pendant cette période », rapporte le Dr Roch Joly, patron des urgences. Pour autant, excepté un événement grave, aucun afflux massif n'est attendu pendant la compétition. « En se



Depuis des mois, les acteurs de santé se préparent au surcroît d'activité médicale que va vivre l'Île-de-France. Ici, les urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou, à Paris.

basant sur l'expérience des JO précédents, on estime à 400 le flux de patients supplémentaires générés par les JO dans la métropole lilloise. C'est largement gérable », estime le même praticien.

Pour pouvoir intervenir à tout moment sur les sites sportifs, neuf équipes Smur (structures mobiles d'urgence et de réanimation) seront prépositionnées devant le stade Pierre-Mauroy de Villeneuve-d'Ascq, à l'est de Lille, où jusqu'à 27 000 spectateurs afflueront deux fois par jour. Que ce soit à Beauvais, Compiègne, Valenciennes, Boulogne-sur-Mer, Dunkerque ou Amiens, tous les grands centres hospitaliers des Hauts-de-France ont d'ailleurs été mis à contribution pour « répartir l'effort de la métropole lilloise, à l'heure où le personnel manque cruellement, comme partout », explique le Dr Joly. « On a la chance d'avoir un service d'urgences relativement stable, explique de son côté le Dr Moquay, adjoint du chef des urgences à l'hôpital de Valenciennes, donc on a fait appel à nous pour assurer les arrières de la métropole lilloise ».

À Nice, qui accueillera pendant la dernière semaine de juillet les épreuves de football, la situation est considérée comme étant « sous contrôle ». Le CHU de la ville, déjà habité aux

surchauffes en période estivale, est préparé à « un afflux de patients beaucoup plus important qu'à l'ordinaire », assure le Dr Céline Occelli, du service des urgences. Là encore, le personnel est au rendez-vous : « On n'a jamais eu à fermer nos urgences, et quand la situation se tend on se débrouille pour renforcer nos effectifs. » Pour canaliser les arrivées aux urgences, les hôpitaux

« Les effectifs sont au complet et on a réalisé plusieurs exercices de sécurité qui nous ont permis de faire de nécessaires réajustements »

Évelyne Poupet Directrice du centre hospitalier de Châteauroux

de la région comptent plus que jamais sur le service d'accès aux soins (SAS), qui oriente les patients en fonction de la gravité de leur cas. « La régulation effectuée par les SAS est indispensable. On ne peut pas se permettre de faire de la bobologie en cette période », insiste le Dr Occelli. Le CHU de Nice travaille également en réseau avec les établissements voisins, com-

me ceux de Grasse, Cannes, Menton ou Antibes, pour répartir les efforts en cas de crise. Et puisque le scénario du pire ne peut jamais être exclu, plusieurs postes sanitaires mobiles (PSM) seront prépositionnés « sur les sites stratégiques » de la région niçoise, pour intervenir en cas d'événement grave, comme une attaque terroriste - que la ville a déjà connue en 2016.

Ce drame, ainsi que les attentats de Paris de 2015, a d'ailleurs permis aux hôpitaux de Marseille de mettre à niveau leurs scénarios en cas de crise, alors que la Cité phocéenne se prépare à accueillir des épreuves de voile et certains matchs de football. « À partir des retours d'expérience des services hospitaliers qui s'étaient occupés des centaines de blessés, on a revu toute notre doctrine pour faire face à une attaque similaire. Tout un travail qui nous est aujourd'hui utile pour les JO. Chaque événement pousse nos établissements vers plus de professionnalisme », souligne Lionel Velly, directeur médical de crise à l'Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM). Il aborde la période des JO avec sérénité. La Coupe du monde de rugby, dont plusieurs matchs s'étaient déroulés à Marseille à l'automne der-

« Certains nous disent qu'on est leur sauveur ! » : à Albi, ces « papis médecins »

Ils sont onze médecins, ont tous les tempes grises, et sont un peu les Mick Jagger d'Albi (Tarn). Partis à la retraite depuis plusieurs années, ils ont décidé, comme le chanteur des Rolling Stones, de reprendre du service et de ressortir leur stéthoscope.

S'ils suscitent moins de passions que le rock star britannique, ils ont été accueillis sous les vivats par une population reconnaissante. « Certains nous disent qu'on est leurs sauveurs ! », s'amuse le pédiatre Christian Sentou, qui avait fermé son cabinet en 2006. À 79 ans, il est le doyen de ces onze collaborateurs, tous regroupés dans une même structure. Au 26, rue de la Porte-Neuve, sous des arcades où ne figure aucune plaque professionnelle mais une simple mention « Centre médical », ils exercent depuis le 5 juin 2023.

Comme ailleurs, la ville est touchée de plein fouet par la pénurie de professionnels de la santé. Dans ce chef-lieu du département, les médecins qui partent à la retraite ne sont pas remplacés, et les urgences des établissements de

soins fonctionnent en mode dégradé. Celles de la clinique de la ville sont fermées de mars à septembre, celles de Lavaur, une ville voisine, tirent le rideau la nuit depuis octobre 2022. Alors, celles d'Albi ne désempassent pas. « Parfois, au mieux, on attend une heure, mais souvent, on y passe la journée, on patiente cinq, six heures. Avec cinq enfants, je sais de quoi je parle ! », lance Benoît, un jeune père de famille.

Ce mercredi matin de juillet, pour éviter les urgences saturées, ce quarantenaire a donc pris la route du centre médical. Dans la poussette qu'il berce doucement, il tente d'apaiser sa dernière fille, d'à peine 2 ans, dont la température a brusquement grimpé la veille au soir.

En cette matinée ensoleillée, ils sont nombreux à patienter pour une consultation, sans rien devoir déboursier. Véritable bouée de sauvetage pour tous ceux qui ne savent plus où aller pour être soignés, l'adresse a vite fait le tour de la ville et des environs. À raison de soixante consultations

quotidiennes, le centre affiche complet. Les onze anciens retraités se relaient pour que deux d'entre eux soient en permanence présents. Ils héritent de tous ces patients qui ne trouvent plus de médecin traitant. « Les médecins traitants sont tous débordés et refusent de nouveaux patients », lâche Christian Sentou, qui a lui-même été confronté à cette situation. « Ma fille est venue s'installer avec sa famille à Albi et n'arrivait pas à trouver de généraliste, relate-t-il. J'ai dû la pistonner. On en est là ! »

Dans le couloir du centre, qui fait office de salle d'attente, nombre de patients ne savent plus à quel saint se vouer pour trouver un rendez-vous médical. Comme cette vieille dame, affolée, qui s'était d'abord rendue aux urgences après une mauvaise chute. « Je ne supporte pas le traitement que l'on m'a donné. La secrétaire de mon médecin traitant, qui est débordée, devait tout faire pour me trouver un rendez-vous mais elle ne m'a pas rappelée hier. Alors je suis là aujourd'hui », raconte-t-elle.



À la retraite depuis 2006, le pédiatre Christian Sentou, 79 ans, travaille deux demi-journées par semaine dans un centre médical, à Albi (Tarn).



RICARDO MILANIANI/LUCAS VIA AFP

Les déserts pharmaceutiques, autre plaie des zones rurales

Bien moins sous le feu des projecteurs que les déserts médicaux, les déserts pharmaceutiques n'en sont pas moins présents en France, et gagnent même du terrain. Avec des officines qui ferment chaque année faute de repreneur – même pour un euro symbolique, comme c'est parfois proposé – le pays compte désormais moins de 20 000 établissements. « Depuis 2007, 4 000 d'entre eux ont disparu et 2023 a été la pire année en enregistrant 300 fermetures », déplore Philippe Besset, le président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (FSPF).

Alors que la population et les élus s'inquiètent de la dégradation de l'offre de soins et souhaitent des solutions rapides, l'une d'entre elles aura mis six ans pour aboutir. Après l'adoption d'une ordonnance de janvier 2018 permettant justement de faciliter l'implantation des pharmaciens dans les territoires ruraux, son décret, indispensable à son application, a été publié il y a seulement quelques jours.

Concrètement, ce texte indique que l'ouverture d'une officine sur un territoire de moins de 2 500 habitants est possible, ce qui n'était pas le cas jusqu'alors. Ce régime dérogatoire vise les « ensembles de communes contiguës dépourvues d'officine » et qui, toutes ensemble, représentent une population de moins de 2 500 âmes.

Très attendu par les maires, qui se désespèrent quand l'un de ces professionnels de santé quitte leur ville, ce décret constitue « une indéniable avancée », juge Claire Peigné, élue de Morancé (Rhône) et coprésidente de la commission santé au sein de l'Association des maires de France (AMF). « D'autant que la pharmacie devient de plus en plus la porte d'entrée du patient dans le parcours de soins », fait-elle remarquer. Outre la prescription de médicaments, son personnel vaccine, propose le dépistage d'infection urinaire, etc. Et quand il n'y a pas de médecin aux alentours, il devient le conseiller auprès d'une population isolée.

Déjà longue avant la publication du décret, l'attente va pourtant s'étirer encore, la balle étant désormais dans le camp des agences régionales de santé (ARS). Elles vont devoir faire l'inventaire des territoires dits « fragiles » où de nouvelles officines pourraient voir le jour, afin de reconstituer un maillage qui s'est dangereusement distendu dans plusieurs zones du pays. L'Allier arrive ainsi en tête des départements qui a enregistré le plus grand nombre de fermetures au cours des dix dernières années. L'Ariège se place en deuxième position, suivie par l'Yonne, le Gers et la Corrèze. « On espère que les ARS rendront

leur copie d'ici à la fin de cette année », souligne le président de la FSPF. Mais c'est un travail minutieux qui attend ces administrations spécialisées. « Car il ne faudrait pas que l'arrivée d'une nouvelle officine sur un territoire mette en difficulté une autre déjà en place plus loin », fait falloir Bruno Maleine du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens.

Partageant les mêmes préoccupations, Claire Peigné estime qu'il faudra effectivement tenir compte des spécificités de chaque secteur. « Voir s'il s'agit, par exemple, d'une zone de montagne ou non, ou encore s'il existe des réseaux de circulation importants ou pas », énumère-t-elle. Elle espère, au cours de ce recensement des zones fragiles, que l'AMF aura l'oreille des ARS qui devront consulter divers acteurs. « Nous allons faire remonter les attentes des maires et les particularités de chaque territoire », dit-elle.

« Il faut que tous, État et collectivités, continuent à travailler sur l'attractivité des territoires, c'est évident »

Claire Peigné

Élue de Morancé (Rhône) et coprésidente de la commission santé au sein de l'Association des maires de France (AMF)

Malgré l'avancée, ce décret est loin de tout régler. Qu'est-ce qui poussera aujourd'hui un pharmacien à venir s'installer dans un territoire dépourvu d'écoles pour ses enfants, de travail pour son conjoint et de transports collectifs pour se déplacer ? « Il faut que tous, État et collectivités, continuent à travailler sur l'attractivité des territoires, c'est évident », souligne Claire Peigné. Mais ne faudrait-il pas aussi dérouler le tapis rouge à ces acteurs du soin comme cela se fait pour les médecins ? Les maires, qui s'arrachent les généralistes, en nombre insuffisant en France, aident en effet ces derniers à s'installer dans leur ville en leur offrant notamment les locaux durant plusieurs années. « Des mesures incitatives pourraient avoir des effets bénéfiques », reconnaît Bruno Maleine. Mais il faudrait aussi aider les étudiants en pharmacie à faire leur stage loin des universités et des villes, car on ne s'installe pas où on n'est jamais allé. »

Pour que ce décret porte ses fruits, il reste un ultime obstacle à lever et non des moindres : trouver des pharmaciens. Or le secteur fait face à une importante pénurie. On ne se bouscule plus aujourd'hui pour rejoindre cette profession, soumise à diverses contraintes, comme les gardes, et à l'inflation de normes. Le métier doit se réinventer pour de nouveau devenir attractif. ■ A.N.

nier, avait déjà été une mise en situation pour les hôpitaux de la ville.

À Châteauroux aussi, où se dérouleront les épreuves de tir sportif, du 27 juillet au 5 août, on se dit fin prêt. Pourtant, il y a trois mois, le maire avait tiré à boulets rouges sur les urgences de l'hôpital de sa ville. Dans un courrier où il dénonçait l'état de délabrement du service, Gil Avérois avait même conseillé aux patients de l'éviter. « Je ne veux pas commenter ce qui s'est dit », indique aujourd'hui Évelyne Poupet, la directrice du centre hospitalier. Tournant la page sur ces déclarations, elle assure aujourd'hui que le personnel de son établissement est en ordre de marche pour recevoir les patients. « Les effectifs sont au complet et on a réalisé plusieurs exercices de sécurité qui nous ont permis de faire de nécessaires ajustements », dit-elle.

Quant à la menace cyber, « véritable talon d'Achille du système de santé », selon le Dr Pelloux, elle est dans tous les esprits. « On ne communique pas dessus par mesure de sécurité, mais je peux vous dire que la question est prise très au sérieux », indique Caroline Cheimanoff, directrice opérationnelle de crise de l'hôpital de Nice, qui préfère ne pas

« tendre la perche aux hackers ». Même son de cloche au centre hospitalier d'Aix-en-Provence, où « on renforce activement la protection technique du site autant que la formation des professionnels de santé ».

« En tant que médecin, on est régulièrement sensibilisé aux risques de piratage. On fait alors plus attention à changer nos codes d'accès, à bien protéger nos données »

Dr Elbeki

Urgentiste à l'hôpital de Valenciennes

À Marseille, on s'est aussi activement préparé à l'éventualité d'une attaque. Outre une série d'exercices, tous les services ont été passés au crible pour mesurer leur dépendance à l'informatique et y remédier. « On a ainsi découvert que des ascenseurs et des téléphones fonctionnent avec de l'informatique », indique Lionel Velly. Depuis, les hôpitaux de l'AP-HM ont appris à travailler « à l'ancienne », en se passant des ordinateurs : 500 coffres baptisés « crash box », tous scellés, ont

été installés dans les services et ne renferment que du papier. Des formulaires de bons de commande, pour des prescriptions ou encore des certificats de décès, y sont soigneusement enfermés. Par ailleurs, des ordinateurs spéciaux ont été conçus pour résister à tout piratage informatique et protéger ainsi toutes les données médicales des patients hospitalisés.

Dans le nord du pays, l'attaque informatique qui a visé l'hôpital d'Armentières, en février dernier, compromettant les données de plus de 300 000 malades, a eu l'effet d'un « coup de semonce », selon le Dr Joly. « Depuis, on fait régulièrement des exercices de simulation de cyberattaques et on a constitué des stocks d'ordinateurs pour pouvoir mettre rapidement sur pied un réseau provisoire, en cas de dysfonctionnement informatique généralisé », précise-t-il.

« En tant que médecins, on est régulièrement sensibilisés aux risques de piratage. On fait alors plus attention à changer nos codes d'accès, à bien protéger nos données », assure de son côté le Dr Elbeki, urgentiste à l'hôpital de Valenciennes, en se félicitant de voir « une culture de la sécurité se mettre progressivement en place ». ■

qui reprennent du service pour pallier les manques

Le Samu et les pharmaciens envoient aussi au centre beaucoup de naufragés de la médecine. « Les urgences nous adressent également des malades, même un peu trop, parfois.

« Les médecins traitants font aussi appel à nous : quand ils partent en vacances, ils indiquent notre adresse sur leur répondeur »

Dr Yves Carcailliet

Les médecins traitants font aussi appel à nous : quand ils partent en vacances, ils indiquent notre adresse sur leur répondeur. Ce sont parfois les mêmes qui critiquent notre centre en nous accusant de détourner leur clientèle et qui vont se plaindre auprès de l'Ordre des médecins », s'amuse le Dr Yves Carcailliet.

Ce praticien de 74 ans a démarré sa carrière en région parisienne, où il a assisté à la naissance du premier bébé-

éprouvette, à l'hôpital Bclère de Clamart, en 1982. C'est lui qui est à l'origine de ce centre médical, une expérimentation unique en France, avec le concours de la ville, de l'hôpital et d'autres administrations comme l'agence régionale de santé (ARS). « En 2022, la maire d'Albi, Stéphanie Guiraud-Chaumeil, était venue me voir en me demandant de réfléchir à un dispositif permettant de faire face à la baisse d'accès aux soins », raconte-t-il.

Alors qu'il venait de fermer son cabinet, en juillet de la même année, Yves Carcailliet s'est remis à l'ouvrage. Il lui aura fallu un an pour concevoir ce dispositif destiné à « prendre en charge des patients en cas de besoin et non de les suivre ». En quelques jours seulement, il a réuni une équipe dans une structure associative au nom évocateur : l'Association des médecins retraités de l'Albigeois. En battant le rappel auprès des praticiens retraités de la ville, tous ont répondu présent. « À l'exception d'un seul qui a refusé car insuffisamment payé, selon

lui, 50 euros de l'heure », souligne Yves Carcailliet.

À 71 ans, alors qu'il avait cessé ses activités en 2018, Pierre Le Tinnier fait partie de ceux qui ont repris avec entraînement du service dans ces locaux mis à disposition par la ville. « Le lien social me manquait, et mon métier, c'est une vocation », insiste ce fils de militaire breton qui, en embrassant cette carrière de santé, s'était entendu dire par son père : « Tu as mal tourné ! » Une facétière, s'amuse-t-il. Durant toutes ces années, comme les autres médecins de sa génération, il a travaillé d'arrache-pied. « C'était du 7h30-21 heures en semaine et joignable le week-end. On était formés comme cela, à travailler sans compter », décrit-il. Christian Sentout, sportif invétéré, se souvient de ce temps passé où il devait enregistrer ses matchs de rugby pour les voir plus tard, dans la nuit, à son retour.

Aujourd'hui, pas question pour eux d'être enchaîné à leurs activités. Le centre ouvre du lundi au vendredi, de 8h30 à 18 heures, avec une pause à

midi. Son fonctionnement repose sur la souplesse : la clé de la réussite. « Chaque médecin travaille deux demi-journées. Mais il peut s'absenter plusieurs jours ou semaines, et il sera remplacé par les autres », fait valoir Yves Carcailliet. À cela s'ajoute un confort de travail à faire pâlir d'envie tous les généralistes de France et de Navarre. Exclusivement concentrée sur les consultations, l'équipe est exemptée de toute obligation, comme les gardes, et de toute tâche administrative. La paperasse administrative, honnie des professionnels de santé, est prise en charge par l'hôpital d'Albi, qui dépêche des secrétaires formées par ses soins dans le centre médical.

« Ce centre est comme un hôpital en ville », résume son directeur, Alexandre Fritsch. Pour lui, ce dispositif est positif à plus d'un titre. Outre le fait d'être une solution d'accueil pour certains malades qui encombrer inutilement les urgences, il permet aussi d'établir un lien entre deux mondes

qui en général ne se côtoient pas : l'hôpital et la médecine de ville. « En travaillant ensemble par le biais des secrétaires, notamment, les uns et les autres n'hésitent plus à s'appeler pour partager informations et conseils », souligne le responsable de l'hôpital.

Surtout, cette structure permet de profiter de l'expérience inestimable de ces praticiens. « La médecine est un art empirique », insiste Alexandre Fritsch. Un art qui doit aussi se mettre à la page. Ces ex-retraités suivent des colloques sur l'actualité médicale par visioconférence. Seul talon d'Achille du service, qui coûte 150 000 euros par an en dehors des locaux : il est déficitaire (secrétaires, matériel, électricité...). Une perte éponée par l'agence régionale de santé. Malgré cela, plusieurs collectivités s'intéressent à ce dispositif, qui nécessite l'adhésion de tous les acteurs concernés. Albi, qui y est parvenu, a bénéficié selon Yves Carcailliet d'un « bon alignement de planètes ». ■ A.N.

Jean-Marie Guénois

Mort en 2007, le religieux est visé par une enquête publiée par les associations qu'il a fondées, dont Emmaüs France. D'autres témoignages pourraient suivre.

Un mythe s'écroule. L'abbé Pierre, mort en 2007 à l'âge de 94 ans, est accusé d'agression sexuelle par sept femmes, dont une mineure au moment des faits, qui se seraient déroulés entre 1970 et 2005. La nouvelle a été rendue publique le 17 juillet par trois associations non confessionnelles dont l'abbé Pierre a été à l'origine : Emmaüs International, Emmaüs France et la Fondation Abbé Pierre.

Cette information, touchant un défunt ne pouvant répondre des accusations portées contre lui, requiert un a priori de prudence, mais elle est formellement validée par ces trois organismes qui ont mandaté un cabinet spécialisé, le groupe Egaé, fondé par la militante féministe Caroline de Haas, pour réaliser une enquête indépendante à la suite d'un premier signalement en 2023.

Cette enquête aboutit à un communiqué officiel qui dénombre « sept femmes » victimes. Le texte, publié sur le site des trois institutions, décrit « des comportements pouvant s'apparenter à des agressions sexuelles ou à des faits de harcèlements sexuels commis par l'abbé Pierre ». Selon ce travail de recherche, cinq autres témoignages similaires pourraient être versés à charge contre ce prêtre catholique. Un appel à d'autres témoignages est lancé.

Dans un livre interview avec Frédéric Lenoir publié en 2005, *Mon Dieu... pourquoi ?* (Plon), l'abbé Pierre avait reconnu qu'il n'avait pas toujours été fidèle à son vœu de chasteté. « Il m'est arrivé de céder à la force du désir de manière passagère », témoignait-il, mais je n'ai jamais eu de liaison régulière, car je n'ai pas laissé le désir sexuel prendre racine. Cela m'aurait conduit à vivre une relation durable avec une femme. » Il disait également ne pas comprendre



L'abbé Pierre, en décembre 1987.

MYCHELE DANIAU / AFP

Agressions sexuelles : l'abbé Pierre accusé par plusieurs femmes

le refus du pape Jean-Paul II, qu'il avait rencontré à plusieurs reprises, d'abolir le célibat sacerdotal.

« Douleur » de l'épiscopat français

Cette confession, publiée deux ans avant sa mort - confirmée par une interview télévisée de l'abbé Pierre avec Marc-Olivier Fogiel - avait provoqué un certain émoi dans le milieu ecclésiastique, mais elle avait finalement contribué à renforcer son image de prêtre frondeur, dont personne ne pouvait alors soupçonner qu'il serait accusé d'agressions sexuelles.

Né à Lyon, religieux dans l'ordre des capucins, héros de la Résistance,

trois fois élu député à l'Assemblée nationale, fondateur des communautés Emmaüs, où les pauvres et sans-abri étaient les premiers servis, auteur du fameux « appel de l'abbé Pierre » lors du terrible hiver 1954, ami de tous, respecté internationalement par les plus grands artistes, écrivains et politiques, l'abbé Pierre était « la » figure d'une conscience catholique et française du XX^e siècle. Ce monument s'écroule donc, dix-sept ans après sa mort. L'institution catholique perd l'une de ses figures morales et sociales de référence, et beaucoup de crédibilité.

L'épiscopat catholique français a dit sa « douleur » en rappelant « l'impact

remarquable » de cet « éveillé des consciences » en faveur « des plus pauvres » mais salue « le travail de vérité nécessaire » qu'Emmaüs a eu « le courage » de réaliser. L'Église dit sa « profonde compassion » pour les victimes, et souligne « la honte que de tels faits puissent être commis par un prêtre ».

Sœur Véronique Margron, présidente élue de la Conférence des religieuses et religieux en France (Corref), très en pointe dans le combat contre les abus sexuels dans l'Église, confie au Figaro : « Que dire encore devant ces drames, ces vies brisées, souvent empêchées ? Avant tout, mon admiration pour le courage des victimes, dans leurs prises de parole, alors que leur agresseur était

une figure tutélaire, quasi sacrée, bien au-delà du seul mouvement Emmaüs et de l'Église catholique. » La religieuse dit son « infinie tristesse et (son) écaurement ». « L'abbé Pierre a très gravement abusé de sa position pour installer son emprise et rendre possible ses agressions, poursuit-elle. Parce que son action - indiscutable - a interdit toute vigilance, tout esprit critique, tout courage peut-être même de ceux qui l'ont entouré, devant ses comportements indignes et coupables. » Dépitée, elle conclut, en référence à certains atterroissements dans l'Église face à ces scandales : « Je ne sais pas si nous allons finir par apprendre... » ■

Terrorisme : des djihadistes plus jeunes et plus instables

Jean Chichizola

Depuis 2020, un quart des individus impliqués dans ces actes étaient mineurs et 70 % des auteurs d'attentats étaient des cas psychiatriques.

Sept mois se sont écoulés depuis le dernier attentat islamiste, le 2 décembre à Paris (un mort, deux blessés). Mais les interpellations se succèdent et le pays est toujours en alerte maximale. À l'aube des JO, le Centre d'analyse du terrorisme (CAT) rend public une étude approfondie d'Emma Cantelaube et Adam El Difraoui, intitulée « Terrorisme islamiste en France : attentats, tentatives et projets d'attentats 2020-2023 ».

L'occasion de présenter une moisson de statistiques éclairantes, tout en évoquant les évolutions de la situation en ce premier semestre 2024. Et de rappeler que le terrorisme islamiste continue de représenter « une menace significative », malgré la défaite territoriale de l'État islamique en Syrie et en Irak, avec une « propagande en ligne du groupe (persistante) et des appels constants à mener des attaques contre des cibles en Occident, et plus spécifiquement en France ».

Le CAT met en évidence une double évolution. En premier lieu, si la menace endogène demeure le premier danger, les profils terroristes évoluent avec des individus plus jeunes, plus instables psychologiquement et plus autonomes, l'État islamique (EI) ne se donnant même plus la peine de revendiquer leurs actions même quand les tueurs lui font allégeance à travers des vidéos, un enregistrement audio ou une lettre. Le dernier attentat revendiqué par l'EI sur le sol français remonte à l'attaque du marché de Noël de Strasbourg, le 11 décembre 2018. Mais il continue à « inspirer »

les candidats par son idéologie et sa propagande.

En second lieu, le CAT souligne que « la menace exogène connaît une résurgence notable, qui ne doit pas être sous-estimée ». Car « certaines wilayas (provinces) de l'État islamique, notamment en Afrique sahélo-saharienne et en Afghanistan, montrent une activité accrue et développent des capacités opérationnelles pouvant viser l'Occident ». À noter que cette résurgence en Asie centrale ou en Afrique alimente d'ailleurs aussi la propagande et contribue à la motivation des apprentis djihadistes vivant en France.

« 70 % des auteurs d'attentats étaient inconnus des services de renseignements français entre 2020 et 2023 »

Le Centre d'analyse du terrorisme

Une source sécuritaire affirmait récemment que 90 % des images horribles utilisées par la propagande de l'EI sont des images filmées en Afrique (massacres, décapitations, attentats...). Sur un autre plan, des islamistes interpellés la semaine dernière en France fantasmaient sur un départ vers des zones de djihad dont la Syrie et... le Mozambique, où l'EI est actif. Projet hypothétique de la part de candidats à la guerre sainte mais qui démontre une attractivité nouvelle de l'EI.

Au plus près de la réalité du terrain, le rapport du CAT revient aussi sur les chiffres. Entre 2020 et 2023, la France a

été la cible de 25 actions terroristes détectées : 8 attentats, 2 tentatives et 15 projets d'attentat. 6 projets d'attentat ont été recensés depuis le début de l'année 2024. Les auteurs rappellent leur définition : un attentat désigne « un projet terroriste mené à bien et concrétisé par la mort d'au moins l'une des cibles visées », une tentative est « un projet terroriste dont l'exécution ne s'est pas concrétisée par la mort de la cible visée ». Un projet d'attentat est « un projet terroriste arrêté en amont de sa phase d'exécution ».

Entre 2020 et 2023, les dix attentats et tentatives ont fait 11 morts et 18 blessés. Sur la période 2016-2019, 76 actes terroristes ont été recensés : 9 attentats, 16 tentatives et 51 projets. Avec 106 morts et 511 blessés. Si ce bilan dressé par le CAT est donc moins meurtrier, il convient toutefois de noter que des cibles spécifiques ont choqué la France entière entre 2020 et 2023 avec l'assassinat de deux enseignants ou encore le massacre de fidèles dans une église.

Le CAT revient également sur le profil des terroristes. En notant qu'entre 2020 et 2023, « 70 % des auteurs d'attentats étaient inconnus des services de renseignements français », contre 64 % entre 2016 et 2019. Mais, dans le même temps, 40 % des individus impliqués dans des activités terroristes au sens large « étaient déjà connus des services de police, principalement pour des faits de délinquance ». Un seul cas de récidive a été recensé : l'auteur, en 2023, de l'attentat sur le pont de Bir-Hakeim, condamné en 2018 pour avoir planifié un attentat.

Les terroristes sont de plus en plus jeunes. « La moyenne d'âge des individus (le CAT en recense 39, NDLR) impliqués dans des incidents à caractère terroriste est de 23,5 ans », contre 29 ans entre 2016 et 2019, et « la proportion de mineurs impliqués a fortement augmenté par rapport aux années précédentes », avec 25,6 % des individus ayant entre 14 et 17 ans... Le CAT souligne que « les groupes terroristes, comme l'État islamique, exploitent les réseaux sociaux et les forums de jeux vidéo pour cibler les jeunes. Ainsi, en 2023, 15 mineurs ont été mis en examen dans des procédures de terrorisme islamiste, contre 2 ou 3 par an les années précédentes ».

« Les groupes terroristes, comme l'État islamique, exploitent les réseaux sociaux et les forums de jeux vidéo pour cibler les jeunes »

Le Centre d'analyse du terrorisme

Sur le plan de la nationalité, il est intéressant de constater que, sur « les 29 individus impliqués dans des actes terroristes, NDLR) dont la nationalité est connue, 13 sont français soit 44,8 % ». Mais que 17,2 % « étaient russes, souvent originaires des républiques caucasiennes comme la Tchétchénie », ce qui rappelle la menace d'un djihad russophone particulièrement surveillé par les services de renseignements. Quant aux auteurs des attentats, 60 % étaient de nationalité

étrangère, 25 % ayant un statut de réfugié et 25 % étant en situation irrégulière.

Plus jeunes, les terroristes de 2020-2023 étaient aussi plus instables psychologiquement. 62,5 % des attentats ont été perpétrés par des individus ayant des antécédents psychiatriques, marquant une augmentation significative par rapport à la période précédente, entre 2016 et 2019, au cours de laquelle 30 % des auteurs d'attentats avaient de tels antécédents.

Sur le plan des cibles et des modes opératoires, l'étude remarque que, « dans la majorité des cas, les incidents recensés visaient des cibles spécifiques », 25 % contre les forces de l'ordre et les militaires et 25 % contre des personnes considérées comme ayant offensé l'Islam. Les armes blanches représentaient « 80 % des armes utilisées lors des attentats et tentatives d'attentat ».

Ouvrant la focale sur le temps présent, le CAT rappelle enfin que « depuis janvier 2024, la France a enregistré 6 projets d'attentat » avec « 7 individus impliqués » dont 3 mineurs. Une menace « fortement influencée par le contexte géopolitique, particulièrement au Proche et Moyen-Orient » avec, le mois passé, un dernier projet d'attentat « revendiqué au nom de la Palestine et visant spécifiquement des cibles juives ». Sans oublier un projet à Saint-Étienne spécifiquement dirigé contre les Jeux olympiques. Un contexte géopolitique global et une conjoncture nationale marquée par l'organisation des JO qui « contribuent à une hausse prévisible de la menace terroriste ». ■

Comment la psilocybine agit sur le cerveau

Elisa Doré

Un mécanisme permettant d'expliquer l'intérêt de cette substance psychédélique dans le traitement de certaines pathologies psychiatriques vient d'être identifié.

Visions hallucinatoires, introspection, plongée dans l'inconscient... Telles sont les expériences individuelles rapportées par de nombreux usagers de substances psychédéliques telles que le LSD ou la psilocybine. Après qu'elle a fait l'objet de recherches médicales dans les années 1950-1960, finalement abandonnées, de nouveaux travaux recommencent à explorer le potentiel thérapeutique de la psilocybine contre la dépression, l'addiction ou encore l'anxiété. Si les premiers résultats disponibles sont encourageants, les mécanismes d'action précis restaient à ce jour incompris. Une étude américaine publiée dans *Nature* apporte, pour la première fois, un élément de réponse.

Pour évaluer comment les réseaux neuronaux sont modifiés par la psilocybine, les chercheurs ont mesuré l'activité de différentes régions du cerveau de sept adultes en bonne santé avant, pendant et jusqu'à 3 semaines après une seule administration de 25 milligrammes de psilocybine (une dose forte). Les analyses ont été réalisées par IRM fonctionnelle (IRMf), une technique d'imagerie qui permet de visualiser de façon dynamique l'activité neuronale, c'est-à-dire la façon dont les différentes régions du cerveau communiquent et se synchronisent. Chaque participant a réalisé en

moyenne 18 sessions d'IRMf et quatre d'entre eux sont revenus six à douze mois plus tard pour répéter l'expérience.

Cela a permis aux chercheurs de voir que la psilocybine provoquait une désynchronisation de certains circuits de communication neuronale, et plus particulièrement du réseau « du mode par défaut ». Souvent lié à la rêverie mentale et à la conscience de soi, ce réseau de neurones connecte un ensemble de régions cérébrales qui s'activent normalement de façon simultanée lorsque le cerveau est au repos. Des atteintes de

« Cela pourrait favoriser l'émergence de nouveaux modes de pensée, moins figés et plus sensibles à la psychothérapie, permettant aux patients de sortir de schémas mentaux répétitifs et délétères »

Lucie Berkovitch Psychiatre

connectivité de ce réseau ont notamment été observées dans diverses pathologies psychiatriques, d'où l'intérêt de la psilocybine révélé par cette étude. « En diminuant la force de connexion entre le réseau du mode par défaut et l'hip-



La psilocybine, la substance active de champignons hallucinogènes, rendrait certains circuits neuronaux plus flexibles.

pocampe, une zone cérébrale impliquée dans la mémoire, la psilocybine a favorisé une réorganisation à long terme du flux d'informations dans le cerveau qui pourrait être impliquée dans l'efficacité de transmission d'informations entre neurones, explique le professeur Mickaël Naassila, directeur de recherche à l'Inserm et président de la Société française d'alcoologie. Cette réduction de connectivité est par exemple impliquée dans le changement d'état de conscience et la dissolution de l'égo observables lors du trip psychédélique, qui pourrait favoriser l'ouverture d'esprit et la récupération d'une certaine flexibilité cognitive et comportementale », illustre-t-il.

De façon surprenante, ces effets ont persisté pendant plusieurs mois chez les participants. « C'est assez intéressant car c'est une démonstration que la psilocybine a des effets durables sur le fonctionnement cérébral après une seule dose », souligne le Dr Naassila. En psychiatrie, ces résultats suggèrent qu'à long terme, la psilocybine pourrait rendre certains circuits

neuronaux plus flexibles. Autrement dit, elle porte l'espoir de permettre à des patients atteints de troubles résistants de sortir de schémas de pensée rigides qui tendent à les renfermer sur eux-mêmes. « Le stress chronique et la dépression diminuent la capacité des neurones à créer des nouvelles connexions entre eux. On peut donc espérer que la psilocybine restaure au moins en partie cette capacité voire renforce des connexions entre des structures qui n'étaient pas hautement connectées entre elles au départ, explique Lucie Berkovitch, psychiatre responsable des recherches sur les psychédéliques à l'hôpital Sainte-Anne. Cela pourrait favoriser l'émergence de nouveaux modes de pensée, moins figés et plus sensibles à la psychothérapie, permettant aux patients de sortir de schémas mentaux répétitifs et délétères comme les ruminations anxieuses, les conduites addictives ou une mauvaise estime de soi », ajoute la chercheuse.

Lorsque les participants ont été invités à évaluer leur ressenti personnel au

travers de questionnaires, les scientifiques ont constaté que les changements de connectivité fonctionnelle dans le cerveau étaient corrélés à l'intensité de l'expérience « mystique ». « C'est un résultat important qui montre bien qu'il y a un lien entre les effets sur le cerveau et le ressenti subjectif », insiste le Dr Naassila. Selon les scientifiques, ce mécanisme persistant de la psilocybine pourrait ainsi expliquer l'amélioration des symptômes psychiatriques observés dans les psychothérapies assistées par psilocybine. Cependant, les spécialistes restent prudents sur cette interprétation. « Très peu de participants ont été impliqués et ils n'étaient pas porteurs de troubles psychiatriques donc on ne peut extrapoler les résultats dans une perspective thérapeutique », estime le Dr Naassila. « À supposer qu'un tel mécanisme soit également observé en condition pathologique, il pourrait varier ou avoir des conséquences différentes selon le trouble concerné », ajoute pour sa part la Dr Berkovitch. ■

Le grand renouveau de la médecine psychédélique

Dans les années 1950, les substances psychédéliques, comme la psilocybine, la substance active de champignons hallucinogènes, ou le LSD, dérivé d'un champignon parasite du seigle, font l'objet de nombreuses recherches pour leur intérêt thérapeutique dans les troubles psychiatriques (dépression, anxiété, alcoolodépendance, etc.). Cependant, les effets hallucinatoires, potentiellement dangereux, que provoquent ces substances ont coupé court à la recherche pendant près de trente ans. Elles ne reprendront qu'à partir des années 1990, avec un encadrement plus strict des dosages, et des modes d'administration et un suivi thérapeutique des patients permettant d'assurer leur sécurité.

Malgré les promesses, ces drogues ne sont évidemment pas dénuées d'effets secondaires

Dès lors, la recherche fondamentale permet de mieux comprendre le mode d'action de ces molécules sur le cerveau. En activant le système de la sérotonine, un neurotransmetteur impliqué dans la motivation et l'humeur, les effets du LSD et de la psilocybine se révèlent plus puissants et immédiats que ceux de la plupart des antidépresseurs qui agissent de façon plus graduelle sur le système sérotoninergique, parfois sans réponse des patients. C'est pourquoi la puissance des psychédéliques mais aussi d'autres drogues, comme la MDMA ou la kétamine, devient intéressante en cas de résistance aux antidépresseurs classiques, qui concerne 15 % à 30 % des patients dépressifs.

Ces dernières années, les essais cliniques visant à évaluer l'efficacité des psychédéliques se sont même multipliés dans le monde, en particulier aux

États-Unis, en Grande-Bretagne et au Canada. Ces travaux ont notamment apporté des résultats encourageants pour l'usage médical du LSD dans le traitement de l'anxiété. De son côté, la psilocybine a montré des résultats intéressants dans le traitement de symptômes dépressifs, pour limiter l'anxiété ou l'addiction au tabac. En France, une étude pilote en cours au CHU de Nîmes tente d'évaluer l'intérêt de la psilocybine chez 30 patients souffrant de troubles d'usage de l'alcool et de dépression. Chez nos voisins suisses, un essai de phase 2 cherche pour sa part à évaluer l'efficacité du LSD dans le traitement de la dépression.

Outre les psychédéliques, la kétamine, un « psychotrope dissociatif », est elle aussi testée. Ses propriétés anesthésiques et analgésiques se montrent très prometteuses dans le traitement de la dépression résistante. La psychothérapie « assistée par MDMA », un dérivé de l'amphétamine qui constitue le principe actif des cachets d'ecstasy, s'est révélée prometteuse contre les troubles du stress post-traumatique (TSPT), voire les troubles dépressifs et autistiques.

Malgré les promesses, ces « drogues » ne sont évidemment pas dénuées d'effets secondaires. Outre des maux de tête et des étourdissements, elles peuvent générer de la confusion, voire des états d'angoisse, et ce en dépit de conditions « optimales » d'administration. Plus des trois quarts des participants d'un essai américain visant à évaluer les bienfaits de la psilocybine dans la dépression ont rapporté des effets indésirables. Ils sont un peu moins d'un cinquième dans l'essai mené en Suisse. Bien qu'ils restent rares, des effets secondaires plus sévères (panique, angoisse intense) ont également pu être rapportés et participent à accroître la stigmatisation autour de ces substances, principal frein à la poursuite des recherches. ■ E.D.

Challenge^s

Les 500

FORTUNES DE FRANCE

29^e édition

Le classement 2024

POLITIQUE Bollaré à la manœuvre SUCCESSION Les enfants Arnault aux manettes
PARCOURS Héritier ou start-upper PHILANTHROPIE Ceux qui donnent vraiment
DÉMESURE Les voitures les plus folles HISTOIRE La République des Rothschild

Comme promis, Anne Hidalgo s'est baignée dans la Seine avant les Jeux olympiques

Anne-Laure Frémont

Sauf aléa météo, le pari de rendre le fleuve parisien baignable pour les épreuves de nage en eau libre sera tenu.

« **D**ans trois ans, j'irai me baigner dans la Seine, devant témoins, pour montrer qu'elle est devenue un fleuve propre. »

L'audacieuse promesse avait été formulée en 1990 par Jacques Chirac quand il était maire de Paris. Il aura fallu attendre trente-quatre ans pour voir un de ces successeurs piquer une tête dans le fleuve de la capitale, après cent un ans d'interdiction.

Le rendez-vous était donné mercredi matin, tout près de l'Hôtel de ville. La presse du monde entier s'est massée sur le quai pour l'occasion. Il fait grand soleil, l'eau est à 20 °C. « Un petit peu frais mais pas tant que ça », Anne Hidalgo, en combinaison courte et lunettes noires, rayonne. Après avoir immortalisé l'instant sur une petite plateforme, puis sur l'échelle, elle se lance dans l'eau – moins marronasse que ces derniers temps – et rejoint en crawl le ponton installé quelques dizaines de mètres plus loin. Le président du comité d'organisation des JO, Tony Estanguet, et le préfet de région, Marc Guillaume, l'accompagnent. « Promesse tenue ! », triomphe le maire socialiste qui avait placé la Seine au cœur de la candidature de Paris pour les Jeux olympiques. Un pied de nez au scepticisme des « peine-à-jouer » qu'elle fustigeait il y a encore quelques semaines, martelant que « l'enthousiasme populaire » allait monter.

Après une météo peu clémente et des analyses guère rassurantes, malgré un débit qui frôle encore les 400 m³/seconde (contre 100 à 150 habituellement en été), « la Seine est en effet baignable tous les jours (depuis fin juin), hormis ceux où il pleut et le lendemain », se félicite Marc Guillaume. Même Surfrider le dit ! Lionel Cheylus, porte-parole de l'ONG qui œuvre pour « la protection et la mise en valeur de l'océan, du littoral, des vagues, des lacs, des rivières », le confirme : « Nos résultats sont rattachés avec ceux diffusés par les autorités : depuis plusieurs jours, on peut se baigner dans la Seine. »

Les prévisions de Météo-France pour les jours à venir sont « plutôt rassurantes », selon les organisateurs. Sauf orage féroce ou pluies diluviennes, les épreuves de triathlon (30 et 31 juillet, 5 août), de natation marathon (8 et 9 août) et de paratriathlon (1^{er} et 2 septembre) devraient bel et bien pouvoir se tenir dans le fleuve qui sera, avant cela, la star de la cérémonie d'ouverture, « le plus grand spectacle qui ait jamais eu lieu au monde », selon le préfet.

36 espèces de poissons

La reconquête du fleuve n'a pas attendu la candidature de Paris aux JO. La modernisation de la collecte et du traitement des eaux usées a notamment permis d'améliorer sa qualité au fil des décennies. La preuve : on recense aujourd'hui 36 espèces de poissons dans la Seine, contre seulement trois dans les années 1970, rappellent à l'envi les acteurs du « plan baignade ».

Mais compter les poissons ne suffit pas pour savoir si une eau est baignable ou non. Pour qu'elle soit considérée comme « de bonne qualité », il faut surveiller que les concentrations de deux types de bactéries, *Escherichia coli* et les entérocoques intestinaux, ne dépassent pas certains seuils, fixés par une directive européenne de 2006. Considérées comme représentatives d'autres types de contaminations microbiologiques, ces bactéries peuvent provoquer une pathologie même lors d'une simple baignade (le plus fréquemment une gastro-entérite).

Ces huit dernières années, l'État et les collectivités ont ainsi investi 1,4 milliard d'euros pour lutter contre ces deux microbes. « Sans les JO, on ne l'aurait pas fait », reconnaît le maire de Paris, quand le préfet parle, lui, d'un « coup d'accélérateur » doublé d'un « formidable effort collectif ». Deux stations d'épuration situées en amont de Paris ont notamment été modernisées. La moitié de quelque 23 000 mauvais branchements ont été corrigés (jusqu'à, ces résidences de banlieue proche évacuaient leurs eaux souillées directe-

ment dans la nature) et les 260 péniches amarrées dans Paris ont dû se raccorder au réseau d'assainissement.

Les plus gros travaux – mais aussi les plus coûteux – ont consisté à réduire au maximum la contamination bactériologique du fleuve par temps de pluie. En cas de fortes précipitations en effet, les eaux pluviales viennent se mélanger à celles des égouts. Pour éviter que ces derniers ne débordent, les eaux souillées sont parfois directement rejetées dans le milieu naturel. Pour réduire ce risque, un bassin construit près de la gare d'Austerlitz peut désormais stocker l'équivalent de 20 piscines olympi-

ques, tandis qu'une canalisation de plus de 8 km de long – le VL8 –, tout juste opérationnelle, va permettre de désaturer les réseaux d'assainissement en amont de la capitale. « Au total, on peut stocker 220 000 m³ d'eau supplémentaires », résume le préfet.

« Un héritage fantastique »

Est-ce suffisant pour assurer à 100 % la tenue des épreuves olympiques le jour J ? Non. S'il pleut des cordes juste avant les courses, ces aménagements pourraient se révéler insuffisants. Le « plan B » consiste à reporter les épreuves d'un ou deux jours. Les organisateurs

ont fini par admettre qu'en « ultime recours », le triathlon pourrait basculer en format duathlon et que les épreuves de « natation marathon » pourraient se tenir au stade nautique de Vaires-sur-Marne, où ont lieu les épreuves d'aviron et de canoë-kayak.

Quoi qu'il arrive, l'histoire ne s'arrêtera pas là. Tony Estanguet a rappelé mercredi que le plan baignade est aussi et surtout la promesse d'« un héritage fantastique » : dès l'an prochain, le public pourra en théorie se baigner gratuitement, quand la météo le permettra, sur trois sites parisiens bien délimités (le Bras Marie, Grenelle et

Bercy) mais aussi dans certaines zones du Val-de-Marne dont l'emplacement reste à valider. « Imaginez dans un an, un site de baignade ici ! », a lancé le maire de Paris après son crawl. La reconquête de la Seine répond aussi « au besoin d'adapter nos villes au changement climatique », a-t-elle rappelé, l'idée étant d'ouvrir à terme, une vingtaine de zones de baignade en Île-de-France.

Invité à cette première baignade officielle, le président Emmanuel Macron n'est pas venu. Il s'était pourtant lui aussi engagé à plonger avant les JO. Il lui reste jusqu'au 26 juillet pour se jeter à l'eau. ■



La maire de Paris, Anne Hidalgo, s'apprête à remonter sur le ponton installé près du pont Marie, entre le quartier Saint-Paul et l'Île Saint-Louis, après sa baignade dans la Seine, mercredi.

GONZALO FUENTES / REUTERS

Et « Le Figaro » s'est jeté à l'eau

Martin Couturié

Le feu puis l'eau. Après avoir porté la flamme olympique le 4 juin dernier, à la Roche-sur-Yon en Vendée, l'occasion était trop belle de tester la baignade dans la Seine, ce mercredi matin. En apprenant que des nageurs de la Fédération française de triathlon étaient invités à plonger dans le sillage d'Anne Hidalgo, la maire de Paris, de Tony Estanguet, le patron du comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, et de Marc Guillaume, le préfet de l'Île-de-France, *Le Figaro* a demandé l'autorisation de piquer une tête. Sans hésitation. Il fallait y aller. Se jeter à l'eau. Et littéralement risquer sa peau...

Sous un beau soleil, avec une vingtaine de degrés au thermomètre et cinq minutes d'avance sur l'horaire prévu, la brochette de personnalités s'est mise à l'eau, tenant là plusieurs promesses, dont celle de Jacques Chirac il y a plus de trente ans. Et ce fut tout de suite, en simple maillot de bain (alors que la majorité des courageux arborait des combinaisons, voire des bonnets). « Alors elle est bonne ? », avait-on questionné l'ambassadeur d'Allemagne en France croisé dans la tente servant de vestiaire. « Oulà, très bonne. Vous savez, à Berlin, on a l'habitude de se baigner dans les lacs. »

À Paris, au cœur de son quartier historique, la trempette est moins courante, pour ne pas dire totalement interdite. Alors, à l'instant de descendre sur le ponton installé près du pont Marie, le long de l'Île Saint-Louis, l'émotion

et la tension sont palpables. Un rapide coup d'œil au fleuve confirme la tendance.

Avec son eau marronasse, peu de chance de se croire aux Caraïbes. Et le courant est loin d'être anodin. Environ 360 m³ par seconde, soit 0,5 mètre par seconde, explique un spécialiste. Pas de quoi nous décourager. Un, deux, trois barreaux et la Seine est à nous. Incroyable découverte ! Sensation unique. D'abord de fraîcheur puis rapidement de bien-être. Nager en plein centre historique de la capitale, un vrai bonheur. Une chance folle et ce sentiment de redécouvrir cette Seine de légende que l'on croyait connaître de fond en comble à force d'arpenter ses quais en marchant, en courant ou à vélo. Dire qu'il y a encore quelques dizaines d'années, les voitures passaient là à une vitesse hallucinante et qu'aujourd'hui nous y sommes en maillot de bain, tout et pieds nus... Paris Plages qui porte enfin son nom. Sensation surréaliste. Et la tête sous l'eau pour mieux en profiter...

« C'est quand même un soulagement »

Après des années de travaux, la construction d'équipements gigantesques (un réservoir à Austerlitz notamment), le raccordement au tout-à-égout de plusieurs centaines de péniches, le tout pour un montant total de 1,4 milliard d'euros, ce bain pris en avant-première, précédant ceux des triathlètes et nageurs des Jeux et des Paralympiques, est un vrai délice. Oubliés les inquiétudes de l'hiver et du printemps pluvieux, les analyses de baigna-

bilité non conformes, la hauteur de l'eau trop élevée. Aucune trace de saleté, quelques déchets végétaux, des feuilles, une grosse branche mais pas de bouteilles ou sacs plastique, de déjections ou autres rongeurs baigneurs. Aucune odeur nauséabonde ou de fioul. Tony Estanguet nous le confirmera après notre bain : « Les épreuves de triathlon et de marathon pourront se dérouler comme prévu. On savait que cela le ferait depuis plusieurs mois mais c'est quand même un soulagement. Ce sera un héritage fort des Jeux de Paris 2024 de rendre la Seine baignable aux Parisiens. »

Des trois zones de baignade prévues à l'été 2025 pour tous les Parisiens (et visiteurs), celle du bras Marie concentre ce mercredi tous les regards. Plus de 150 journalistes ont accouru pour suivre le plongeon d'Hidalgo. Et quelques-uns (seulement) ont mouillé le maillot (mention spéciale au « moule-bite » rose fluo de notre confrère de l'AFP). Sans combinaison, ni lunettes de natation, nous comprenons vite qu'il vaut mieux ne pas s'aventurer trop au centre du fleuve, car le courant y est plus fort que le long des berges. Pas dangereux mais seuls les bons nageurs réussissent à le remonter. Les autres naagent dans le sens du poil mouillé et finissent par rejoindre le ponton d'arrivée installé près du pont Marie. Fin du rêve ? Pas tout à fait. Rien n'empêche d'y retourner. L'effet de surprise passé, le deuxième passage permet de profiter du cadre unique, l'un des plus beaux quartiers de Paris, et de cet instant hors du temps. Reste à surveiller sa peau et sa santé dans les prochains jours... ■

ZOOM

Tour : grande première pour Carapaz

L'Équatorien Richard Carapaz a remporté en solitaire la 17^e étape du Tour de France, ce mercredi, dans la station de Superdévoluy. C'est la première victoire d'étape pour le coureur d'EF Education qui complète ainsi sa collection sur les grands Tours et étoffe encore un palmarès déjà très fourni, avec notamment un Tour d'Italie en 2019 et un titre de champion olympique à Tokyo. Carapaz avait franchi la ligne depuis plus de sept minutes lorsque les leaders sont arrivés en ordre dispersé à l'issue d'une journée très animée. Au sein d'un petit groupe maillot jaune, Tadej Pogacar est une nouvelle fois passé à l'offensive dans les derniers mètres du col du Noyer, l'avant-dernière ascension du jour. Mais Jonas Vingegaard et Remco Evenepoel, d'abord largués, ont réussi à revenir dans la descente. Dans les pentes plus douces vers Superdévoluy, c'est le Belge qui a accéléré pour reprendre au final 12 secondes au général sur Vingegaard. Pogacar, resté tranquille dans la route du Danais, l'a attaqué dans les derniers mètres pour grappiller 2 secondes, lui aussi, sur son rival. Au classement général, Pogacar possède désormais 3'11 d'avance sur Vingegaard et 5'09 sur Evenepoel. Ce jeudi, 18^e étape entre Gap et Barcelonnette (177,8 km).

Les Stranglers emballent Carcassonne

Olivier Nuc Envoyé spécial à Carcassonne

Le groupe britannique mené par Jean-Jacques Burnel, seul membre originel, a célébré son demi-siècle avec panache.

Les Stranglers de Guildford (Surrey) ont toujours eu mauvaise réputation. On leur en a voulu de n'être pas tout à fait punk, d'être trop vieux, de trop bien jouer, et, surtout d'afficher une provocation crâneuse. Ce sont pourtant ces qualités qui ont permis au groupe fondé en 1974 de traverser les décennies avec allure. Désormais seul maître à bord, le Franco-Britannique Burnel, motard invétéré, champion de karaté et bagarreur notoire, est rangé des voitures. Il est, à 72 ans, le seul survivant du groupe dont il était le plus jeune membre à sa formation. Le départ inattendu de son frère ennemi Hugh Cornwell, chanteur, guitariste et auteur d'une bonne moitié du répertoire, aurait pu signer l'arrêt pur et simple du groupe. C'était sans compter sur l'acharnement de Burnel, tête de lard revendiquée, qui a su maintenir The Stranglers à flots jusqu'à aujourd'hui.

Burnel est évidemment le premier à produire un son en s'avancant sur l'immense scène du Théâtre Jean Deschamps dans le cadre du Festival de Carcassonne, devant un peu plus de 3000 spectateurs. Le son de sa basse est énorme, caractéristique du jeu à la fois mélodique et violent du bonhomme, influence majeure des bassistes des scènes punk et new wave. À la batterie, Jim Macaulay est fidèle à la frappe du légendaire Jet Black, qui avait arrêté la scène en 2015 à l'âge de 77 ans, avant de décéder en 2022. Aux claviers, Toby Hounsham, se met quant à lui dans les pas du virtuose Dave Greenfield, décédé du Covid-19 en 2022. À la guitare et au chant, Baz Warne, 60 ans, dont l'arrivée en 2000 a permis d'assurer un avenir au groupe, n'a rien à envier à Hugh Cornwell, dont la carrière solo n'a jamais décollé depuis son départ en



Les Stranglers, Jean-Jacques Burnel (au premier plan) à la basse, Jim Macaulay à la batterie, Toby Hounsham aux claviers et Baz Warne à la guitare et au chant, lundi, sur la scène du Théâtre Jean Deschamps, à Carcassonne.

1990. Camarade d'école de Richard Thompson, il avait monté son premier groupe au lycée avec ce dernier. On les a vus jouer ensemble en 2019 dans le cadre des 70 ans de Thompson.

L'expérience nous a appris à nous méfier de ces groupes dont il ne reste qu'un membre originel, mais dans le cas des Stranglers, toute réserve est levée dès le premier titre, *Toiler on the Sea*, perle de 1978. Le son et l'esprit du groupe sont intacts. Gardien du temple, Burnel a choisi les collaborateurs les plus compétents pour honorer le réper-

toire magistral de son groupe. Le son est puissant, et sur ce titre en particulier, on entend tout ce qu'un groupe comme Pixies doit à la dynamique unique des Stranglers. Tous vêtus de noir, les musiciens donnent le meilleur d'eux-mêmes, sans aucune réserve. « Nous portons des Dr. Martens, nous sommes habillés en noir », explique Burnel en guise de présentation. C'est la première fois que Burnel et Cie assument de jouer les tubes. Le prétexte des 50 ans est sans doute la raison de ce choix. Seul un morceau du très digne album de 2021,

Dark Matters, sera joué. Tout le reste se concentre sur les années allant de 1977, date du premier album, *Rattus Norvegicus*, à 1986, celle du dernier grand tube, *Always the Sun*. On pense parfois aux Who dans cette manière d'enchaîner les titres courts et percutants comme *Duchess* ou *Relentless*.

« C'est un grand honneur pour nous de jouer ici surtout avec Status Quo avant nous », déclare Burnel dans un français impeccable. « Nous n'avions jamais ouvert pour le Quo avant », précise-t-il l'air un peu moqueur. Il faut dire que

Status Quo, autre institution britannique, groupe préféré de Charles III, avait donné un set monolithique et pantouflard, l'opposé des Stranglers. Il faudra attendre 45 minutes de concert pour que ceux-ci jouent un titre calme. La dernière heure du show des Anglais est une performance à part entière.

C'est la première fois que Burnel et Cie assument de jouer les tubes. Le prétexte des 50 ans est sans doute la raison de ce choix. Seul un morceau du très digne album de 2021, « Dark Matters », sera joué

Peaches, tube dont le texte scabreux et macho ne passerait plus aujourd'hui, mais doté d'une des meilleures lignes de basse de l'histoire. *Golden Brown*, valse jouée sur un clavecin dont la maison de disques avait dit qu'elle ne marcherait jamais... Il y a aussi le tour de force *Walk on By*. Cette composition pop composée par Burt Bacharach et chantée par Dionne Warwick en 1964, reprise en version soul par Isaac Hayes, est une des plus belles chansons de tous les temps. En 1978, les Stranglers avaient eu l'excellente idée de l'adapter au format rock. Parée des enluminures de guitare et de claviers, elle est devenue un standard des Stranglers eux-mêmes. En 2024, soixante ans après sa composition, la chanson est toujours aussi pertinente. Mais c'est avec *No More Heroes*, une composition originale de 1977, et peut-être le plus grand succès de Stranglers, que s'achèvera, sous le ciel étoilé de Carcassonne, ce set d'une heure trente de rock parfait. ■

Festival de Carcassonne, jusqu'au 31 juillet. festivaldecarcassonne.fr

L'École Jacques Lecoq fait sa rentrée à Avignon

Nathalie Simon

La célèbre institution, où est passée Ariane Mnouchkine, vient de quitter la capitale pour s'installer au cœur de la ville.

« Bonjour, j'ai entendu dire qu'il y avait des cours du soir », demande une jeune femme à l'entrée du 116, rue de la Carreterie, à Avignon. « Caserne des pompiers » : le nom inscrit au fronton du bâtiment de pierre accuse le poids des ans. Mais à l'intérieur, des murs ont été repeints en rouge comme en souvenir des héros qu'ils ont abrités dans le passé. En plein Festival d'Avignon, l'École internationale de théâtre Jacques Lecoq vient de s'y installer après plusieurs mois de travaux. « L'école est assez secrète, normalement, elle n'est jamais ouverte au public, mais on a fait une exception aujourd'hui », explique Anne Astolfé, la directrice, qui vient d'y donner une master class. « Merci, je reviendrai », lui promet une « élève » aux cheveux gris en sortant.

À l'intérieur, dans le foyer où les élèves peuvent travailler et se restaurer, des affiches jaunies de l'école que Jacques Lecoq a fondée en décembre 1956 sont accrochées. L'une, datant de 1965, annonce des « stages d'été, sous le patronage de la direction du théâtre, de la musique et de l'action culturelle ». Une autre de 1979 précise « du clown au bouffon ». Dans une bibliothèque, trône *The Moving Body (Le Corps poétique)* signé du maître mime et comédien disparu en janvier 1999. Deux autres exemplaires de son ouvrage sont en chinois. « Nous souhaitons garder l'esprit de la caserne et aimons l'idée que ce soit un lieu chargé d'histoire », indique Anne Astolfé.

Tout le mobilier provient de l'ancien siège, baptisé « le Central ». Situé dans le 10^e arrondissement de Paris, c'était un gymnase devenu un rendez-vous prisé pour la boxe (le Central Sporting Club).

Le banc provient de la brasserie Flo que fréquentait Jacques Lecoq, un paravent en toile de jute ou les fauteuils de la Comédie-Française. « Ils sont dangereux, j'en ai réparé quelques-uns », signale en souriant Emmanuelle Bitton, la directrice adjointe.

Trente-trois nationalités

Pascale, Richard et François, les trois enfants de Jacques Lecoq et de sa femme Faye, ainsi qu'un quatrième, né d'une autre union, ont déjà visité la nouvelle école. « Ils étaient très émus, confie Anne Astolfé. Elle est à la fois connue et méconnue, comme école de mime, mais c'est aussi une école de création. On vient de travailler sur la question du mouvement. L'acteur a besoin de maîtriser son corps dans l'espace et de prendre conscience de la présence de l'autre. » Dans les escaliers qui mènent à une seconde salle de répétition, les visages de ceux qui y ont étudié défilent sur un trombinoscope : Ariane Mnouchkine, Philippe Avron, Luc Bondy, Steven Berkoff, Alain Gault, Claude Régy, Yasmina Reza, Simon McBurney ou plus récemment Julie Deliquet.

Quatre-vingts élèves de trente-trois nationalités différentes leur succèdent désormais. « Nous fêterons bientôt les 2000 élèves », se félicite la dirigeante, qui a reçu le soutien de la mairie d'Avignon. Les première année commencent par « observer la vie ». Ils doivent par ailleurs trouver un stage dans une entreprise pour proposer en fin d'année une présentation au public. « Raconter d'une manière théâtrale ce qu'ils ont vécu. » L'héritage de Jacques Lecoq reste vivant : « Là où le discours en reste aux mots, la parole engage le corps. » ■

NOUVEAU

L'ART DE VOYAGER

- Globe-trotteur
- City-guide
- Carnet de route
- Repérage
- Escale

Inspirez-vous, évadez-vous aux quatre coins du monde avec Le Figaro Voyage.

140 PAGES

8€₅₀ EN VENTE ACTUELLEMENT

Disponible dans tous les points de vente et sur www.figarostore.fr

« Son nom de code était Eros et ça n'est pas pour rien! Kouros a une connotation sexuelle franchement marquée, prévient le parfumeur Pierre Bourdon. À

À l'époque, la directrice marketing des parfums Yves Saint Laurent et moi avions un point commun : nous étions dans un état amoureux intense. Elle de son futur mari et moi de la femme qui allait devenir ma seconde épouse. Et à chacun de nos rendez-vous, nous augmentions la note animalis. De 4 %, nous sommes progressivement passés à... 12 %, ce qui était un sacré truc ! » Le puissant et charnel Kourous fait alors écho au sulfureux Opium lancé par le couturier en 1977 et qui caracole en tête des ventes partout dans le monde. « Ce sont deux parfums de séduction qui partagent la même provocation et revendiquent la sensualité de ces années-là, encore préservées du sida », continue Pierre Bourdon.

Dans peu de temps, la parfumerie changera de langage en ne proposant plus que des notes fraîches et épurées, quasiment aseptisées face au spectre du Virus (ne surtout pas séduire, ni éveiller le désir, encore moins le sexe). C'est d'ailleurs le 5 juin 1981 qu'une revue médicale américaine fait mention, pour la première fois, de cinq cas récents d'un pneumocystose pulmonaire chez de jeunes homosexuels hospitalisés à Los Angeles - au même moment, à Paris, l'inféctologue Willy Rozenbaum cotrait reconnaît des symptômes identiques chez l'un de ses patients de l'Hôpital Claude-Bernard. Mais pour l'heure, l'épidémie du sida n'a pas encore « mis un terme aux *sexy seventies* », selon la formule du romancier américain Edmund White, l'un des six fondateurs avec Larry Kramer du GMHC, Gay Men's Health Collective, premier groupe de lutte contre le sida en 1981. Et la surdose animale signée Pierre Bourdieu pour Yves Saint Laurent d'exprimer une masculinité quasi bestiale...

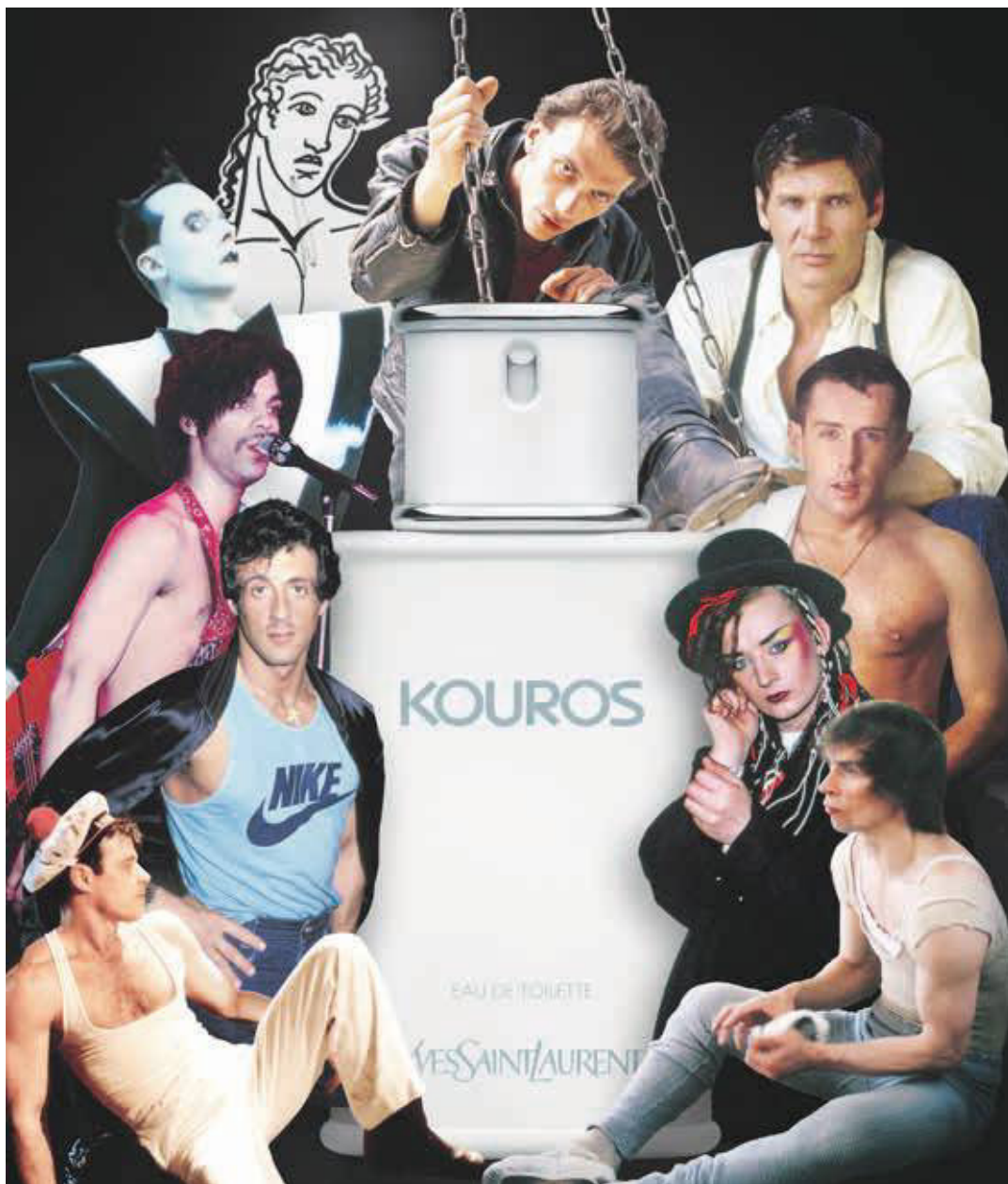
« Le Kouros, soit “jeune homme” en grec, désigne ces statues de l’époque archaïque incarnant un idéal de beauté masculine »

Eugénie Briot Historienne du parfum

Pour célébrer cette beauté triomphante, une soirée de lancement est organisée à l'Opéra Comique, où Noureev donne *Le Spectre de la Rose*, *L'Après-midi d'un faune* et *Apollon musagète*, une vraie fête. Les applaudissements de vingt années d'entretiens en liberté de celui qui « passa à l'Ouest » lors de la tournée française du Kirov en 1961. Les 1200 invités (Paloma Picasso, Jean Marais, Jerry Hall, Zizi Jeanmaire...) sont accueillis par deux immenses Kouroï, l'emblème du parfum. « *Le Kouroï*, soit "jeune homme" en grec, désigne ces statues de l'époque archaïque incarnant un idéal de beauté masculine, explique Eugénie Briot, spécialiste de l'histoire de la parfumerie et responsable patrimoine et transmission chez Givaudan. *Le corps fin et musclé, il est toujours représenté en mouvement, un pied en avant, prêt à partir au combat. C'est un corps athlétique et conquérant, une virilité exacerbée.* »

Sur les écrans de cinéma aussi, le héros transpire la testostérone : on découvre Harrison Ford en archéologue baroudeur dans *Indiana Jones et les Aventuriers de l'Arche perdue* de Spielberg, on suit les péripéties d'un monolithique Stallone en Rocky, bientôt en *Rambo*, quand Schwarzy et Chuck Norris tourment, eux, leurs premiers blockbusters. « Le *body-building* et les constellations des pratiques qui se sont développées dans la même période et qui lui sont apparentées de près ou de loin – jogging, aérobie, régimes basses calories, ou encore le développement sans précédent de la chirurgie plastique, etc. –, toutes ces techniques du management du corps qui ont fleuri depuis les années 1980 sont sous-tendues par une obsession des enveloppes corporelles : un peu partout s'est répandu l'amour du lit, du poli, du frais, du sveltes, du jeune », écrit Jean-Jacques Courtine dans *Histoire de la virilité* (Éditions du Seuil).

Sans dévoiler une nudité complète, les visuels publicitaires de Kourou qui claiment que « les dieux vivants ont leur paradis » montreront, eux aussi, un corps parfait, glabre, tout en muscles. À l'évidence un surhomme, quasiment un homme objet. « On est bien loin de la représentation du Saint Laurent barbu de la rue Spontini qui pose nu devant l'objectif de Jeanloup Sieff en 1971 sur la publicité de son premier masculin Pour Homme, remarque Laurence Benaim, auteur d'*Yves Saint Laurent* (Éditions Grasset). À cette époque, il dénonçait même une virilité conventionnelle et affirmait : "Je m'adresse aux hom-



1981

Suivez-moi,
jeune homme

Pauline Castellani

Sillage puissant construit autour d'un accord chypré épicé, Kouros d'Yves Saint Laurent exalte la séduction au masculin et le plaisir sans limites d'une période encore préservée du sida.

mes livres...La masculinité n'est pas plus liée à la flanelle grise et à l'épaule débordante que la femme ne l'est à la mousseline et à la gorge pigeonnante. Le temps des femmes poupées et des hommes dominateurs est révolu." À l'inverse, Kourou surinvestit la beauté à l'antique et devient le fantasme de l'homme absolu; il y a même une espèce de fascination de la part d'Yves Saint Laurent pour le corps masculin à un moment où le sien est déjà un peu abîmé. »

Dans ce même registre mythologique, Chanel lance Antaeus à quelques mois

d'intervalle. Et la parfumerie tout entière exalte la puissance masculine au travers d'effluves corsés. Paco Rabanne pour Homme (le pionnier en 1973), Azzaro pour Homme (1978), Jules de Dior (1980), Drakkar Noir de Guy Laroche (1982), etc. C'est le boom des parfums machos. «*Hérités des lavandes du type Canoe de Dana et Brut de Fabergé, ces feuillères constituent la seule famille olfactive qui soit exclusivement masculine*», précise Pierre Bourdon. Alors qu'il était en train de perdre la compétition pour Kouros. Jean Amic.

le directeur de Roure chez qui je travaillais alors, débarque un jour dans mon bureau et me dit : « Faites-moi une version masculine de l'imitation de Cachet de Prince Matchabelli que vous aviez réalisée pour le marché anglais, et ajoutez-y des notes façon Paco Rabanne (le grand succès du moment en France). » C'est comme cela que j'ai masculinisé "mon" Cachet, en retirant les roses tendres féminines et en forçant sur les notes cuirées. »

Et toute une génération de s'identifier à cette fragrance chyprée et épique. « *D'un point de vue olfactif, Kouros propose une note fascinante entre le paralyseur, la note chaude et fraîche, anisomatique et balsamique, très animale et très végétale, très complexe et très équilibrée* », analyse Eugénie Briot. A sa sortie, il se porte comme une revendication, une volonté de rupture avec le classicisme paternal voire comme un acte de transgression. « Avec son sillage et son marketing très érotisés, ce parfum va devenir, pour certains, une expression du gay power des années 1980 », souligne Laurence Benaim. C'est aussi à cette période que Pierre Berge redonne Le Livre blanc de Cocteau où le poète évoque ses expériences homosexuelles et dont les différents collages de Saint Laurent pour Kouros semblent largement influencés. »

Au cinéma, c'est l'univers des marins de Genet que Rainer Werner Fassbinder antanise dans son charnel *Querelle* (1982) avec Brad Davis. Alors que le « délit d'homosexualité » sera bientôt abrogé sous l'impulsion du nouveau ministre de la Justice Robert Badinter, les nuits gays sont souvent plus belles que les jours au Palais de Fabrice Emaer. Le lieu est devenu le témoin de l'émancipation homosexuelle depuis l'instauration, le diman-

De gauche à droite et de haut en bas :
Klaus Nomi, l'esquisse Kouros
du lancement du parfum en 1981,
Daniel Darc, Harrison Ford, Prince,
Holly Johnson, Sylvester Stallone,
Boy George, Brad Davis, Noreev.

che, des *gay tea dance* rythmés des sons
disco, de punk et d'une new wave tout
juste débarquée d'Angleterre. En 1981, on
écoute le Culture Club de Boy George,
The Cure, Duran Duran, Depeche Mode
et bientôt, Frankie Goes to Hollywood et
son sulfureux *Relax* chanté par Holly
Johnson, interdit sur la nouvelle chaîne
100 % musicale MTV pour son clip à l'es-
thétique trop cuir, trop queer...

En France, la new wave prend l'accent de Taxi Girl (le 45 tours de Daniel Darc et de Mirwais Stass Cherchez le garçon se vend à 300 000 exemplaires), d'Indochine et du jeune Étienne Daho dont le premier album, *Mythomane*, vient d'être produit par Jacno. Avec plus de soixante-dix concerts par an, le Palace organise en 1981 le tout premier passage en France de Prince mais aussi celui de Klaus Nomi dont la voix surnaturelle et le costume de plastique noir et blanc fascinent. Cette année-là, il reprend *The Cold Song*, ou "le air du froid", tiré de l'opéra baroque *King Arthur* de Henry Purcell et chante dans une supplique : "Let me, let me, freeze again, to death". Deux ans plus tard, Klaus Nomi sera l'une des premières célébrités à mourir, à 39 ans, des suites du sida. ■

Retrouvez demain
Fahrenheit de Dior :
« **1988** Tant d'hommes et un parfum »

MOTS FLÉCHÉS N° 3886



COMME UN ACCENT	ON PEUT MANGER SES MIETTES	HURLÉES	LANGAGE DU WEB	BOCK DE BIERE	CHIMÈRES ET DRAGONS	COUPENT EN DEUX LES ALEXANDRINS	PUR, IL EST VRAIMENT AUTHENTIQUE	BASE DE FLOCONS	ÉCOLE GRECQUE	BOUCHÉ PAR UN DÉPÔT CALCAIRE	CELA PERMET D'Y VOIR CLAIR
ÉLOGE EXCESSIF	COUTUME	ARBUSTES D'INTÉRIEUR	VILLE SYRIENNE	ANIMAUX	COMTE ANGLAIS	PRESQUE IDENTIQUE		FAMILIER	MOT EN CONDENSÉ		
						RÈGLE					
FOUR-MILLEMENTS	PAS TRANCHÉE						BÊCHE DEVENUS MOINS FREQUENTS			UN TSAR QUI N'A PAS DE CŒUR	
				FABRICANT D'TOFFES				USERAI DE MON ARME		REVIVRE	
		ELLE SORT DE LA SOUCHE		MARC							
MIS DE L'AMBIANCE	NIMPHE MARINE OU VER DE VASE	INSTALLE			PATRON ABBRÉGÉ	GRAND AUTEUR DE TRAGÉDIES			L'ERBIUM AU LABORATOIRE		QUI SONT RESTÉS BRUTS
			ARROSER AU PASSAGE					CHUTE DE DÉBIT			
AVEZ UNE EXISTENCE			BOÛT DE CHEMISE					DIEU DU SOLEIL			
CAPTA			CUivre SYMBOLISE		CENTRE	FROMAGE HELVÈTE			COBALT DU CHIMISTE	COURBE D'UNE VOÛTE	
			ARMOIRE À GLACES		AU MILIEU	BIEN GARDÉ				MAGAZINES	
		CHIFFRER UN MESSAGE			SAPÉUR-POMPIER	DÉGRÉ DE PORTÉE		ATTAQUER LA DENT			
POINTS OPPOSÉS		FLEUVE D'ITALIE			QUI VONT DE L'AVANT	IL PRÉCÈDE PATRES		INDIGNES D'INTERET			
GROS VOLATILE		PLAT ITALIEN			FILET DE LUMIÈRE		CHANT RELIGIEUX				GRUPE D'AVIONS DE COMBAT
		MESURE LIQUIDE		TERME DES ARTS MARTIAUX	ABUSIF				GRISES		
					ADRESSE D'ORFÈVRE				ÉLÈVES À L'OPÉRA		
ATTITUDE ANTI-STRESS	SERPENT À LUNETTES	DÉESSE DE LA TERRE			BRASSE LES CARTES		TOMBANT DE FATIGUE	AVANTS DE NAVIRES			INVENTÉ DE TOUTES PIÈCES
		CHEF À ALGER						ASSOCIÉ			
		FERMEMENT RESOLUE									
		ÉLOCUTION					DÉRIVÉ DE L'URANIUM			200 À ROME	
LA PLUS HAUTE MONTAGNE DU JAPON	FILLE DE VICTOR HUGO			IL EST TOUJOURS AU COURANT...	CHAMP OÙ BROUENT LES VACHES	PIERRE DE MENHR			ÉTOILE DHOLLY-WOOD	ANORMALE-MENT TORDU	
	UTILISATEUR					SAINT BIGOURDAN			LICHENS	SUITE DE VERS MELODIEUX	
				TRUQUÉE	ÇA IMPOSE UNE RÉPÉTITION		DESCENDANT DE	A UNE ACTION			
BESACE			PRÊTE À L'ENVOI				LETTRE À HELLENE		LAND ALLEMAND		
ACCOMPLIT LE TRAJET											
	IL EST PIQUE DANS L'HERBE VERTE			LIT DE PIAULE	BON FLAIR	THÉÂTRE POPULAIRE		TONNERRE D'APPLAUDISSEMENTS		ÉNONCÉ EN DÉBUT D'HYPOTHÈSE	ACCORD DE L'ANCIEN TEMPS
RÉCOLTE DES DRUIDES			ORNEMENTS DE KIOSQUE			ARRIVÉ AUX OREILLES	CÉLÈBRE ARBALETRIER		C'EN EST PAS LE MOT DE LA FIN	ÉLU NORMAND	
CALE EN V			DISQUE				CHLORE			INDICE D'ACIDITÉ	
	COLOMER AVEC DE L'ARGILE				PRATIQUER UNE OUVERTURE			TERTIARE OU QUATERNAIRE		LEVÉE POUR CELUI QUI A LA MAIN	
QUI TOURNE RÉGULIÈREMENT				C'EST DU VENT		IL EST BANNI PAR CERTAINS RÉGIMES	DE QUOI SE REMPLIR LA PENSE		ZONE SEMI-ARIDE EN AFRIQUE		

MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

PROBLÈME N° 6660

HORIZONTALEMENT

1. Effets de manche. - 2. Fait des bulles. - 3. Service après-vente. - 4. Sanctuaire bimillénaire. Dirigé par la loi. - 5. Son érection à quelque chose de mémorable. Réduction de temps. - 6. Touche beaucoup de brasse. - 7. Analyse cérébrale, en un sens. Fille l'Indienne. - 8. Heure de pointe. Violent coup dans les bourses. - 9. Golfes miniatures. Folies des bergers. - 10. Font tapisserie. - 11. Palier à plusieurs étages. Enrichit le parti. - 12. Jambons crus espagnols.

VERTICALEMENT

1. Attendent le coup de grâce. - 2. Fait barrière aux marlingouins. - 3. Résultats d'un écrasement. Montrer son affection. - 4. Lettres d'espionnage. Réservées ou exaltées. - 5. Réduisirent les forces. Mal pandémique. - 6. Avait l'esprit de famille. Introduit un style renaissance. Mena ses contemporains en bateau, en tout sens. - 7. Colle résistante. Servi au doigt mais pas toujours à l'œil. - 8. Sainte Thérèse Bénédicte de la Croix. Véritables casse-tête.

1	2	3	4	5	6	7	8
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							
11							
12							

SOLUTION DU PROBLÈME N° 6659

HORIZONTALEMENT

1. Éclairée. - 2. Naislent. - 3. Dressage. - 4. Idée. Rôt. - 5. Mis. Émue. - 6. An. Niée. - 7. Navale. - 8. Clona. Bi. - 9. Hit. Trek. - 10. Ésaü. Oye. - 11. Étirable. - 12. Sétolois.

VERTICALEMENT

1. Endimanchées. - 2. Cardinaliste. - 3. Liées. Votait. - 4. Asse. Nan. Uro. - 5. ISS. Eliat. Ai. - 6. Rearmée. Robs. - 7. Engoué. Beyle. - 8. Étête. Likées.

LE FIGARO Jeux



TÉLÉCHARGEZ L'APPLICATION FIGARO JEUX

MOTS MÉLANGÉS N° 2

Barrez dans la grille tous les mots proposés. Cherchez-les horizontalement, verticalement ou diagonalement. Il ne vous restera alors que les lettres formant le mot mystérieux.

ACCESSOIRE	ARSIN	CATAMARAN	ÉCLOPÉ	LONGUEUR	OBÉIR	TRILATÉRAL
ACTER	AYANT	CLÉMATITE	ENQUÊTEUR	MENTAL	OPALINE	TURBULENCE
AGENDA	BÉTON	COBRA	ÉVENTER	MINÉRAI	RÉALE	ULTIME
ALLER	BLASON	COMÈTE	GAGMAN	MODE	RIEN	VOIX
ALOYAU	BODEGA	CRACHIN	GALÉIADE	MONDE	TILLAC	ZONER
ANACHORÈTE	CANDIDAT	DARE-DARE	GUIRLANDE	MOULER	TIRADE	
ANECDOTE	CANNE	DIATRIBE	IODER	NONE	TOQUADE	

N	I	S	R	A	N	I	H	C	A	R	C	R	U	E	T	E	U	Q	N	E
E	B	I	R	T	A	I	D	C	A	L	L	I	T	A	C	I	X	A	R	T
M	O	B	I	R	I	A	D	N	E	G	A	E	D	N	A	L	R	I	U	G
N	O	T	E	B	G	A	G	M	A	N	R	I	E	B	O	A	O	A	O	E
C	A	N	N	E	R	E	A	L	E	O	D	L	U	N	M	S	Y	P	D	V
O	I	O	D	E	R	T	E	C	H	N	U	L	G	A	S	O	A	A	E	E
M	M	O	D	E	I	J	D	C	A	B	T	U	T	E	L	L	U	L	N	N
E	B	A	N	T	A	O	A	C	R	I	E	A	C	A	I	Q	S	L	B	T
T	R	O	E	D	T	N	E	U	M	U	C	C	L	N	O	N	E	E	E	E
E	Z	R	E	E	A	C	T	E	R	L	A	R	E	T	A	L	I	R	T	R

KEMARU N° 7

Difficile

Complétez la grille, chaque zone entourée de gris contenant tous les chiffres entre 1 et sa taille (par exemple 1, 2 et 3 pour une zone de trois cases). Deux chiffres identiques ne peuvent se toucher horizontalement, verticalement ou en diagonale.

			5				4			4		3
1												
4						1						
								2				2

SOLUTIONS DES JEUX DU NUMÉRO PRÉCÉDENT

Mots fléchés n° 3885

Sudoku n° 4788

Kemaru n° 6

4	3	1	2	4	2	4	1	2	3	2	1	3	4
1	2	5	3	4	3	5	3	4	1	4	5	2	4
5	3	4	1	2	1	2	1	2	5	3	1	3	5
2	1	2	5	3	4	3	5	3	1	2	4	2	1
3	5	3	4	1	2	1	2	4	5	3	1	3	5
4	2	1	5	3	4	3	5	1	2	4	2	4	2



Tous les programmes dans TV Magazine et sur l'appli TV Mag



Simone Biles : éloge de la résilience

Nicolas Vollaire

Sur Netflix, un documentaire exceptionnel retrace le parcours cabossé de la plus grande gymnaste de l'histoire.

Alors que l'ouverture des Jeux olympiques de Paris approche, il est peu d'athlètes en compétition qui répondent à la dénomination de légende. Mais, parmi ces quelques élus, il en est un pour laquelle ce qualificatif est d'ores et déjà acquis. Simone Biles, la plus grande gymnaste de l'histoire avec ses 37 médailles internationales (JO et championnats du monde confondus) s'apprête à fouler une dernière fois les agnès. À 27 ans, la petite Américaine (1m43 sous la toise) a choisi d'achever sa carrière en apothéose en tentant de remporter une nouvelle fois l'or olympique, qui a fait d'elle un mythe.

Fort de sa popularité sans pareille aux États-Unis, Netflix propose dès aujourd'hui *Le Nouvel Essor de Simone Biles*, un passionnant documentaire en quatre

épisodes consacré à la gymnaste. Depuis la fin des JO de Tokyo en 2021, les caméras l'ont suivie dans sa préparation et ses compétitions. Et le film donne le ton d'entrée avec cette improbable déconvenue dès la première épreuve du saut de cheval à Tokyo. Contrairement à son habitude, Simone Biles échoue à réaliser une figure pourtant très simple à son niveau. En cause, un phénomène mental et sensoriel appelé la « perte de figure » que chaque gymnaste redoute, car il entraîne un défaut de synchronisation entre le cerveau et le corps. Incapable de s'orienter dans l'espace, Simone Biles se voit contrainte de quitter le concours général par équipe.

« Seule une grande athlète pouvait prendre cette décision », déclarera son entraîneur français, Laurent Landi. La pression médiatique due à son rang, les attentes des sponsors, le Covid, qui a ex-



À 27 ans, Simone Biles va tenter d'arrêter sa carrière en beauté aux JO de Paris. COURTESY OF NETFLIX

clu tout public, ont fait de ses JO de Tokyo un environnement propice à l'effondrement mental de certains sportifs en compétition. On découvre ainsi une Simone Biles seule et perdue. Les réseaux sociaux l'accusent d'abandon et déversent des horreurs sur celle qu'ils avaient jadis censée. La coupe est pleine pour la championne qui entre en dépression pendant des mois.

« And Still I Rise » tatoué sur la clavicule

Une dépression qui fait ressortir tous les traumatismes enfouis depuis des années. D'abord celui d'une enfant confiée aux services sociaux à l'âge de 3 ans à cause d'une mère toxicomane. Puis celui d'une adolescente violée, comme des dizaines d'autres sportives, par Larry Nassar, l'ex-médecin de l'équipe américaine de gymnastique condamné depuis à la pri-

son à perpétuité. Heureusement, Simone Biles est une résiliente. Après un gros travail psychologique, la championne a repris le chemin de l'entraînement en vue des JO de Paris. Les caméras de Netflix la filment dans la sublime maison qu'elle et son mari, Jonathan Owens (un joueur de foot américain), viennent de se faire construire à Houston. « La maison de notre vie et de notre famille », lance Simone Biles en exhibant fièrement le tatouage qui orne sa clavicule et sur lequel on peut lire « And Still I Rise » (« Et pourtant je me relève »). Sauvée par l'amour et par sa famille, la championne américaine n'a qu'un seul objectif à Paris : éblouir une dernière fois le monde de son talent. ■

« Le Nouvel Essor de Simone Biles » Netflix
Notre avis : ●●●○

TF1
21.10
HPI
Série. Policière

Fra. 2022. Saison 2. Avec Audrey Fleuret. 2 épisodes. Morgane se rend compte de ses sentiments pour le commandant. C'est alors que la brigade découvre un cercueil vide. Le corps disparu appartient à Hélène Lecoq, une notable dont la famille possède un manoir dans la région.

23.15 HPI. Série. Policière.

CANAL+
21.07
Boat Story
Série. Suspense

GB. 2023. Saison 1. Avec Daisy Haggard. 2 épisodes. Encore sous le choc de ce qu'ils viennent de vivre, Janet et Samuel ont la vie sauve. Dos au mur, ils kidnappent Janet pour avoir un moyen de pression sur le Tailleur.

23.01 Les génies de la nature au Costa Rica. Documentaire.

C8

19.40 Animaux à adopter. Doc.

21.10 Ils construisent la maison de leurs rêves
Documentaire. Fra. 2021. Certains Français se lancent seuls dans la construction de leur maison. Ils ne mesurent pas toujours les difficultés auxquelles ils seront confrontés.

22.49 Ils construisent la maison de leurs rêves. Documentaire.

france.5

20.06 Décollage pour la Grande-Bretagne. Documentaire.

21.00 Des trains pas comme les autres
Slovenie - Argentine du sud. Documentaire. Fra. 2024. Réal. : Christophe Castagne. 1h46. Entre mer et montagne Philippe Gougler découvre la Slovénie, petit pays des Balkans.

22.46 C dans l'air. Magazine.

france.2
21.10
Fort Boyard
Divertissement

Prés. : Olivier Minne. 2h13. Equipe Attrap' la Balle. Inédit. Le Père Fourras a décidé d'ouvrir une cellule interdite baptisée « Haute sécurité ». Pour l'occasion, Olivier Minne est entouré d'un groupe de candidats, constitué de Jo-Wilfried Tsonga, Julien Lieberman, ou encore Roman Doduk.

23.23 Fort Boyard : toujours plus fort !

arte
20.55
The Durrells : une famille anglaise à Corfou

Série. Sentimentale
GB. 2018. Saison 3. Avec Keeley Hawes. (1 et 2/8). Louisa aurait aimé prendre un peu de temps pour elle, mais c'était compter sans ses quatre enfants ingérables et tante Hermione.

22.30 The Durrells : une famille anglaise à Corfou. Série. (3 et 4/8)

W9

19.50 Les apprentis champions.

21.10 Les secrets de l'année
Documentaire. Fra. 2024. 1h40. 1998. Inédit. Direction l'année 1998 ! Des spécialistes de la musique dévoilent tout sur les tubes de l'année : secrets de fabrication, confidences inédites et infos insolites !

22.50 Les secrets de l'année. Documentaire. 1986.

RMC
DÉCOUVERTE

21.00 Direct Quinté. Inédit.

21.10 Mont-Saint-Michel, Monaco : défis XXL en mer
Documentaire. Fra. 2023. Réal. : Alex Gary. 1h20. Les méga-structures sur la mer figurent parmi les plus grands défis des bâtisseurs. C'est le cas de Monaco et du Mont-Saint-Michel.

22.30 Monaco, l'extension de tous les défis. Documentaire.

france.3
21.13
Le meilleur d'entre nous
Série. Policière

Fra. 2023. Saison 1. Avec Mariama Gueye. 2 épisodes. 2022, dans le village de Bessans, Abel Guérin, brillant biathlète, est retrouvé mort. Awa Sissako, jeune capitaine opérant dans la métropole voisine, est dépêchée sur l'affaire pour épauler le lieutenant Salvi, de la gendarmerie locale.

22.53 Le meilleur d'entre nous. Série.

6
21.10
Arnaques !
Magazine

Prés. : Julien Courbet. 2h05. Inédit. S'il y a un domaine où les escrocs sévissent, c'est le logement. En Normandie, une quinzaine de personnes a été arnaquée par une entrepreneuse. Natacha et Vincent se sont fait avoir par le vendeur de leur maison.

23.15 Arnaques ! Magazine.

TMC

19.15 Quotidien. Divertissement.

21.25 Fantômas
Film. Comédie policière. Fra./Ita. 1964. Réal. : André Hunebelle. 2h. Avec Jean Marais, Louis de Funès, Mylène Demongeot. En France, Fantômas, un célèbre bandit de haut vol, est poursuivi par un commissaire hargneux et un journaliste dont il usurpe l'identité.

23.25 90' Enquêtes. Magazine.

HISTOIRE

20.00 Mafia Killers. Documentaire.

20.50 Charité
Série. Historique. All. 2021. Saison 3. Avec Nina Gummich, Nina Kunzendorf. (5 et 6/6). Alexander Nowack est nommé à la tête du service de médecine interne. Elle sait le prix qu'il a payé pour obtenir ce poste : le silence dans l'affaire Wismut.

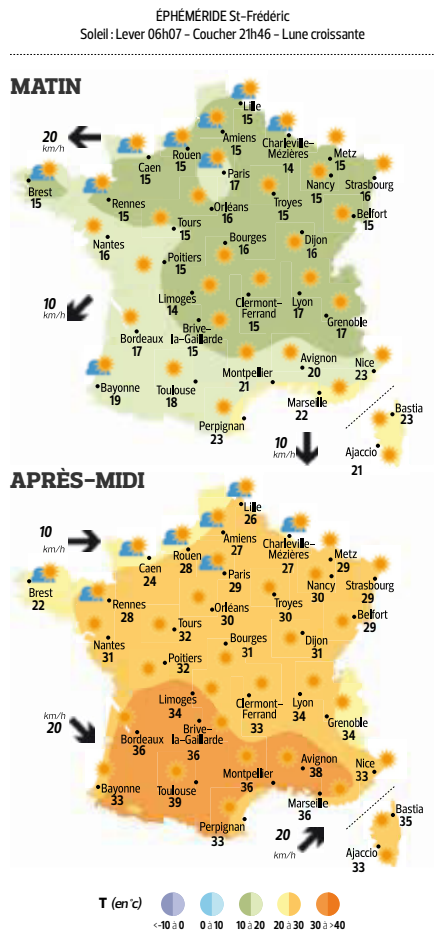
22.25 Charité. Série. (3 et 4/6).

À LA DEMANDE

prime
2067

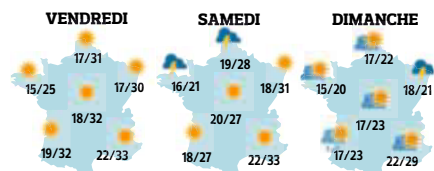
Ce film de science-fiction ne paye pas de mine mais devient très vite accrocheur au visionnage. En 2067, la Terre est sous le joug de changements climatiques extrêmes et les conditions de vie deviennent presque impossibles pour l'humanité. Quand un message arrive du futur et fait miroiter une éventuelle solution pour sauver la planète bleue, un homme va devoir prendre ses responsabilités en effectuant un voyage dans le temps. Ce « 2067 » en provenance d'Australie place l'urgence climatique au centre de ses réflexions et alerte, par le biais de la fiction, d'une situation actuelle au bord de risques réels. A découvrir malgré quelques petits défauts inhérents à ce genre de production à petit budget.

Retrouvez
LE FIGARO TV
SUR
Samsung TV Plus
Disponible gratuitement sur votre Samsung Smart TV et appareils Galaxy.



LE TEMPS AILLEURS...

ALGER	23/29	AMSTERDAM	13/25	ATHÈNES	28/38
BARCELONE	23/37	BELGRADE	25/32	BERLIN	15/27
BERNE	14/30	BRUXELLES	14/26	BUDAPEST	23/34
COPENHAGUE	14/22	DUBLIN	15/19	LISBONNE	17/33
LONDRES	15/25	MADRID	20/37	PRAGUE	16/28
RABAT	22/27	ROME	22/36	TUNIS	22/34



la chaîne météo
lachainemeteo.com
Par téléphone : **3201**
LIVE 24/24
Sur l'APPLI **GRATUITE**
CANAL+ La Chaîne Météo

LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 18h (excepté les jours fériés) et tous les dimanches de 9h à 13h.

Elles doivent nous parvenir avant 16 h 30 pour toutes nos éditions du lendemain, avant 13 h les dimanches.

Courriel carnetdujour@media.figaro.fr
Téléphone 0156 52 27 27 sur notre site carnetdujour.lefigaro.fr

Reprise des annonces sur : carnetdujour.lefigaro.fr
www.dansnoscoeurs.fr

Tél Abonnements : 0170 37 3170

mariages

Mlle Jade LAUDERES et le comte Guillaume de MARSANO
sont heureux de vous faire part de leur mariage, ce jeudi 18 juillet 2024, à Genève.

deuils

La baronne Andrea de Nerciat, son épouse,
a la tristesse de vous faire part du décès du
baron ANDREA de NERCIA
survenu le 14 juillet 2024, à l'âge de 83 ans, des suites d'une longue maladie.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 juillet, à 14 h 30, en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, Paris (16°).
Cet avis tient lieu de faire-part.

Laurent, son fils, Valérie, Stéphy et Isabelle, ses belles-filles, Mathieu, Florent, Elliot, Tom, Ulysse et Auguste, ses petits-fils, Isabelle et Éric, ses proches
ont la tristesse de vous faire part du décès de
Vera CHEBASSIER
le 14 juillet 2024, à l'âge de 88 ans.
Une cérémonie se tiendra au crématorium du Parc de Clamart, le samedi 20 juillet, à 10 heures.

La Société Chateaubriand fait part du décès de

M. Jean-Claude BERCHET professeur honoraire à la Sorbonne Nouvelle,

survenu le 14 juillet 2024, dans sa 85^e année, à Vichy (Allier).

Les obsèques auront lieu le samedi 20 juillet, à Vichy, dans l'intimité.

Jean-Claude Berchet, membre du comité d'honneur de la Société dont il avait été un des administrateurs, était l'auteur de la biographie de référence de Chateaubriand, parue en 2012, chez Gallimard, et l'éditeur des « Mémoires d'outre-tombe ». Ses travaux, particulièrement le recueil d'essais paru en 2012 chez Belin, « Chateaubriand et les aëtas du désir », ont renouvelé la compréhension de l'écrivain.

Nous n'oublierons pas non plus une belle oéologie, « Le voyage en Orient », parue en 1985 chez Robert Laffont.

Toulouse.

Mme Nicole Bouteau, M. Bernard Cabon, M. et Mme Christian Arquier, ses sœurs et beaux-frères, Marie-Agnès, Pauline, Florent, Valentine, Arthur-Henri, ses neveux et nièces, et leurs enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Jean-Louis DESPRÉS
survenu le 14 juillet 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée ce jeudi 18 juillet 2024, à 14 h 30, en la cathédrale Saint-Étienne de Toulouse.

L'inhumation aura lieu le vendredi 19 juillet, à 15 heures, au cimetière de La Crau (Var).

Laurence, Sylvie, Agnès, ses filles, Christian Forbin, son époux,

ses gendres, petits enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part de la mort de

Annie FORBIN née Bouvier,
survenue le 15 juillet 2024, dans sa 94^e année.

37, route de Vouvray, 28200 Saint-Denis-les-Ponts.

Lyon (Rhône).

Ses enfants et leurs conjoints, Dominique et Brigitte Janin, Marie-Agnès Emery, Clotilde et Thierry Decroux, Laurence et Jérôme Julien-Laferrrière, Ghislaine Janin et Emmanuel Paris,

ses petits-enfants et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants, les familles Janin et Mercier

ont la douleur de vous faire part du décès de

Thérèse JANIN née Mercier,
survenue le 13 juillet 2024, dans sa 92^e année, à Lyon.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église du Saint-Nom-de-Jésus, à Lyon (6^e), le vendredi 19 juillet, à 9 heures.

Bruno, Sybille, Guillaume, Étienne, en union avec Emmanuel, ses enfants, et leurs conjoints, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Noëlla de LACROIX de VAUBOIS née le Beschu de Champsavin,

le 14 juillet 2024, à Belle-Île-en-Mer, dans sa 83^e année.

La messe d'enterrement sera célébrée par le père Renaud de Kermadec, son neveu, en l'église Saint-Martin de Louveciennes (Yvelines), le vendredi 19 juillet, à 10 heures.

Stéphanie et Hervé Cornudet, Laurence et Sébastien Garmendy, Olivier et Ximena Lechère, Charles et Ximena Lechère, Leticia et Roberto Gallina, ses enfants,

ses 12 petits-enfants,

Édith Chevalier, Geneviève et Alexander Markesinis, Françoise Polonceau, ses sœurs,

beau-frère et belle-sœur,

ont la tristesse de vous faire part du décès, le 11 juillet 2024, à Buenos Aires, de

Mme Miguel LARIVIERE née Jacqueline Polonceau.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Monte (Argentine).

Marie-Françoise Dolléans, sa sœur, ses neveux et ses nièces, ses petits-neveux et ses petites-nièces, ses arrière-petits-neveux et arrière-petites-nièces, sa famille et tous ceux qui l'ont aimé

ont la tristesse de vous faire part du décès de

Denis LEGRAND dit Denis FRANC-NOHAIN pianiste, ancien professeur de piano,

survenu le 12 juillet 2024, dans sa 93^e année, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 19 juillet 2024, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard Bineau, à Neuilly-sur-Seine.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, à Paris (20^e), dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Lyon. Paris. Rueil-Malmaison.

M. Patrick Molin, M. Thierry Molin, M. et Mme Eric Lancrenon, M. et Mme Eymeric Molin, ses enfants,

Benoît, Camille, Mathilde Lancrenon, Jean, Victor, Mathias, Florentine Molin, ses petits-enfants,

les familles Delorme et Gayardon de Fenoyl

font part du rappel à Dieu de

Mme Jean-Louis MOLIN née Brigitte Delorme,

le 16 juillet 2024, dans sa 88^e année.

La messe d'À-Dieu aura lieu le samedi 20 juillet, à 16 heures, en la basilique Saint-Martin-d'Ainay, Lyon (2^e).

Le mardi 16 juillet 2024, dans sa soixante-dix-huitième année,

Bernard LE MAU de TALANCE

a abordé le dernier rivage, porté par l'amour de tous les siens. Il aimait passionnément la vie, sa famille et la mer.

De la part de Elisabeth, sa femme, François et Patrick, ses fils, et leurs épouses, Karine et Éléonore, et tout son équipage de petits-enfants, Roxane, Antoine, Paul, Juliette et Marie.

La cérémonie d'adieu aura lieu le lundi 22 juillet, à midi, au crématorium des Yvelines, 52, rue de la Nouvelle-France, aux Mureaux.

Ni fleurs ni couronnes, des dons peuvent être adressés à l'AZMCL (Association des aidants et malades à corps de levry) et à la SNSM de Saint-Cast-le-Guildo.

« Homme libre, toujours tu chériras la mer. » Charles Baudelaire.

kioulfr@gmail.com

Mme Michel Lescène, née Prunet, sa sœur,

Yves et Brigitte Rolland, Philippe Lescène et Annie Sax, André Hunkeler et Véronique Lescène, Marie-Jeanne Lescène, Laurence Lescène-Frichot, Benoît Lescène, Jean-François et Isabelle Tharrault,

M. et Mme François Dambrine, Mme Gérard de Lassée, M. et Mme Pierre Billotey,

Mme Benoist de Seroux, M. et Mme Édouard de Longueville,

ses neveux et nièces, leurs enfants et petits-enfants

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Raymond PRUNET

École navale 42, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 13 juillet 2024, dans sa 103^e année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Ferdinand-des-Ternes, à Paris (17^e).

Ses cendres seront déposées dans le caveau familial du cimetière de Saint-Céré (Lot), le lundi 22 juillet, à 14 h 30.

philippe.lescene@laposte.net isabelle@deseroux.com edelongueville@orange.fr

Neuilly-sur-Seine.

Paul Étienne, Valérie, Éliane, ses enfants, Mathilde, Delphine, Adrien, Clément, ses petits-enfants, Ulysse, son arrière-petit-fils,

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

docteur Bernard RAZOU

survenu le 14 juillet 2024, dans sa 97^e année, à Neuilly-sur-Seine.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Neuilly-sur-Seine, le vendredi 19 juillet, à 10 h 30.

Saint-Étienne. Maisons-Alfort. Paris. Sainte-Gemme-Moronval (Eure-et-Loir).

Elise Tondon, née Desangles, son épouse,

Valérie Tondon-Durbecq, sa fille,

Alice Durbecq, sa petite-fille,

Jacques Tondon, Pierre Tondon, Yves Tondon, Jean-Claude Tondon, Bruno Tondon, ses frères,

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Michel TONDON ancien collaborateur de la Banque de France, chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu à Rambouillet, le 9 juillet 2024, à l'âge de 80 ans.

La cérémonie religieuse aura lieu ce jeudi 18 juillet 2024, à 10 h 30, en l'église de l'Assomption, à Montalba-le-Château (Pyrénées-Orientales), suivie de l'inhumation dans l'intimité.

Mme Georgette Tordjman, sa mère,

Jean Marc et Dominique Tordjman, Franck et Claudine Tordjman, Nathalie et Jean Claude Belfiore, ses frères, sœur, belles-sœurs et beau-frère,

Mathilde Tordjman, Clara Belfiore, Alix et Benjamin Dousset, Alex Tordjman, ses nièces et neveux,

Louise, sa petite-nièce,

ont la douleur de vous faire part de la disparition brutale de

Florence TORDJMAN inspectrice générale de l'administration du ministère de l'environnement et de la transition écologique, chevalier de l'ordre national du Mérite,

décédée à Paris, le 15 juillet 2024, à l'âge de 65 ans.

La levée de corps aura lieu ce jeudi 18 juillet, à 10 h 30, au funérarium des Batignolles, Paris (17^e).

Les obsèques auront lieu au pôle funéraire d'Albi (Tarn), le vendredi 19 juillet, à 16 h 30.

Montrouge (Hauts-de-Seine).

Mme Josianne Vinh, son épouse,

Joëlle et Marylène, ses filles, Laurent Choukroun, son gendre,

Lélia, Eluane, Tao et Mel, ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

professeur Tho Son VINH professeur des Universités, chirurgien des Hôpitaux de Paris,

survenu le 15 juillet 2024, à l'âge de 80 ans, à Paris.

Les obsèques auront lieu au cimetière parisien de Bagneux, 45, avenue Marx-Dormoy, le mardi 23 juillet, à 11 heures.

En vente vendredi 19 et samedi 20 juillet avec votre Figaro



En couverture Plongée dans les secrets de la Méditerranée

Reportage Le périple au Vietnam de l'écrivain américain Douglas Kennedy

Tourisme Au Brésil, une merveille nommée Itacaré



Spécial haute couture avec Eva Herzigova par Jean-Baptiste Mondino

Série d'été Leonardo DiCaprio Sa part d'ombre

Portraits Six femmes reporters de guerre

Les éditions du Figaro



Le Figaro Jeux : Mots mêlés n°2 En vente actuellement

En vente chez votre marchand de journaux et sur www.figarostore.fr



LE FIGARO
le carnet du jour

MARIAGE

Annoncez-le dans le Carnet du Jour

Téléphone : 01 56 52 27 27
carnetdujour@media.figaro.fr
LEFIGARO.FR/CARNETDUJOUR



L'édition 2022 des Fêtes franco-écossaises d'Aubigny-sur-Nère.

ESTELLE LESUR-BOURGEOIS / HANS LUCAS POUR LE FIGARO

Aubigny-sur-Nère, un village aux accents d'Écosse niché dans le Berry



PAR
Alix Vermande

«Et là, vous avez le drapeau de la France, de l'Écosse et de l'Union européenne. Au moment de présenter les joyaux de sa commune, Laurence Renier n'oublie pas de faire un petit clin d'œil à son passé. La maire d'Aubigny-sur-Nère ne s'y trompe pas, en soulignant la présence de ces trois étendards dans ce bourg du Cher. Depuis l'application du Brexit, placer le drapeau européen aux côtés des couleurs écossaises relève presque de l'incident diplomatique. Mais, ici, cette disposition ne choque personne. «Je pense que le Brexit a fait un petit quelque chose à tous les Albiniens qui se sentaient profondément européens, témoigne l'édile. Mais ça a sans doute été moins mal vécu que dans certains villages de Dordogne, où l'on retrouve une population anglaise très importante.»

Du référendum de 2016 à la sortie actée de l'Union européenne en 2020, ces 5500 habitants du nord du Berry ont attentivement scruté le destin de leurs amis écossais. «C'est comme quand il y a eu la mort du duc d'Edimbourg. Nous ne sommes pas directement concernés, mais nous nous tenons au courant», confirme François Gresset, premier adjoint à la maire d'Aubigny-sur-Nère.

Mais pourquoi ces Berrichons se soucient-ils autant du devenir de l'Écosse? Cette histoire est vieille de plusieurs siècles, quand Aubigny-sur-Nère n'était autre qu'une... enclave écossaise. François Gresset s'est passionné pour ce récit après une rencontre avec un ancien maire passionné d'histoire. «C'est unique dans l'histoire de France!», avance le retraité, devenu intarissable sur la cité des Stuarts. Tout commence au XV^e siècle, quand Charles VII fait appel aux Écossais pour combattre les Anglais. «En 1423, après une bataille victorieuse, le roi de France décide d'offrir Aubigny à Jean Stuart de Darnley, comte d'Écosse et commandant de l'armée écossaise.» Plusieurs seigneurs écossais se succèdent ensuite au cœur du Berry, certains y laissant un héritage enviable : «En 1512, un incendie énorme a ravagé Aubigny. La commune a été reconstruite grâce au bois des forêts du seigneur écossais d'Aubigny.» C'est à cette époque qu'on a construit les superbes maisons à colombages que l'on peut encore admirer aujourd'hui. Les Stuarts conservent leur fief d'Aubigny-sur-Nère jusqu'en 1672, année qui marque l'extinction de leur lignée. Le lieu est alors récupéré par Louis XIV.

Pendant plusieurs siècles, ce récit franco-écossais tombe dans l'oubli, avant un sursaut mémoriel en 1931, comme le raconte la maire Laurence Renier : «À l'occasion du centenaire des comices agricoles, une fête franco-écossaise a été organisée. Le coût était tellement élevé que le maire a même été contraint de vendre sa ferme. Parmi les jeunes filles qui ont vécu ces fêtes figurait la mère d'un futur

Kilts, panse de brebis farcie, cornemuse... Chaque année, cette commune du Cher célèbre son histoire d'ancienne enclave écossaise. Une tradition qui perdure, malgré quelques difficultés liées au Brexit.



maire, qui a souhaité relancer pleinement ces festivités en 1990.»

Aujourd'hui, chaque année aux alentours du 14 juillet, la ville se pare de couleurs écossaises le temps d'un week-end et attire plusieurs dizaines de milliers de personnes. Avec, bien sûr, un pipe band (un orchestre constitué de sonneurs de cornemuses, NDLR) et des hommes en kilt. Le siège social de la Fédération nationale de pipe band est d'ailleurs installée à Aubigny-sur-Nère. Et pour célébrer l'Écosse, quoi de mieux que de trinquer au whisky? «On a souhaité avoir un whisky au nom d'Aubigny», rapporte Laurence Renier. Il est élevé en Bourgogne dans des fûts d'Espagne et les malts viennent d'Écosse. Ce whisky n'est vendu qu'ici! À chaque édition, la maire berrichonne confie symboliquement les clés à John McMillan, prévôt du comté écossais de l'East Lothian, ami fidèle du jumelage Aubigny-Haddington.

Cet été, le format des fêtes franco-écossaises du week-end du 12 juillet a été réduit, en raison de la mobilisation des forces de l'ordre pour les Jeux olympiques de Paris. Mais l'événement repartira de plus belle l'an prochain, comme il a su résister au Brexit, qui reste en toile de fond des relations entre la France et l'Écosse, y compris pendant les fêtes. «Ça ne change pas vraiment nos liens, mais on a eu deux ou trois difficultés», constate l'édile. Peut-être que les échanges sont un petit peu moins fluides, surtout sur les denrées. Par exemple, nous ne pouvons plus importer de haggis (panse de brebis farcie, NDLR)! Mais les Écossais nous ont donné une adresse d'un boucher français qui en fait un traditionnel. On a un peu tâtonné la première année. C'était notre plus grand souci!»

La sortie de l'Union européenne a engendré des casse-tête administratifs pour la municipalité d'Aubigny-sur-Nère, soucieuse de maintenir cette commémoration annuelle : «Nous faisons un marché écossais avec des agriculteurs qui venaient avec des camions de marchandises. C'était déjà compliqué, mais là, c'est impossible, car il y a de nombreux documents spécifiques pour rentrer en France. Sans parler des droits de douane qui augmentent les prix.»

«Il faut désormais un passeport pour notre pipe band qui va en Écosse! Et vu les délais pour en obtenir un... C'est aussi plus compliqué pour faire venir un groupe de prestige. On sera peut-être obligés de faire intervenir l'ambassade pour nous aider»

François Gresset
Premier adjoint au maire

François Gresset, premier adjoint au maire, tempère cet éloignement géopolitique de ses amis écossais : «Il y a eu le Brexit, mais il faut reconnaître qu'ils restent, au fond d'eux, européens.» Néanmoins, il ne peut que constater certains problèmes : «Il faut désormais un passeport pour notre pipe band qui va en Écosse! Et vu les délais pour en obtenir un... C'est aussi plus compliqué pour faire venir un groupe de prestige. On sera peut-être obligés de faire intervenir l'ambassade pour nous aider.»

Difficile de savoir si le Brexit a eu une réelle incidence sur la fréquentation des fêtes franco-écossaises. «Il y a eu une baisse de fréquentation et de touristes du Royaume-Uni de 2020 à 2022, mais ça peut aussi bien être lié au Brexit qu'à la crise sanitaire, avance Romain Bardonnaud, directeur de l'office de tourisme Sauldre et Sologne. Il fallait sans doute un petit temps d'adaptation car, en 2023, nous avons eu de meilleurs chiffres.»

Les acteurs du tourisme ont également été contraints de s'adapter rapidement. Là aussi sur le volet logistique : «On commande certains produits d'Écosse et, la première année, on s'est heurtés à des

frais de douane et des surcoûts assez importants sur certains. Leur prix a explosé et on a dû en supprimer ou changer de fournisseur», poursuit Romain Bardonnaud.

Ainsi, l'office a dû renoncer à la vente de... savon au whisky. Pas un psychodrame, mais une contrainte supplémentaire : «On n'a pas trouvé de solution pour passer outre les frais de douane, ça passait du simple au double!»

Au public anglo-saxon s'ajoutent, notamment, des Hollandais et des Belges. De nombreux touristes découvrent ainsi la cité des Stuarts et en tombent amoureux, au point de s'y installer à l'année. C'est le cas de Chrystel Amyot, mieux connue sous le nom de lady Chrystel. Elle est une référence internationale dans la fabrication de kilts. Installée à quelques kilomètres d'Aubigny-sur-Nère depuis dix ans, elle est mariée à un Canadien... de la diaspora écossaise. Ses créations sont exportées à travers le monde et séduisent même des Écossais. «En France, on doit être cinq ou six à faire ça. C'est une super-reconnaissance d'être validée par des Écossais. Pour moi, ils incarnent la bienveillance.»

Elle aussi a dû s'adapter au Brexit : «Ça a été une galère. Pour mon activité, toute la matière première vient du Royaume-Uni. C'est là où il y a les plus beaux tartans. On regardait l'actualité politique et on redoutait, surtout, que les Écossais soient contre. Beaucoup de fournisseurs ont attendu le dernier moment pour se bouger, car on n'y croyait pas...» Chrystel Amyot a été rapidement confrontée à plusieurs déconvenues. Un vrai manque à gagner pour cette indépendante.

«Il s'est passé deux ans et demi avant que je puisse être aidée dans mes démarches. J'ai toujours eu du travail, mais les six premiers mois, ça a été l'horreur. Personne ne s'était préparé au Brexit. C'est toujours galère au niveau administratif. Il faut remplir des milliards de paperasses. Ce n'est pas mon métier...» La couturière peut toutefois se satisfaire de l'évolution de sa clientèle, qui s'est adaptée aux nouvelles spécificités sur la circulation des marchandises. «J'ai beaucoup plus de Français, car ils ont plus de difficulté aujourd'hui pour commander au Royaume-Uni.» Toutefois, assure-t-elle, «hormis les relations commerciales, les liens entre la France et l'Écosse n'ont pas été affectés par le Brexit, ça les a même renforcés!»

Son compagnon, Robert, ne dit pas le contraire, lui qui n'est autre que le représentant européen du fameux clan écossais MacKinnon. Il arbore toujours un kilt et manie à la perfection l'humour british : «Avec sa French touch, Chrystel arrive à vendre des kilts à des Écossais, c'est comme si elle vendait des spaghetti à des Italiens! Moi, je me sens européen à fond. Il faudrait que l'Écosse devienne indépendante puis qu'elle rejoigne l'Union européenne!»

Dans un autre scénario utopique, Aubigny-sur-Nère pourrait bien connaître, un jour, les honneurs de la couronne britannique, ni plus ni moins. C'est en tout cas le vœu pieux de l'adjoint François Gresset, mettant de côté toute considération géopolitique : «Quand William va monter sur le trône, ce sera le retour des Stuarts d'Aubigny, car sa mère, Lady Diana, en est une descendante. Alors, peut-être qu'il viendra nous voir!» ■

Pierre Manent : « Les causes profondes de la paralysie et de l'évidement de la vie politique française »

La dissolution irréfléchie de l'Assemblée nationale a eu du moins ce résultat de faire apparaître la vérité depuis longtemps latente, aujourd'hui visible aux yeux de tous, de notre situation politique. Ayant laissé se détendre le ressort de notre régime politique, à savoir l'alternance entre partis majoritaires proposant des perspectives politiques nettement distinctes, nous ne savons plus former de majorité capable de gouverner. Ce que nous avions volontiers salué comme une heureuse pacification de la vie politique en France a signifié en réalité son évidement et finalement sa paralysie. Si l'effet nous déconcerte, ou même nous alarme, les causes pourtant ne sont pas mystérieuses.

Rappelons en quelques mots la longue et triste histoire. D'abord la cohabitation des opposés, ou des alternances de moins en moins significatives, droite et gauche de gouvernement oubliant leurs principes respectifs pour se convertir à une religion européenne aussi floue qu'impérieuse. Dès lors pourquoi une alternance ? Pourquoi ne pas réunir les deux ailes, droite et gauche, du parti européen ? Ce fut le coup d'audace d'Emmanuel Macron, d'abord couronné de succès. Il obtint brillamment la majorité, mais une majorité qui impliquait la préemption du principe majoritaire, comme l'indiqua très vite l'inconsistance du parti du président.

Attirant tout à lui, multipliant les « grands débats » et « conventions » qui contournaient la représentation nationale, capable d'adopter selon les circonstances le langage de tous les partis, comme de parler face à face à tout citoyen bienveillant ou hostile, Emmanuel Macron n'était plus la clef de voûte des institutions de la République mais l'individu solitaire et omniprésent qui attire les regards de tous. Sa prétention de dépasser toutes les oppositions et de synthétiser toutes les opinions, d'être au centre du cercle de la raison, n'était pas seulement une expression de sa personnalité, mais reposait sur ce processus de sortie de l'alternance majoritaire. D'ailleurs, au partage d'un même horizon européen s'ajoutait le partage d'une même répulsion. Également définitoire de cette période fut en effet la montée, moins en puissance qu'en volume, du parti exclu et même maudit. Les partis de gouvernement pouvaient négliger les vœux les plus fervents de leurs mandants, ils gardaient cet argument imparable : « Nous au moins nous ne sommes pas eux. » La martingale était trouvée : 2002, 2017, 2022...

Ce qui frappe dans le phénomène du parti exclu, FN puis RN, c'est le contraste entre sa paresse intellectuelle, la rareté et pauvreté de ses initiatives, son incapacité en quarante ans à parvenir au moindre enracinement social, et ses succès électoraux presque constamment croissants. Il a prospéré non par l'énergie ou la qualité de son action, mais en réponse, ou plutôt comme un contrecoup pour ainsi dire mécanique aux défaillances de plus en plus béantes des gouvernements succédés.

La malédiction jetée contre lui devint son talisman, tandis que son excommunication fut pour la classe politique une ressource de gouvernement et un moyen de contrôle social et moral dont elle usa et abusa d'une manière qui a profondément altéré la sincérité et la liberté de la conversation civique dans notre pays.

Ce qu'il faut souligner, c'est que le face-à-face interminable entre le cercle de la raison, ou l'arc républicain, d'un côté, et le Rassemblement national de l'autre, suppose ou entraîne la désactivation du dispositif représentatif. Ne sont plus en présence deux partis représentant deux parties du corps politique, mais s'opposent les membres légitimes du corps civique et ceux qui en sont exclus. Ce n'est plus un débat dont l'enjeu est la définition de la chose commune, c'est la mise en évidence d'une séparation ontologique ou religieuse entre les élus et les réprouvés. Le métabolisme salutaire de la représentation politique, qui renforce le commun par l'exercice à la fois créatif et purgatif des oppositions les plus vives, ne fonctionne plus.

Au lieu de la catharsis liée à la bataille civique conduite selon les règles, l'exorcisme par l'exclusion qui laisse le vaincu humilié et offensé et le vainqueur exposé à l'objection bientôt paralysante : en votant pour toi, nous n'avons pas voté pour toi, mais contre l'autre, et tu le sais bien. À cela les personnes raisonnables objectent que la diversité des motifs des votants n'ôte rien à la légitimité de l'élu. Elles ont formellement raison, mais ne voient pas qu'il y a une grande différence entre une bataille qui a lieu à l'intérieur de la cité – entre la droite et la gauche –, et une bataille qui a lieu entre la cité légitime et les exclus de la cité légitime, suspendant la division politiquement significative.

Dès lors, présenter la configuration politique présente comme une confrontation entre la démocratie et le populisme/nationalisme – entre la démocratie et ses ennemis – est grossièrement partiel et surtout superficiel. Ce que l'on appelle démocratie d'un côté, populisme-nationalisme de l'autre, résulte du processus de séparation que j'essaie de cerner. Quand la démocratie était dans sa force, c'est-à-dire quand la République représentative remplissait sa finalité, elle a accommodé – ramené à l'unité du commun – des oppositions bien plus vives, puissantes et menaçantes que celle occasionnée par le Rassemblement national. Cela vaut d'être répété : la République représentative est le régime capable d'accommoder les plus grandes différences de classe, d'opinion, de religion, de tradition, le plus grand nombre de familles spirituelles les plus diverses.

« Présenter la configuration politique présente comme une confrontation entre la démocratie et le populisme/nationalisme - entre la démocratie et ses ennemis - est grossièrement partiel et surtout superficiel »

Sous un tel régime, chaque grand mouvement politique opère une certaine synthèse : dans sa physiologie particulière se reconnaissent un grand nombre de citoyens par ailleurs très différents par la fortune, les opinions, les goûts, etc. La dernière grande synthèse fut celle du gaullisme, synthèse longuement et puissamment pensée et délibérément et constamment poursuivie par le Général qui, républicain sincère et catholique fidèle, conservateur et attaché aux libertés publiques, ne perdit jamais de vue la nécessité de rassembler pour ainsi dire l'histoire de la France en inscrivant une marque monarchique et classique dans la forme même de notre République. La faveur qui entoure aujourd'hui le personnage oublie ou ignore à travers quels combats et face à quelles haines la synthèse gaulliste fut mise en œuvre, comme c'est d'ailleurs le cas pour tout grand effort politique.

Si elle rassemble à mes yeux, dans la dernière période de notre vie nationale, la plus grande somme de vérités politiques utiles, ou plutôt salutaires, elle eut sa partialité, ses lacunes, ses échecs, ses fautes. Elle laissa des parties importantes du corps civique constamment dressées contre le « pouvoir personnel ». François Mitterrand fit à sa manière la synthèse de tous ceux que le gaullisme avait révoltés ou frustrés, des communistes à l'extrême droite, synthèse plus lâche et plus équivoque, mais synthèse tout de même, car c'est cela que font les hommes politiques. Ainsi de De Gaulle à Mitterrand, de l'homme du « clair combat » à celui des « combats douteux », la République a su purger les plus douloureuses expériences et accommoder les oppositions les plus violentes, de sorte que, tant bien que mal, non sans ratés et injustices, toutes les parties de l'histoire moderne de la France, comme toutes les parties du corps civique, trouvent une certaine reconnaissance et même une certaine justice, mais une justice d'hommes, non pas d'anges.

Que nous est-il arrivé pour que nous nous obliions à l'unanimité des « valeurs de la République », que nous im-

posions cette extraordinaire discipline de parole et de pensée qui fait que les livres ou articles écrits avant les années 1980 ou même 1990 nous semblent remplis de propos intolérables et d'impubliables provocations ? D'où vient cette vertigineuse absence de confiance en nous-mêmes ? C'est que nous sommes lentement, imperceptiblement, mais décidément sortis de la communauté politique que nous formions, c'est-à-dire, je le répète encore une fois, de la République représentative dans le cadre national. Les institutions sont toujours là, elles fonctionnent, mais nous avons émigré mentalement et moralement. Nous nous sommes laissés envelopper par la douce persuasion que sans doute la République française avait trop longtemps péché par excès de zèle, que l'« effort » gaulliste était inutile et un peu ridicule, que l'on pouvait enfin se détendre et se fondre dans des associations plus larges et plus lâches, où des administrations impartiales – européennes ou internationales – se chargeraient de nos droits et de nos intérêts, qu'en somme la République, et en général la politique, était une passion inutile ou même dangereuse.

« Il y a une grande différence entre une bataille qui a lieu à l'intérieur de la cité - entre la droite et la gauche, et une bataille qui a lieu entre la cité légitime et les exclus de la cité légitime »

Or, de son côté, le parti qui se réclamait de la nation à voix si haute n'en proposait pas une figure bien convaincante. À quelles familles spirituelles se rattachait-il, quelles expériences historiques étaient pour lui les plus chargées d'enseignements ? La « France » tellement invoquée par lui est un bloc indistinct, qui ne suscite aucune pensée susceptible d'être développée, aucun sentiment un peu vif, aucun langage propre. Cette synthèse que j'évoquais, qui lie l'action politique à une certaine compréhension de l'histoire et de la vie de la nation, et qui est la signature d'une vraie proposition politique, cette synthèse est absente. On n'en aura pas la moindre esquisse car il s'agit d'éviter toutes les occasions de division à l'intérieur du bloc. Il ne reste donc que l'immigration, qui vient par définition de l'extérieur. Mais de quelle France parle-t-on quand on n'a rien à dire aux citoyens français qui sont issus de cette immigration ?

J'ai parlé du cercle de la raison et du parti national. Il me faut dire un mot du troisième grand protagoniste. Rendons cette justice à Jean-Luc Mélenchon : il explique avec beaucoup de force et de clarté ce qu'il entend faire. Il entend former un nouveau peuple, *notre peuple*, comme il le dit avec une fierté toute paternelle. Ce peuple sera principalement nouveau en effet, car constitué pour ainsi dire de tous les peuples du monde, qui installeront avec tant de naturel et de franchise leurs formes de vie parmi les anciens et récents citoyens de ce pays que ces derniers se fondront prestement dans le nouveau peuple, « notre peuple ». Cette entreprise, je le répète, ignore la distinction entre l'intérieur et l'extérieur. Elle l'ignore à tel point qu'elle place la « Palestine » au centre de sa visée. Plus précisément, elle désigne « Israël » – l'État d'Israël et le peuple juif – comme la source et le foyer d'une injustice toute particulière qui réclame d'être placée de toute urgence au centre de la conscience de tous. Le geste qui prétend nous indiquer le chemin de l'avenir est le même geste qui montre « les Juifs » comme l'obstacle qui barre le chemin.

« Le salut ne viendra que de "nous", peuple français qui se gouverne selon le régime de la République représentative, régime dont nos hautes juridictions n'ont de cesse d'obscurcir la légitimité et de contraindre le fonctionnement »

Peut-être la dissolution de l'Assemblée nationale, avec ses suites, est-elle cet « accident extrinsèque » qui, selon Machiavel, oblige les cités à se reconnaître et à se refonder. Dans la confusion et l'éclair de juillet, une lumière a lui : nous devons revenir à la maison. Le salut ne viendra pas de « l'Europe » qui s'éclipse dès que l'urgence frappe à la porte, moins encore du peuple-humanité qui ne trouve unité et énergie que dans la haine. Le salut ne viendra que de « nous », peuple français qui se gouverne selon le régime de la République représentative, régime dont nos hautes juridictions n'ont de cesse d'obscurcir la légitimité et de contraindre le fonctionnement. Personne ne viendra à notre secours si nous ne voulons pas nous gouverner nous-mêmes. ■

* Dernier ouvrage paru de Pierre Manent : Pascal et la proposition chrétienne (Grasset, 2022).

PIERRE MANENT

Dans un texte magistral et définitif, le philosophe revient aux racines de l'évidement et de la paralysie de notre vie politique que la dissolution de l'Assemblée nationale n'a fait que révéler. Elle trouve son origine dans une opposition superficielle et mortifère entre ceux présentés comme les membres légitimes du corps civique et ceux qui en sont exclus.



Quand un président « sème la zizanie »



CHRONIQUE
Luc Ferry

La locution extraite d'une parabole qu'on trouve dans l'Évangile de Matthieu décrit bien la punition qu'Emmanuel Macron vient d'infliger à la France. Car c'est peu dire qu'il a semé la zizanie. Pour ceux qui ne l'auraient pas ou plus en tête, voici le passage du Nouveau Testament où il est question de cette ténébreuse affaire : « *Le royaume des cieux, explique Jésus à ses disciples, est semblable à un homme qui a semé une bonne semence dans son champ. Mais, pendant que les gens dormaient, son ennemi vint, sema de l'ivraie parmi le blé, et s'en alla.* » En grec, et les Évangiles sont comme on sait écrits en grec, l'ivraie se dit « *zizaniōv* » : le mot désigne une mauvaise herbe dont on faisait une décoction qui avait la propriété de provoquer l'ivresse, d'où le nom d'« ivraie » qu'on lui donne en français, d'où aussi l'autre locution qui s'y rattache et qui invite à « séparer le bon grain de l'ivraie » : car au moment de la récolte, il va bien falloir séparer la mauvaise herbe de l'orge avec lequel on fait la farine.

Pour bien comprendre ce récit, il faut aussi savoir que le fait de semer de la zizanie – donc de l'ivraie – dans le champ d'un voisin pour se venger ou lui faire du tort était un délit bien connu à l'époque du Christ, il l'était même assez pour être étudié et condamné dans les codes du droit romain. Les disciples du Christ ayant du mal à comprendre la parabole, ils demandent au Maître de leur donner des explications et c'est alors Jésus lui-même qui propose une interprétation du récit allégorique qu'il vient de conter, ce qui laisse entendre qu'il ne va pas de soi et mérite réflexion : « *Celui qui sème la bonne semence, c'est le Fils de*

l'homme; le champ, c'est le monde; la bonne semence, ce sont les fils du royaume; l'ivraie, ce sont les fils du malin; l'ennemi qui l'a semée, c'est le diable; la moisson, c'est la fin du monde; les moissonneurs, ce sont les anges. Or, comme on arrache l'ivraie et qu'on la jette au feu, il en sera de même à la fin du monde. Le Fils de l'homme enverra ses anges, qui arracheront de son royaume tous les scandales et ceux qui commettent l'iniquité; et ils les jetteront dans la fournaise ardente, où il y aura des pleurs et des grincements de dents... Que celui qui a des oreilles pour entendre entende. »

« L'enfer n'est donc pas un fantasme, une image seulement symbolique pour désigner l'endroit où vont les pécheurs, mais une réalité bien réelle de sorte que les méchants, ici symbolisés par ceux qui sèment la zizanie, iront *in fine* y brûler »

Si l'on passe du littéral au symbolique, on note d'abord que la parabole évoque le Jugement dernier, le moment où il s'agira pour Dieu de « reconnaître les siens ». Toutefois, comme le note Denis Moreau dans le livre qu'il consacre à l'analyse de certaines locutions extraites des Évangiles (le livre porte d'ailleurs en guise de titre une de ces sentences : *Nul n'est prophète en son pays*), il faut surtout éviter de croire que dans la parabole le bon grain désigne les chrétiens et l'ivraie les non-croyants ou les croyants d'une

autre religion. Elle est infiniment plus profonde et beaucoup moins dogmatique, le champ ne désignant pas seulement le monde extérieur, mais l'intériorité du cœur humain où le bien et le mal sont sans cesse mêlés l'un à l'autre, aucun être humain n'étant parfait. En ce sens, la parabole est un appel à l'introspection, à cette méditation sur soi qui nous permet de séparer en nous le bon grain de l'ivraie, le bon et le mauvais, le beau et le laid, le bien et le mal, une série de distinctions nécessaires pour commencer à lutter contre le maléfique en nous comme hors de nous. « Maléfique » est ici le mot qui convient car la parabole du bon grain et de l'ivraie est en effet un des rares passages des Évangiles qui affirme clairement l'existence du diable, qui n'en fait pas un être de fiction, mais bel et bien une personne réelle, celle qui divise et oppose les humains entre eux, mais qui surtout les sépare de Dieu et par là même du salut.

L'enfer n'est donc pas un fantasme, une image seulement symbolique pour désigner l'endroit où vont les pécheurs, mais une réalité bien réelle de sorte que les méchants, ici symbolisés par ceux qui sèment la zizanie, iront *in fine* y brûler. Si on s'éloigne de l'interprétation littérale des Écritures, si on tente de cerner le sens sécularisé que le message peut avoir aussi pour des non-croyants, il signifie clairement qu'il faut y réfléchir à deux fois avant de déchirer le monde humain, avant de semer la discorde au lieu de rassembler, en quoi on ne peut s'empêcher de rapprocher la parabole de ce passage de l'Ancien Testament selon lequel quiconque sème le vent risque fort de récolter la tempête. Comme le dit le Christ, « *que celui qui a des oreilles entende* ». ■

Face aux injonctions des déconstructeurs, ne plus courber l'échine

Minoritaire dans les urnes, la gauche est sans doute plus minoritaire que jamais dans les esprits. Il n'y a qu'à consulter les enquêtes d'opinion sur l'immigration, la sécurité, la fiscalité ou les dépenses publiques pour se rendre compte combien les aspirations des Français sont éloignées des vieilles rengaines que seule la gauche française, plus urbaine et moins populaire que jamais, ose encore porter.

La gauche française est minoritaire, mais elle est habile, doublement habile même : elle est habile quand elle se partage les circonscriptions alors que les partis qui la composent ne sont d'accord sur rien, et habile encore quand, à grand renfort d'une communication tonitruante, elle fait croire au pays qu'elle a gagné les élections alors que 75 % des Français n'ont pas voté pour elle.

Si elle devait tenir les rênes de la France, non seulement cela plongerait le pays dans un chaos économique sans précédent tant sa dépendance à la dépense publique est profonde et son goût pour inventer de nouveaux impôts est immense. Mais les conséquences seraient bien plus profondes puisque le combat qu'elle mène est avant tout culturel. Les délirants racistes, antisémites, wokistes ou intersectionnels importés des universités américaines sont autant d'objectifs de son agenda. Je ne peux me résoudre à voir cette gauche mélancolisée mener cette bataille culturelle sans rencontrer une résistance des forces de droite qui, depuis plus de 50 ans, courbent l'échine sous les injonctions culturelles des déconstructeurs. Je ne peux m'y résoudre et après une réflexion de plusieurs mois et en observant les divisions profondes des forces de droite à s'unir, j'ai décidé d'agir en organisant le projet Périclès.

Je souhaite offrir ma contribution en soutenant, à travers Périclès, toutes les initiatives qui permettront de faire émerger dans notre pays un personnel politique qui partage les valeurs qui sont les miennes et que résume si bien Raymond Aron : « *La droite, c'est la croyance en la nécessité de l'ordre, la méfiance à l'égard des improvisations dangereuses et la conviction que la justice sociale ne doit pas menacer les libertés individuelles.* » Il ne s'agit aucunement d'un projet partisan et il ne s'appuiera d'ailleurs pas sur un parti politique. Il

s'agit d'un projet politique au sens noble du terme qui aura vocation à contribuer à faire se lever une élite politique qui, du conseil municipal d'un petit village aux grands ministères en passant par les assemblées parlementaires ou locales, poursuivra le même objectif que partagent déjà tant de personnes : le souci du bien commun et de la grandeur de la France.

Périclès pourra s'appuyer sur une multitude de projets qui iront dans ce sens : think-tanks, instituts de formation d'élus, médias, outils pour optimiser les campagnes électorales et de communication politique, structures pour identifier des candidats, etc. J'appelle toutes les bonnes volontés à nous rejoindre en nous proposant des projets qui iraient dans ce sens. Nous ne travaillerons pas avec un parti politique en particulier mais avec toutes les forces de droite qui partagent les valeurs qui constitueront le socle et l'âme du projet.

« Je n'ai pas de goût pour la vie des partis mais j'ai le goût de la France et je ne veux pas la voir s'abîmer à cause de l'idéologie de ceux qui veulent toujours tout déconstruire »

Je suis un entrepreneur et un investisseur depuis trente ans et je ne peux me résoudre à voir la plus grande entreprise du pays, c'est-à-dire le pays lui-même, se priver de tous les outils et les talents dont bénéficient les entreprises françaises.

La gauche a compris depuis longtemps que l'engagement partisan était fragile parce qu'il était soumis aux fluctuations de la vie électorale et elle a depuis des décennies construit un écosystème métapolitique qui non seulement soutient les initiatives partisanes quand c'est nécessaire mais qui les supplante quand le politique est trop faible. C'est le tissu des associations culturelles de gauche, ce sont les collectifs d'artistes engagés, ce sont les think-tanks, les intellectuels, les instituts de formation, et comme on l'a vu récemment les institutions comme Sciences Po. Il y a en France une fabrique des cerveaux de gauche très efficace et c'est contre elle que nous voulons lutter avec Périclès.

Depuis des années, je mets ma fortune au service d'une très grande quantité de projets associatifs et entrepreneuriaux à impact. Cela continuera évidemment et Périclès sera totalement indépendant de ces activités. Mais j'ai la conviction que la politique est le lieu le plus important où la recherche du bien commun doit s'exercer. Je ne suis pas un homme politique et je ne le serai jamais même si j'admire beaucoup cet engagement. Je n'ai pas de goût pour la vie des partis mais j'ai le goût de la France et je ne veux pas la voir s'abîmer à cause de l'idéologie de ceux qui veulent toujours tout déconstruire. Je crée aujourd'hui Périclès pour être utile à mon pays, j'y mettrai l'énergie et les moyens qu'il faudra parce que la France le mérite. ■

* Pierre-Édouard Stérin est le fondateur d'Otium Capital et du Fonds du Bien Commun.

PIERRE-ÉDOUARD STÉRIN

L'homme d'affaires* annonce le lancement de Périclès, un projet de plateforme réunissant plusieurs initiatives dans le but de former une nouvelle élite politique. Il faut, selon lui, surmonter les divisions entre les forces de droite pour mener une bataille culturelle féconde.

FIGAROVox

ÉTATS-UNIS

Tentative d'assassinat : « Donald Trump se voit désormais comme le nouveau Christ de l'Amérique », une tribune de la professeur de français Ophélie Roque.

FINANCES PUBLIQUES

« La France n'a plus les moyens de supporter la démagogie », une tribune de l'universitaire Frédéric Douet, membre du Conseil des prélèvements obligatoires.

LE FIGARO

Dassault Médias
(actionnaire à plus de 95%)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président-directeur général
Charles Edelstenne

Administrateurs
Thierry Dassault,
Olivier Costa de Beauregard,
Benoît Habert,
Rudi Roussillon

SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS
(société éditrice)
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Président
Charles Edelstenne

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gellie (International).

Directeur des rédactions
Alexis Brézet

Directeur délégué de la rédaction
Vincent Tremolet de Villers

Directeurs adjoints de la rédaction
Gaëtan de Capelle (Economie),
Laurence de Charette
(pole audiovisuel), Anne-Sophie
von Claer (Style, Art de vivre, F),
Philippe Gellie (International).

Directeur général,
directeur de la publication
Marc Feuillée

Anne Huet-Willaume (Édition,
Photo, Révision, DA),
Jacques-Olivier Martin (directeur
de la rédaction du Figaro.fr),
Etienne de Montety (Figaro
littéraire), Bertrand de Saint-
Vincent (Culture, Télévision),
Yves Thérard (Enquêtes),
Opérations spéciales, Sports,
Sciences).

Directeur artistique
Pierre Bayle

Rédacteur en chef
Frédéric Picard (Web)

Directeur délégué
du pôle news
Bertrand Gie
Éditeurs
Robert Mergui
Anne Pican

FIGAROMÉDIAS
23-25, rue de Provence, 75009 Paris
Tél. : 01 56 52 20 00
ISSN 0182-5852

Président-directeur général
Aurore Domont

Direction, administration, rédaction
23-25, rue de Provence
75009 Paris

Tél. : 01 57 08 50 00
direction.redaction@lefigaro.fr

Impression L'Imprimerie, 79, rue de Roissy
93290 Tremblay-en-France

Mid-Print, 30600 Gallargues-le-Montueux

Commission paritaire n° 0426 C 83022

Pour vous abonner Lundi au vendredi de 9h à 18h :
samedi de 9h à 13h au 01 70 37 31 70 Fax : 01 55 56 70 11.

Gérez votre abonnement, espace Client : www.lefigaro.fr/client

Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine
Club Prestige : 599 €. Club : 529 €. Semaine : 415 €. Week-end
Prestige : 429 €. Week-end : 359 €.

Impression sur papier issu de forêts gérées durablement.

Origine du papier : Allemagne. Taux de fibres recyclées : 100%.

Ce journal est imprimé sur un papier UPM porteur de l'écobabel européen
sous le numéro F01/01/001. Europrintation - Ploot 0.002 kg/tonne de papier.



Ce journal se compose de :
Édition nationale
1^{er} cahier 22 pages
Cahier Économie
6 pages

La chasse aux sorcières révèle bien des paradoxes rompant avec certains de nos préjugés les plus ancrés. Cette persécution n'est pas un privilège de l'Inquisition. À l'époque des guerres de Religion, les pays protestants poursuivent autant la sorcellerie que les pays catholiques, voire plus, en raison de certaines tendances puritaines. C'est même dans les États allemands qu'on a brûlé le plus de sorcières en Europe, la France venant juste après. Paradoxalement, certains pays d'inquisition, comme l'Italie, se sont moins acharnés contre les sorcières. Et, le plus singulier, ce sont souvent de grands esprits qui se sont montrés les plus virulents chez nous dans la chasse à la sorcellerie. Nous avons déjà évoqué un des plus célèbres juristes français, Jean Bodin, brillant professeur de droit, auteur de *La Démonomanie des sorciers* (1580), qui, comme chacun le sait, a été l'inventeur de la notion moderne de souveraineté. L'auteur des *Six Livres de la République* (1576) s'intéressait à toutes les cultures et à toutes les religions, notamment au judaïsme. On le présente souvent comme un défenseur de l'absolutisme, mais c'était au nom de la liberté de conscience. Il plaidait pour un pouvoir laïc fort, car il ne voyait que cette solution, dans le contexte des guerres religieuses, pour assurer à chacun la possibilité d'exercer le culte de son choix. Bodin, parfois surnommé le « Montesquieu de la Renaissance », appartenait comme Montaigne au camp des « Politiques », c'est-à-dire des partisans d'un dépassement par le pouvoir laïc du conflit opposant les fractions religieuses.

« C'est une expérience atterrante que de feuilleter le livre de Bodin (...) et de voir ce grand homme (...) qui réclame la mort sur le gril, non seulement pour les sorcières, mais aussi pour tous ceux qui mettent en doute un seul détail grotesque de la mythologie nouvelle »

Hugh Trevor-Roper Historien

Cette logique est à l'origine de l'édit de tolérance. Mais, contrairement à Montaigne, Bodin va s'acharner contre les sorciers avec un étrange fanatisme. Il prendra même la plume pour écrire une *Réfutation des opinions de Jean Wier* (Johann Weyer), un des rares esprits éclairés de ce siècle ayant dénoncé dans la chasse aux sorcières un « bain de sang d'innocents ». On finit par y perdre son latin. En général, les biographes de Bodin négligent cet aspect du grand penseur. L'historien anglais Trevor-Roper, spécialiste de la sorcellerie, écrit pourtant à raison que « c'est une expérience atterrante que de feuilleter le livre de Bodin (...) et de voir ce grand homme (...) qui réclame la mort sur le gril, non seulement pour les sorcières, mais aussi pour tous ceux qui mettent en doute un seul détail grotesque de la mythologie nouvelle ». D'autres grands esprits de ce temps ont été pris dans cette frénésie d'époque. Des médecins de grand renom, comme le calviniste Ambroise Paré, dénoncent dans leurs œuvres médicales l'existence des sorciers. On citera aussi pour mémoire le roi d'Écosse Jacques VI Stuart (1567-1625), tellement préoccupé par la sorcellerie parce qu'il se croyait envouté qu'il rédigea en 1597, avant de devenir roi d'Angleterre, un livre très sévère sur les sorciers, la *Daemonologie*, dans lequel il encourage la chasse « de ces détestables esclaves du diable » qui, selon ce monarque, « méritent la punition la plus sévère ».

Mais aucun ne fera peut-être autant parler de lui qu'un brillant magistrat d'origine basque, aujourd'hui bien oublié, un certain Pierre de Rosteguy, sieur de Lancré, conseiller au Parlement de Bordeaux. Ce juge peut paraître en surface un modèle de l'humaniste du XVI^e siècle, helléniste, intéressé à la kabbale, bon danseur, joueur de luth et grand voyageur, ayant étudié le droit à Turin puis sillonné l'Italie, de Venise à Naples. Cet homme riche et esthète, passionné par l'Antiquité, a même épousé une petite-nièce de Montaigne, un des rares à n'avoir jamais cédé à cette mode de la sorcellerie. Mais cette parenté n'a pas inspiré de Lancré. Ce juge raffiné craint autant les Juifs que les sorciers (souvent ces deux obsessions sont liées). Il voit le diable partout. Dans un de ses tours d'Italie, il prétend avoir assisté à Rome à la transformation



Guillemette torturée, illustration de Bernard Zuber extraite de *La Vie exécrable de Guillemette Babin, sorcière*, de Maurice Garçon. On y voit la jeune femme interrogée par des inquisiteurs et le juge Jean Bodin. BRIDGEMAN IMAGES

(1627) : « Que la Justice arbore les estrapades et les gibets, qu'elle étende le glaive, la corde, la roue, le feu, et les tortures largement sur les scélérats et les méchants. » On croirait un de Maistre exaltant le bourreau. C'est cet esprit dérangé qui se déplace de paroisses en paroisses à la recherche des sorciers.

La panique se répand dans la région. Dans chaque village où Pierre de Lancré arrive avec la troupe, les habitants s'enfuient. De Lancré perquisitionne, interroge et arrête n'importe qui. Les prisons regorgent vite d'innocents, souvent des filles, emprisonnées sur de simples ragots. De Lancré est très misogyne, estimant que, depuis Médée et Circé, la femme est plus encline à la sorcellerie.

« Que la Justice arbore les estrapades et les gibets, qu'elle étende le glaive, la corde, la roue, le feu, et les tortures largement sur les scélérats et les méchants »

Pierre de Lancré Du sortilège (1627)

Le tribunal qu'il a institué à Saint-Pée voit passer en seulement quatre mois plus de 500 personnes « marquées du caractère du diable » et 500 enfants. Beaucoup connaîtront le bûcher. Il use de tous les moyens pour faire avouer la sorcellerie, y compris les lettres anonymes et les témoignages d'enfants de moins de 8 ans. Il s'attaque même au clergé basque, accusé de protéger les sorciers, et attire un essaim de personnes, habileurs, escrocs, charlatans qui, pour diverses raisons (jalousies conjugales, rivalités de voisinage, vengeance des enfants contre les parents, etc.), se dénoncent les uns les autres. On ne sait pas exactement combien de personnes ont été condamnées par de Lancré, car les procédures ont été brûlées avec les accusés, « afin qu'aucune trace ne demeure de leurs terribles forfaits ». Les historiens sont divisés. Les chiffres oscillent entre plusieurs centaines (Robert Mandrou) et une centaine (Trevor-Roper). Mais même cette fourchette basse est colossale. En effet, cette commission n'a agi que sur une durée très courte (six mois). On peut parler d'un véritable massacre judiciaire. Son œuvre finit par susciter de telles émeutes dans le Labourd que l'évêque de Bayonne, Bertrand d'Échaux, supplie le roi de rappeler de Lancré, qui a même commencé à trouver la justice ecclésiastique, l'officalité, « suspecte » de complicité avec le démon. Ce point est très surprenant et mérite une remarque. Le juge laïque est bien plus féroce que le juge d'inquisition. De Lancré ira jusqu'à déplorer la mansuétude de l'Inquisition espagnole. Il considère que les juges du Saint-Office, qui œuvrent peu après du côté espagnol, sont bien trop laxistes. Seules six personnes ont été brûlées par l'Inquisition de juin à novembre 1610 en Navarre, alors que lui, sur la même période, en a fait brûler au moins vingt fois plus. De Lancré se félicite de voir la justice du roi n'être pas aussi faible. Quand on examine les rapports des inquisiteurs espagnols, on réalise avec peine que ce n'est pas la justice laïque, mais celle de l'Inquisition qui a fait preuve de bien plus de lucidité, en affirmant n'avoir pas trouvé la « moindre indication permettant de déduire qu'un seul acte de sorcellerie ait réellement eu lieu ».

Henri IV ne cessa jamais d'accorder sa confiance à de Lancré. Face aux émeutes, il se borna à ne pas renouveler la mission du magistrat qui finit paisiblement ses jours en 1631, âgé de 78 ans, un peu amer, mais n'ayant jamais exprimé le moindre regret. Pourquoi l'aurait-il fait d'ailleurs ? Peu après sa croisade en Labourd, le roi a désigné un autre inquisiteur laïc, le baron de Laubardemont, qui va égaler en Béarn les brillants exploits de De Lancré chez les Basques. La terreur continue à s'abattre sur ce Sud-Ouest martyrisé et le baron de Laubardemont, qui entrera par la suite au service de Richelieu, fera repartir de lui comme tortionnaire d'Urbain Grandier, le principal accusé de sorcellerie dans l'affaire des possédées de Loudun. ■

Retrouvez demain :

La ténébreuse affaire des possédées de Loudun

Un parent du sage Montaigne fait régner la terreur en Pays basque

Jacques de Saint Victor

La chasse aux sorcières n'a pas été menée que par de sombres brutes. Elle a été aussi le fait de grands juristes, comme Jean Bodin ou par un neveu de Montaigne, Pierre de Lancré, humaniste raffiné, qui a pourtant sévi avec intransigeance.

d'une jeune fille en garçon sous l'influence du démon (sic). Cet homme très attiré par le mal, tout en le redoutant plus que tout, est tiraillé par d'étranges démons intérieurs – certains historiens, comme son biographe Roland Ville-neuve, évoquent une probable homosexualité refoulée (par son insistance, dans ses descriptions du sabbat, sur les scènes de sodomie).

Celui que Trevor-Roper désigne comme le prototype d'un « *enchanting persecutor* », un persécuteur mondain, va être chargé en 1609 par le « bon roi » Henri IV de réprimer la sorcellerie au Pays basque. De Lancré va y mener une répression si féroce et si fanatique qu'il suscitera un soulèvement de la population de la province du Labourd.

Il a laissé un récit très précis de son œuvre funeste. Un historien royaliste du XIX^e siècle, le comte d'Aubert de Résie, dit que ses confessions lui font penser à celles d'un « *représentant du peuple racontant en 1793, à la tribune de la Convention, les horreurs de son consulat* ». Même exaltation, même absence de remords, même sentiment de nécessité et de salut (celui des âmes n'étant pas moins sanguinaire que le « salut public »). Au fond, la folie purificatrice est une *forma mentis* qui est de toutes les époques et de tous les camps, mais la faiblesse des régimes absolus est de laisser plus facilement à ces individus dérangés la capacité de nuire. Et il est à

noter, comme ajoute Résie pour le déplorer, que les « jugements barbares » de De Lancré ont été « *rendus au nom d'un des meilleurs rois qui aient gouverné la France* », Henri IV, au fond peut-être plus superstitieux qu'il n'y paraît.

Pierre de Lancré arrive en juillet 1609 dans la région de Bayonne. Le Labourd est un pays pauvre et reculé, où les habitants parlent le basque et non le français. Des accusations de sorcellerie se multiplient depuis 1605. Cette année-là, les élus de Saint-Jean-de-Luz ont demandé au Parlement de Bordeaux de condamner une dizaine de sorcières emprisonnées à Bayonne. Ces affaires sombres cachent en réalité des luttes de pouvoir entre familles locales. Saisissant vite cet arrière-plan, les juges bordelais décident de ne pas donner suite. Mais la noblesse basque insiste auprès d'Henri IV, qui crée finalement en 1608 une commission extraordinaire et charge deux spécialistes de démonologie, le président d'Espagnat et le conseiller de Lancré, de se rendre sur place pour réprimer la sorcellerie. Les lettres patentes de ces deux inquisiteurs laïcs sont publiées le 17 janvier 1609. Elles leur donnent pendant six mois le droit de vie et de mort sur toute la population de la province. D'Espagnat se désintéresse très vite de la question, qui lui semble insignifiante, mais de Lancré prend sa charge très au sérieux. Il est même exalté et écrira dans *Du sortilège*

Paris 2024

COULISSES, PORTRAITS, INTERVIEWS D'ATHLÈTES,
ANALYSES DES RÉSULTATS,
PROGRAMME DES FESTIVITÉS PARISIENNES ...



Du 22 juillet au 12 août,
retrouvez chaque jour dans

LE FIGARO
toute l'actualité des Jeux Olympiques

LE FIGARO

économie



FNAC DARTY
SOUTENUE PAR DANIEL KRETINSKY,
L'ENSEIGNE VEUT LANCER UNE OPA
SUR L'ITALIEN UNIEURO **PAGE 27**

SÉRIE
«LE BUREAU DES LÉGENDES»,
UN JACKPOT À 120 MILLIONS
D'EUROS **PAGE 28**



L'heure de vérité approche pour les fleurons du CAC 40

En début d'année, les géants français avaient prévenu que leurs résultats du premier semestre seraient moroses. Leurs perspectives pour le second sont très attendues.

Après un millésime 2023 record, les géants français de l'industrie et des services anticipaient un premier semestre terne, avant un rebond sur la deuxième partie de 2024. On saura, dans les semaines qui viennent, si ces multinationales avaient vu juste. Des obser-

vateurs craignent qu'elles soient désormais moins optimistes. Dans leurs prévisions de croissance, les grands groupes français tablaient notamment sur une baisse des taux des banques centrales, le recul de l'inflation et une reprise de l'économie mon-

diale. Or, contrairement à ce qui était anticipé, la Réserve fédérale américaine n'a pas encore touché aux taux d'intérêt, et la Banque centrale européenne a baissé son taux directeur de seulement 0,25% début juin. Dans la foulée, Emmanuel Macron a dissous

l'Assemblée nationale et, depuis le deuxième tour des élections législatives, la France est plongée dans l'inconnu. Ce nouveau contexte pourrait inciter les dirigeants à revoir à la baisse leurs perspectives pour le reste de l'année.

→ ESSILORLUXOTTICA S'OFFRE L'ICÔNE DU STREETWEAR SUPREME POUR 15 MILLIARD DE DOLLARS → PERNOD RICARD MET FIN À SON AVENTURE AUSTRALIENNE ET NÉO-ZÉLANDAISE DANS LE VIN **PAGES 24 ET 25**



Budget, Doliprane... ces « affaires courantes » que Bercy doit gérer

Si les ministères ne peuvent plus prendre de décisions politiques, attendant le prochain gouvernement, ils doivent continuer tant bien que mal à superviser la vie quotidienne de leurs administrations et faire avancer certains dossiers.

PAGE 26

> FOCUS LES EFFETS BÉNÉFIQUES DU JOUR DE CARENCE SUR L'ABSENTEÏSME

Depuis janvier 2018, le premier jour de congé de maladie ordinaire n'est plus indemnisé dans la fonction publique française. Ce jour de carence permet-il de lutter contre l'absentéisme? Dans une étude publiée ce jeudi, la réponse de l'Insee est claire, au vu des différences de taux d'absence au sein de l'éducation nationale entre les périodes où ses agents étaient soumis à un jour de carence - entre 2012 et 2014 et depuis 2018 donc - et les autres années. « Cette mesure a entraîné en moyenne une diminution de 23% de la fréquence des absences, et de 5% du nombre cumulé de jours d'absence pour maladie ordinaire », soulignent les experts. Le nombre de jours manqués par an et par employé est, par exemple, passé de 7,4 en 2017 à 7 l'année suivante. La baisse est d'autant plus significative qu'avant le rétablissement de cette période non rémunérée, le chiffre n'avait cessé de grossir au cours des années précédentes. C'est sur les absences courtes que le jour de carence a l'impact le plus significatif. Celles d'une journée ont chuté de près de 45%, et d'environ un quart pour celles de deux et trois jours. À l'inverse, les effets sont moindres au fur et à mesure que l'arrêt dure. Il devient ainsi négligeable pour ceux de plus de trois mois. L'Insee pointe toutefois quelques limites à l'utilisation de cet outil. En particulier son coût financier pour les ménages les plus fragiles. Ce qui peut avoir pour conséquence « d'encourager les personnes malades à poursuivre leur activité professionnelle », met en garde l'étude.

THOMAS ENGRAND

le PLUS du FIGARO ÉCO

PUCES

Le fleuron européen ASML pris dans le conflit États-Unis-Chine **PAGE 28**

LA SÉANCE

DU MERCREDI 17 JUILLET 2024

	CAC 40	7570,81	-0,12%
	DOW JONES	41171,51	+0,53%
	ONCE D'OR	2430,00 (2400,00)	
	PÉTROLE (Brent)	84,790 (83,900)	
	EUROSTOXX 50	4894,85	-1,07%
	FOOTSE	8187,46	+0,28%
	NASDAQ	19889,18	-2,50%
	NIKKEI	41097,69	-0,43%

L'HISTOIRE

Verallia réussit à faire maigrir la bouteille de champagne

Par souci d'écologie, les bouteilles de champagne travaillent à alléger leur généreuse silhouette. Lundi, le verrier français Verallia a annoncé avoir tous les feux au vert pour commercialiser la nouvelle version de sa bouteille Ecova. Déjà allégée il y a trente ans de 900 à 835 grammes, celle-ci, vendue aux grandes maisons, aux vignerons et aux coopératives de Champagne, va atteindre la barre symbolique des 800 grammes. Apparemment simple, cette mise au régime a nécessité quatre ans de R&D, pour s'assurer que le nouvel emballage n'altère en rien la qualité du précieux contenu. Parmi les défis, la bouteille doit résister à la fois à la pression interne des petites bulles, au passage prolongé en cave, au froid subi pendant l'étape du dégorgeement ou encore aux chocs pendant le transport. Mis au point avec la maison

de champagne Telmont (groupe Rémy Cointreau) qui a le premier fourni de nombreux lots pour en confirmer la robustesse, ce nouveau packaging doit permettre d'abaisser de 4% l'empreinte carbone de la bouteille, assure Verallia. Et même de 8% sur la version demi de 37,5 centilitres. « Des études sont en cours pour la version magnum », ajoute le verrier. Alors que les prix du verre ont grimpé ces dernières années, suivant ceux de l'énergie, les Champenois pourraient y trouver une source d'économie. Pas seulement sur l'empreinte carbone mais aussi en termes de transport. En revanche, le gain en termes de prix est incertain, dépendant des volumes qui seront écoulés. Comme pour sa première version, Verallia compte bien faire de son col allégé le nouveau standard des chais champenois, qui écoulent autour de 300 millions de bouteilles par an. ■

OLIVIA DÉTROYAT



Après avoir voulu le bannir des États-Unis, Trump soutient TikTok

« Quand j'y repense, je suis pour TikTok, car vous avez besoin de concurrence. » Quatre ans après avoir tenté de mettre hors jeu aux États-Unis le réseau social, Donald Trump a changé d'avis. « Si vous n'avez pas TikTok, vous avez Facebook et Instagram - et ça, vous savez, c'est Zuckerberg », indique-t-il à Bloomberg, dans une allusion à son ennemi juré, Mark Zuckerberg, PDG de Meta. Donald Trump n'a toujours pas digéré d'avoir été banni de Facebook et d'Instagram après l'attaque du Capitole, en janvier 2021. Ce soutien de l'ancien président américain intervient alors que son successeur et rival dans la course à la Maison-Blanche, Joe Biden, a promulgué une loi en avril dernier qui pourrait entraîner une interdiction de TikTok aux États-Unis, le réseau social étant considéré comme une menace pour la sécurité nationale. En pleins

débats au Congrès, Donald Trump avait déjà exprimé son désaccord face à un tel scénario. Il permettrait à Instagram et à Facebook, considérés comme des « ennemis du peuple », de doubler leur chiffre d'affaires. « Il y a beaucoup de jeunes enfants sur TikTok qui deviendraient fous sans ça », avait-il ajouté. Début juin, il a franchi un cap supplémentaire en se créant un compte TikTok et en postant sa première vidéo. Moins de 24 heures plus tard, il avait déjà plus de 2 millions d'abonnés (8,5 millions aujourd'hui). Donald Trump semble donc avoir mis de l'eau dans son vin. S'il considère que les Big Tech « sont devenus trop grands et trop puissants », il assure les respecter et se montre moins enclin à réguler à tout va. Il a d'ailleurs choisi un ancien de la Silicon Valley comme colistier.

KEREN LEWTSCHNER

Les marchés retiennent leur souffle avant les

Danièle Guinot

Après un millésime 2023 record, les géants français de l'industrie et des services anticipaient un premier semestre terne,

En début d'année, les grands groupes français avaient prévu : le premier semestre ne sera sûrement pas le meilleur de 2024. L'atonie de la croissance économique en Europe et en Chine, la fin de la hausse des prix répercutée par les entreprises et les crises géopolitiques risquaient de peser sur les chiffres d'affaires et les profits. Leurs prévisions de croissance annuelle reposaient en grande partie sur une amélioration de la conjoncture en deuxième partie d'année. On saura, dans les semaines qui viennent, si ces multinationales avaient vu juste. La saison des résultats du deuxième trimestre débute en effet ce jeudi pour les fleurons du CAC 40, avec Publicis en ouverture de bal. Elle sera examinée à la loupe par les investisseurs et les entreprises elles-mêmes, tant la conjoncture, économique et politique, est difficile à lire, et tant les enjeux sont importants.

Le premier trimestre était mitigé, ou « mou », selon les observateurs. Au cours des trois premiers mois de l'année, les revenus, ou les résultats des poids lourds tricolores, ont, dans bien des cas, stagné ou légèrement baissé. Une tendance européenne. Les bénéfices de l'ensemble des entreprises du Stoxx 600 ont chuté de 7 %. Le recul s'expliquait en grande partie par la forte baisse des résultats des groupes du secteur de l'énergie (y compris les pétroliers), après un premier trimestre 2023 exceptionnel. En dehors de ce secteur, les profits ont fondu de 1 %.

« L'an dernier, la croissance réelle des chiffres d'affaires et des résultats des entreprises a sûrement été un peu masquée par l'inflation »

Un banquier d'affaires

Reste à savoir si cette tendance s'est poursuivie entre avril et fin juin pour les grands groupes du CAC 40. « Les profits pourraient être stables, voire légèrement baisser par rapport au deuxième trimestre 2023 qui était bon », prévoit Frédéric Rosamond, responsable de la gestion actions françaises chez Amundi.

Les observateurs n'attendent pas de décrochage massif des multinationales du CAC 40, qui réalisent 78,2 % de leur chiffre d'affaires à l'étranger. Cepen-

dant, un ralentissement de la croissance des revenus au deuxième trimestre pourrait signifier que le trou d'air enregistré au troisième trimestre 2023 par de nombreux groupes indiquait un durable changement de tendance. Dans ce cas, le rebond surprise du quatrième trimestre 2023 n'aurait été qu'une exception. La croissance de l'activité des entreprises tricolores, mais aussi mondiales, aurait commencé à ralentir depuis un an. « L'an dernier, la croissance réelle des chiffres d'affaires et des résultats des entreprises a sûrement été un peu masquée par l'inflation », pointe un banquier d'affaires.

Depuis deux ans et le début de la guerre en Ukraine, les chiffres d'affaires ont souvent été dopés par les hausses de prix répercutées par les groupes, qui ont réussi à traduire la flambée des prix des matières premières et de l'énergie. Cela leur a permis de maintenir leurs chiffres d'affaires, stables en

2023 par rapport à l'année précédente (1700 milliards d'euros pour les fleurons du CAC 40). Et, surtout, cela a contribué à propulser les marges et les résultats au sommet. Or la valse des étiquettes finit par peser sur le porte-monnaie des ménages. Elle a fait baisser les volumes de vente, notamment ceux des groupes d'agroalimentaire et de distribution. En 2023, Carrefour a enregistré des « volumes négatifs dans ses principaux marchés ». Cette tendance s'est poursuivie au premier trimestre, où malgré une hausse du chiffre d'affaires mondial (+13,5 %), « les volumes des ventes sont restés sous pression ».

« La période des hausses de prix est derrière nous », souligne Thomas Złowdzki, responsable de la stratégie actions chez Oddo BHF. L'inflation reflue : en juin, elle s'élevait à 2,2 % en France et à 2,5 % dans la zone euro. Reste à savoir si les entreprises sont parvenues, au deuxième trimestre, à stabiliser leurs revenus, voire à redresser leurs volumes de ventes. Si ce n'est pas le cas, cela risque de peser sur les marges et donc leur rentabilité. »

Alors que la croissance tourne au ralenti en France et sur le Vieux Continent, les secteurs cycliques sont les plus exposés. C'est notamment le cas de l'automobile, dont de grands constructeurs comme Stellantis étaient au zénith en 2023. Or le marché est en petite forme en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Les experts s'attendent à ce que Stellantis, dont les stocks sont importants aux États-Unis, y baisse ses prix de vente. En revanche, Renault pourrait tirer son épingle du jeu, grâce au lancement récent de nouvelles gammes de voitures. Le secteur de la chimie (Solvay, Arkema...) sera également suivi de près. « Avec la baisse des prix des matières premières, leurs clients s'attendent à ce qu'ils baissent leurs prix », pointe Frédéric Rosamond.

Idem pour certains secteurs industriels, qui ont dû, en outre, composer avec la baisse du dollar face à l'euro au printemps, qui rend les poids lourds tricolores moins compétitifs. « Les stocks sont importants dans certains segments de l'industrie, car les entreprises ont souvent fait le plein en période de pénurie de composants », relève Olivier Cassé, gérant actions européennes chez Sycomore AM. Cela explique notamment les difficultés des fabricants de semi-conducteurs. La première partie de l'année aura sûrement été délicate pour eux. »

Plus que jamais, les résultats des groupes de luxe (LVMH, Hermès, Kering, L'Oréal...) seront examinés à la loupe. Cette semaine, plusieurs géants du secteur (Burberry, Swatch Group, Richemont...) ont envoyé des signaux négatifs : au deuxième trimestre, leurs ventes ont chuté d'environ 30 % en Chine, l'un des principaux marchés de ces sociétés. « Les marges des groupes



LUXE
Cette semaine, plusieurs géants du secteur ont indiqué que leurs ventes ont chuté d'environ 30 % au deuxième trimestre en Chine, l'un de leurs principaux marchés.



AUTOMOBILE
Le marché est en petite forme en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord. Renault pourrait tirer son épingle du jeu, grâce au lancement récent de nouvelles gammes de voitures.

EssilorLuxottica s'offre l'icône du streetwear Supreme pour 1,5 milliard de dollars

Amélie Ruhlmann

C'est une diversification surprise pour EssilorLuxottica. Le leader mondial des lunettes va mettre la main sur Supreme, une icône de la mode et du streetwear, connu pour ses collaborations aussi mythique qu'éphémères avec des griffes de luxe, dont Louis Vuitton et Rimowa. Le groupe franco-italien a trouvé un accord pour racheter la marque à VF Corporation (Vans, Timberland, The North Face), son propriétaire depuis 2020. La cession, convenue pour 1,5 milliard de dollars payés cash, devrait être finalisée avant la fin de 2024, sous réserve des approbations réglementaires. Pour Francesco Milleri, PDG EssilorLuxottica, la marque américaine « sera idéalement positionnée pour tirer parti de l'expertise, des compétences et de la plateforme opérationnelle » du groupe.

Les marchés financiers ont semblé moins convaincus. Le cours de l'acheteur à la Bourse de Paris a chuté de 4,45 % mercredi. EssilorLuxottica, né de la fusion entre Luxottica, le géant italien des montures, et Essilor, le champion français des verres correcteurs, possède onze marques, dont Ray Ban, Oakley ou Persol. Il a par ailleurs conclu une vingtaine d'accord de licence, avec des marques de luxe et de mode (Armani, Burberry, Dolce Gabbana, Chanel, Ferrar, Prada, Ralph Lauren et Swaro-

vski...), pour lesquelles il conçoit, fabrique et distribue des lunettes partout dans le monde. S'il avait consolidé son empire de l'optique en se diversifiant en aval dans la distribution et en amont dans la medtech, jamais le groupe ne s'était aventuré si loin de ses bases.

Si la direction se refuse à assimiler l'acquisition de Supreme à une diversification, ce pas de côté interroge. D'autant que, au même moment, EssilorLuxottica a annoncé une prise de participation de 80 % dans Heidelberg Engineering, une société allemande spécialisée dans le diagnostic précoce

de maladies oculaires, pour un montant non divulgué. Cette dernière acquisition confirme les ambitions du groupe dans la medtech. Un secteur lié à l'optique, mais bien éloigné, à première vue de l'univers du streetwear.

Lancée par l'américain James Jebbia en 1994, Supreme est restée fidèle à son modèle de produits nouveaux lancés chaque semaine dans les univers du skateboarding et demeure essentiellement portée par les jeunes de la génération Z (nés entre 1997 et 2010). Une clientèle minoritaire jusqu'ici pour les lunettes d'EssilorLuxottica. Depuis son rachat

par VF Corp, que de nombreux acteurs du luxe n'avaient pas compris, la marque semble dans une mauvaise passe. Son chiffre d'affaires est tombé à 561,5 millions de dollars en 2022 à 523,1 millions l'an passé.

« Supreme sera idéalement positionnée pour tirer parti de l'expertise, des compétences et de la plateforme opérationnelle du groupe »

Francesco Milleri
PDG d'EssilorLuxottica

Pas de quoi dissuader le géant de l'optique, qui a investi dans cette acquisition autant que dans celle des lunettes Oakley, en 2007. « C'est une somme significative, mais bien inférieure aux 2 milliards de dollars payés en 2020 par VF pour acquérir la marque », commente Vincent Barbat, associé chez Kearney en charge du luxe pour l'Europe. Cet expert estime que, à ce prix-là, EssilorLuxottica a « sauté sur l'occasion » de crainte de voir un acteur du luxe s'offrir Supreme.

La marque garde un « potentiel », selon Vincent Barbat : « Malgré les résultats décevants de ces dernières années, Supreme reste très solide. Son modèle fondé sur des collaborations de prestige avec de grandes marques de haute cou-

ture et une offre limitée est suffisamment iconoclaste pour continuer à attirer une clientèle jeune et premium. » Selon l'expert, le coup de mou de Supreme s'explique par la dynamique « cyclique » du marché de la mode. « Quand EssilorLuxottica a acquis Ray Ban en 1999, la marque était en grande difficulté. Luxottica est parvenu à travailler l'image de la griffe au point d'en faire l'atout phare de son portefeuille. »

Reste à savoir si le groupe parviendra à réitérer la prouesse dans un secteur aussi éloigné de ses activités historiques. EssilorLuxottica ne souhaite pas bouleverser l'identité de Supreme. Mais promet de solidifier son modèle commercial, notamment en ouvrant de nouveaux magasins. Supreme en compte seulement dix-sept dans le monde, aux États-Unis, en Europe et en Asie. C'est dans cette dernière région que EssilorLuxottica serait tenté d'ouvrir de nouveaux points de vente, en Chine et en Corée du Sud notamment.

EssilorLuxottica devrait, par ailleurs, profiter de sa nouvelle pépite pour dopper la créativité de ses autres marques. Une manière d'amener les fidèles de Supreme, en majorité jeunes et urbains, vers les marques historiques du groupe. Avec Supreme, le géant des lunettes pourrait disposer d'un argument fort pour renforcer ses liens avec les marques dont il est le licencié. Rien de tel que la promesse d'une « collab » avec la mythique marque de streetwear pour entretenir des bonnes relations. ■



L'une des 17 boutiques Supreme dans le monde, ici au 160, Lexington Avenue, à New York.

ALAMY/STOCK PHOTO

résultats semestriels des fleurons du CAC 40

avant un rebond sur la deuxième partie de 2024. Des observateurs craignent qu'ils soient désormais moins optimistes.

tricolores pourraient un petit peu baisser», prévient Thomas Zlowodzki.

«Les entreprises françaises avaient deux importants moteurs de croissance, la Chine et les États-Unis, or la consommation chinoise est en panne et le consommateur américain cale aussi un peu», souligne Gilles Guibout, responsable des actions européennes chez Axa IM. Dans l'empire du Milieu, au deuxième trimestre, la croissance a marqué le pas (4,7%) et les États-Unis montrent quelques signes d'essoufflement, même si le pays reste de loin le plus dynamique au niveau mondial (hausse de 1,6% du PIB au premier trimestre). L'équipementier américain Nike, par exemple, a ainsi annoncé un recul de ses ventes et revu à la baisse ses prévisions de chiffres d'affaires annuels.

Dans ce contexte, «plus que les résultats du deuxième trimestre, ce sont les discours des dirigeants sur les perspectives de la seconde partie de l'année qui seront im-

portants, explique Guillaume Laconi, gérant de fonds chez Edmond de Rothschild AM. En début d'année, leurs prévisions de croissance annuelle reposaient sur un deuxième semestre plus fort que le premier, grâce à des bases de comparaison plus favorables, la baisse des taux des banques centrales, la baisse de l'inflation et une reprise de l'économie mondiale. Or les choses ne se passent pas tout à fait comme prévu et le deuxième semestre risque d'être moins dynamique qu'attendu.»

De fait, contrairement à ce qui était anticipé, la Réserve fédérale américaine (Fed) n'a pas encore touché aux taux d'intérêt (elle devrait les baisser en septembre). Et la BCE a baissé son taux directeur de seulement 0,25% début juin. Dans la foulée, Emmanuel Macron a dissous l'Assemblée nationale et depuis le deuxième tour des élections législatives, la France est plongée dans l'inconnu. Cela inquiète les dirigeants d'entreprise : les incertitudes sur la politique écono-

mique d'un futur gouvernement introuvable leur font craindre un décrochage de l'économie française. «L'incertitude politique n'est jamais bonne et elle pourrait retarder des décisions d'investissement, avance Gilles Guibout. Elle s'ajoute à l'inconnu de la prochaine élection présidentielle américaine où une victoire de Donald Trump pourrait freiner les échanges internationaux.»

Ce nouveau contexte pourrait peser sur l'activité et inciter les dirigeants à

« Plus que les résultats du deuxième trimestre, ce sont les discours des dirigeants sur les perspectives de la seconde partie de l'année qui seront importants »

Guillaume Laconi Gérant de fonds chez Edmond de Rothschild AM

revoir leurs perspectives pour le reste de l'année. «Certaines entreprises vont maintenir leurs prévisions de croissance en attendant d'y voir plus clair alors que d'autres vont les baisser tout de suite», avance Frédéric Rosamond. Quelques groupes (Dassault Systèmes, Air France-KLM...) ont déjà très légèrement revu à la baisse leurs prévisions de croissance de revenus pour 2024. «Il faudra voir si ces changements sont liés à des entreprises particulières ou s'ils sont révélateurs d'une tendance plus générale», pointe Olivier Cassé. Quant à Valeo, il a annoncé, mardi, qu'il prévoyait de se séparer de trois usines françaises.

«Mais certains groupes indiquent, pendant la saison des résultats, qu'ils sont en mesure d'atteindre leurs objectifs annuels», anticipe Frédéric Rosamond. De fait, certains secteurs ont une bonne visibilité sur leur activité. «C'est le cas de la défense, des services aux collectivités, des services informatiques, des

équipementiers en semi-conducteurs ou des équipementiers électriques qui profitent notamment de l'essor des data centers liés à l'intelligence artificielle», précise Gilles Guibout. En tête, par exemple, Schneider Electric ou LeGrand. Les banques pourraient, elles, profiter enfin des taux d'intérêt élevés. Leurs marges, sous pression dans les activités de banque de détail depuis la hausse des taux, se sont améliorées. «Au premier trimestre, elles sont revenues à l'équilibre pour la première fois depuis deux ans», note, l'ACPR, le gendarme des banques. En parallèle, la production de crédit immobilier redemarre et les activités de marché ont sans doute été soutenues au deuxième trimestre. Reste à savoir si ces établissements seront contraints d'augmenter leurs provisions pour faire face à une hausse des impayés de crédit. Autant d'inconnues dissipées dans les semaines qui viennent. ■



BANQUE
Les banques pourraient enfin profiter des taux d'intérêt élevés. Leurs marges, sous pression dans les activités de banque de détail depuis la hausse des taux, se sont améliorées.



DISTRIBUTION
La valse des étiquettes a pesé sur le porte-monnaie des ménages. Ce qui a fait baisser les volumes de vente, notamment ceux des groupes de l'agroalimentaire et de la distribution.

Pernod Ricard met fin à son aventure australienne et néo-zélandaise dans le vin

Olivia Détryot

La vogue des vins du nouveau monde serait-elle en train de prendre fin ? C'est ce que laisse entendre l'annonce ce mercredi par le numéro deux mondial des vins et spiritueux, Pernod Ricard, de son choix de se délester de ses vins australiens, néo-zélandais et espagnols. Sur le point d'être cédés au consortium d'investisseurs Australian Wine Holdco Limited, propriétaire d'Accolade Wines, ce pôle comprend notamment les vins australiens Jacob's Creek, Orlando et St Hugo, les vins néo-zélandais Stoneleigh, Brancott Estate et Church Road, ainsi que les nectars espagnols Campo Viejo, Ysios, Tarsus et Azpilicueta. L'opération, encore soumise au feu vert des autorités de la concurrence, devrait être close dans la deuxième partie de 2025, précise le groupe.

Composé de plusieurs dizaines de marques acquises sur trois décennies, ce projet de cession ne laissera plus dans le portefeuille vin du groupe que ses nectars américains, comme le californien Kenwood, ainsi que les vins issus des bodegas argentines Etchart. Mais aussi les rosés premium de Sainte-Marguerite, dont Pernod Ricard a acquis la majorité des parts auprès de la faille Fayard en 2022, et distribués par sa filiale dédiée au champagne.

Au total, le périmètre cédé représente un volume de 10 millions de caisses

de 9 litres par an issues de trois origines. Il pèse environ 4% du chiffre d'affaires du propriétaire de Ricard, Absolut, Jameson, Ballantine's ou encore Martell, soit environ 485 millions d'euros. Selon les analystes de JPMorgan, «des sources de presse ont précédemment estimé à près de 1 milliard de dollars (900 millions d'euros, NDLR), la valorisation du pôle vin du groupe». Mais ce n'est pas le montant que recevra Pernod Ricard, le groupe conservant précieusement sa poignée de vins les mieux valorisés. Selon Jefferies, l'opération serait plus proche de 670 millions d'euros. Là aussi, un chiffre non confirmé par le géant des spiritueux mais qui serait probablement un peu inférieur, l'opération comportant également une part variable.

Tout juste trente-cinq ans après le rachat en 1989 d'Orlando Wyndham, qui a permis au groupe familial de mettre la main sur Jacob's Creek puis celui en 2005 d'une grande partie des marques de l'anglais Allied Domecq, cette vente soldée en tout cas la fin de l'aventure australienne et néo-zélandaise de Pernod Ricard dans le vin.

Cela faisait d'ailleurs déjà plusieurs années que le groupe était donné partant pour se séparer de ces activités viticoles, moins en phase avec son cœur de métier des spiritueux et champagne de prestige. Contrairement à ces derniers, dont la distribution dans des circuits très valorisés (bars, boîtes de nuit, hôtels...) dore les marges, les débouchés des vins tranquilles de ces origines sont moins rentables. Dans les coulisses du groupe familial, on explique aussi que l'offre du repreneur, au-delà d'être plus en phase avec les attentes du groupe que les précédentes marques d'intérêt, permettra à l'acquéreur de compléter son portefeuille. Et s'inscrit parfaitement dans la stratégie d'Accolade Wines centrée sur la vente de vin australien dans ce pays et en Océanie.

Malgré l'étendue de son portefeuille et des marques, Pernod Ricard n'avait d'ailleurs pas réussi à trans-

former aussi bien que souhaité ces essais dans le monde du vin. Emblème des origines du nouveau monde et parmi les caves les plus importantes d'Australie, Jacob's Creek a connu quelques déboires ces dernières années. Pris dans la spirale de la surproduction au milieu des années 2010 et voyant à l'époque sa compétitivité à l'international dégradée (comme toute la filière australienne) par des taux de change défavorables, le fer de lance de la filière viticole locale a ensuite connu des difficultés d'approvisionnement, liées à des mauvaises récoltes.

Le périmètre cédé représente un volume de 10 millions de caisses de 9 litres par an issues de trois origines. Il pèse environ 4% du chiffre d'affaires du numéro deux mondial des vins et spiritueux

Au Royaume-Uni, un de ses principaux marchés, il a aussi souffert d'effets de yo-yo sur la consommation. Plus globalement, les perspectives de marché sur les vins d'entrée et de moyenne gammes se sont nettement assombries ces dernières années dans les économies développées. Notamment sur les vins rouges, avec une tendance structurelle à la déconsommation, et à une aspiration des consommateurs à consommer «moins d'alcool, mais mieux», à

laquelle peinent à répondre des vins au prix d'entrée autour de 5 à 8 euros.

Les performances récentes de Pernod Ricard dans ce domaine ne cachaient d'ailleurs pas ces difficultés. Après un recul de 2% des ventes en valeur en 2022-2023, le chiffre d'affaires de la division a encore cédé 10% sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours. Selon les analystes d'Oddo, la croissance moyenne de ce pôle vins n'avait pas dépassé 1% sur la décennie 2010, contre 4% pour l'ensemble du groupe.

Dans ce contexte, le groupe compte bien accentuer ses investissements et son développement sur les spiritueux et les vins de prestige. Comme à Sainte-Marguerite où il vient avec la famille Fayard d'annoncer l'acquisition prochaine du domaine des Terres de Ravel. Ce projet devrait doubler sa capacité de production en portant le domaine à plus de 500 hectares de vigne.

Dans un marché mondial du vin bouleversé, d'autres acteurs ont eux aussi adopté une stratégie offensive sur la couleur rosée, qui tire désormais la dynamique. Ainsi de LVMH, avec le rachat de Minuty en 2023. Mais le groupe garde également un pied assuré dans d'autres origines. Le leader mondial du luxe est ainsi présent en Australie, avec ses vins effervescents Chandon, et en Nouvelle-Zélande, avec deux domaines produisant son Cloudy Bay, même si ceux-ci sont moins stratégiques que ses champagnes ou châteaux français d'ultraluxe (Cheval Blanc, Château d'Yquem...). ■



Pernod Ricard cède notamment l'australien Jacob's Creek au fonds d'investissement Australian Wine Holdco Limited (AWL).
ALAMY STOCK PHOTO

Impôts, budget, gestion des entreprises : comment Bercy gère les affaires courantes

Julie Ruiz Perez, Manon Malhière, Ivan Letessier et Anne de Guigné

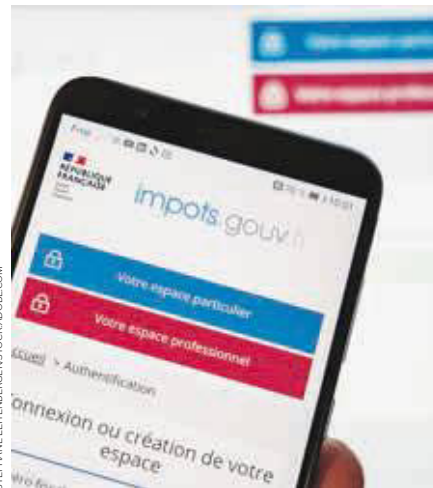
En attendant le prochain gouvernement, les ministres doivent continuer tant bien que mal à superviser la vie quotidienne de leurs administrations.



FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



STEPHANE LETENGER/ISTOCK/ADORE.COM



JEAN-MARC BARRERE/HANS LUCAS VIA ATP

Les projets de cession de l'activité grand public de Sanofi (Doliprane) et de la branche médicaments génériques de Servier n'ont quasiment pas été ralentis par la dissolution. La Direction générale des finances publiques travaille sur les paiements et les remboursements des contribuables au titre de l'impôt sur le revenu qui interviennent fin juillet.

Le jeudi de la troisième semaine de septembre, le ministre des Finances présente le budget de l'État pour l'année à venir au Parlement. Pour respecter cette échéance, les équipes du ministère s'attellent au projet de loi dès les printemps. Mi-juillet, les sujets techniques sont déminés. Demeurent en général les grands arbitrages politiques et le petit théâtre des bras de fer entre ministères qui sera in fine arbitré par Matignon. Las, cette année, la belle mécanique est envasée. Alors que le président a accepté mardi la démission du gouvernement, les ministres de Bercy, comme tout le gouvernement, demeurent en poste pour gérer simplement les « affaires courantes » c'est-à-dire qu'ils ne peuvent prendre de décision politique. Une note du secrétaire général du gouvernement (SGG) transmise à tous les ministères détaille les « marges de manœuvre non négligeables » dont le gouvernement démissionnaire dispose en ce temps suspendu. En substance, hors situation d'urgence, les ministres doivent prendre « les mesures traduisant l'application de principes posés antérieurement à la cessation des fonctions, à l'inverse des actes traduisant un pouvoir d'initiative politique ».

Dans ce contexte brouilleux, les équipes de la Direction du budget ont planché sur différentes options prêtes à l'emploi de loi de finances, qui seraient adaptées à chaque sensibilité politique.

Leur scénario central respecte les engagements du programme de stabilité envoyé il y a quelques semaines par Paris à Bruxelles, c'est-à-dire un déficit de 4,1% en 2025. Plusieurs voies - réalisation d'économies et/ou la hausse des recettes - pour atteindre cet objectif ont été explorées. Des hypothèses aboutissant à un déficit qui serait davantage dégradé ont aussi été regardées. « L'idée, c'est que le prochain ministre puisse décider très rapidement quand il arrive. Nous sommes déjà en retard sur le calendrier budgétaire », avance une source au sein du ministère. Pour encourager les troupes dans cet exercice difficile, la Direction du budget a reçu une visite de Bruno Le Maire, la semaine dernière.

Lundi, le ministre s'est encore rendu à Bruxelles au conseil économique et financier, qui a acté le lancement d'une procédure pour déficit excessif envers la France. L'occasion d'expliquer à la Commission que la France ne lui enverra sans doute pas, comme il le faudrait, dès septembre son plan de redressement de comptes... Bruno Le Maire fera en revanche l'impasse sur la réunion du G20 au Brésil la semaine prochaine, une délégation du Trésor représentant le pays. Les hauts fonctionnaires pourront discuter avec leurs homologues internationaux des sujets déjà engagés mais ils ne sauraient prendre seuls de décision structurante pour le pays. Au-delà du Budget, tous les « gros dossiers », comme la réforme de simplification,

ont été gelés dans l'attente d'une nouvelle tête politique. C'est aussi le cas, côté industrie, du décret fixant la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), sujet inflammable s'il en est.

Pendant la période, les équipes du ministère tentent au mieux de répondre aux demandes des entreprises. Lancés il

« L'idée, c'est que le prochain ministre puisse décider très rapidement quand il arrive. Nous sommes déjà en retard sur le calendrier budgétaire »

Une source à Bercy

et à plusieurs mois, les projets de cession de l'activité grand public de Sanofi (Doliprane) et de la branche médicaments génériques de Servier n'ont ainsi quasiment pas été ralentis par la dissolution. Les deux acteurs français de la pharmacie négocient déjà avec des acheteurs potentiels, pour la plupart des fonds d'investissement anglo-saxons et des industriels étrangers, qui viennent tout juste de remettre leurs offres indicatives. Avant de signer avec le futur propriétaire, les deux laboratoires devront avoir obtenu un quitus du ministre de l'Économie, l'industrie pharmaceutique entrant dans le champ d'application du décret sur les investissements étrangers en France (IEF). Un projet de

cession s'agissant bien d'une affaire courante, il faudra que le titulaire du poste ministériel décide, quand bien même il serait démissionnaire. « Nous n'hésiterons pas à enclencher la procédure IEF (qui protège les entreprises nationales stratégiques des investisseurs étrangers) », assure-t-on au cabinet de Roland Lescure.

La situation politique pourrait compliquer la validation d'un deal. « L'acceptation de la vente à un fonds étranger étant susceptible d'un recours des syndicats devant le Conseil d'État, les équipes du ministre de l'Économie voudront se couvrir avant l'arrivée du futur gouvernement, craint un banquier d'affaires. Ils pourraient se montrer plus exigeants avant de donner leur accord. Mais ce sera une folie d'empêcher un projet d'investissement sur une simple peur ».

Au-delà de ces cas sensibles, au ministère de l'Économie, « la vie continue ». La Direction générale des finances publiques travaille sur les paiements et les remboursements des contribuables au titre de l'impôt sur le revenu qui interviennent fin juillet. La direction générale de l'économie poursuit sa mission d'appui aux entreprises. Les dernières déclinaisons de la loi industrie verte étant tombées juste avant le 7 juillet, les équipes planchent sur la nouvelle stratégie de capture bas carbone ou les appels d'offres pour les projets d'intérêt majeur. Le comité interministériel de restructuration industrielle (Ciri) chargé de trouver des

voies de conciliation pour éviter aux grandes entreprises de mettre la clé sous la porte, ne manque pas non plus d'occupation. L'Agence France Trésor, en charge des levées de dette, suit de son côté fidèlement le programme d'adjudication fixé en début d'année. Dans le contexte d'instabilité politique actuel, chaque rendez-vous avec les investisseurs étant surveillé de très près.

La période ne bouleverse pas non plus le travail opérationnel de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) qui poursuit ses enquêtes auprès des entreprises pour traquer les fraudes en tout genre notamment sur l'origine des produits et qui peut infliger des sanctions. « La DGCCRF continue à proposer au ministre de l'Économie des actes réglementaires comme des suites individuelles à l'issue de ses contrôles dont le traitement ne revêt pas de signification politique mais relève des missions qui lui sont confiées pour assurer l'ordre public économique », précise la répression des fraudes. Par exemple, si une enquête a été ouverte contre une entreprise soupçonnée de ne pas respecter les règles tarifaires commerciales, le ministre pourra l'assigner en son nom devant le tribunal de commerce conformément à la procédure en vigueur. Même si la continuité de l'État est ainsi assurée, le sentiment est unanime à Bercy. Cette situation ne saurait durer, au risque de pénaliser l'économie durablement. ■

Ces cadres qui préfèrent les PME aux grands groupes

Louise Darbon

39% des cadres ayant quitté une grande entreprise en 2021 ont fini par rejoindre une TPE ou une PME

Petite entreprise ou grand groupe ? Entre les deux, le cœur des salariés balance - notamment au moment de changer d'entreprise. Car les cadres français ont la bougeotte. Ils sont même « les champions européens de la mobilité d'une entreprise à une autre », selon le directeur des études de l'Association pour l'emploi des cadres (Apec), Pierre Lamblin. Le phénomène est d'autant plus marqué que le marché du travail est dynamique, avec un taux de chômage encore faible et d'importantes tensions de recrutement. Ainsi, dès lors que leur entreprise ne comble plus leurs attentes, ils n'hésitent pas à rendre leur tablier pour aller travailler ailleurs.

À l'heure du choix, les mobilités entre entreprises de taille différente sont

nombreuses, le passage de grandes structures vers les TPE ou PME est aujourd'hui davantage choisi que le chemin inverse. Parmi les cadres qui ont quitté une grande entreprise ou une entreprise de taille intermédiaire (de 250 à 5000 salariés), 39% sont partis dans une TPE ou une PME en 2021. Et ils sont 28% parmi les cadres à avoir quitté une TPE-PME pour se tourner vers des grands groupes, indique ainsi une étude publiée ce jeudi par l'Apec.

« L'attraction des cadres pour les petites entreprises n'est pas nouvelle et s'accroît même un peu, notamment chez les jeunes », souligne Benoît Serre, le président de l'Association nationale des DRH (ANDRH). En cause ? « Un facteur humain inhérent à la taille de l'entreprise », avan-

ce Pierre Lamblin de l'Apec pour qui « les cadres ont l'impression qu'ils trouveront plus de sens dans leur travail que dans une grande entreprise ». « Travailler dans une grande entreprise peut donner le sentiment de ne pas être reconnu en tant qu'individu, de ne pas être proche de la réalité, du concret, avec des processus plus longs, complexes et rigides », renchérit Benoît Serre. « C'est une entreprise avec beaucoup de lourdeur, beaucoup de temps pour prendre des décisions, beaucoup de personnes qui s'immiscent dans les choix techniques et stratégiques, et donc c'est une entreprise qui n'avance pas vite », confirme un ingénieur passé d'une grande à une petite entreprise, interrogé par l'Apec.

À l'inverse, les petites entreprises, avec leur chaîne hiérarchique plus cour-

te, « donnent le sentiment d'entrer plus vite dans l'action », avance le président de l'ANDRH. 42% des cadres interrogés plébiscitent ainsi une meilleure compréhension de la stratégie de l'entreprise dans les entreprises de moins de 250 salariés. Et 44% jugent qu'elles offrent davantage de polyvalence dans les missions.

Mais si le tableau paraît certes idyllique, « l'un des points noirs d'une entreprise de moins de 50 salariés ? Si vous vous absentez, on vous fait vite comprendre que vous êtes indispensable. Si vous voulez prendre des congés à certaines périodes, on vous dit que cela n'est pas vraiment possible », témoigne auprès de l'Apec un cadre commercial ayant quitté une PME pour une grande entreprise. Car si les

PME offrent proximité et souplesse, les grandes ont aussi leurs avantages. Davantage de congés, de télétravail, CSE qui offre des chèques-vacances ou organisation des voyages, primes de partage de la valeur...

Ainsi, 53% des cadres reconnaissent que rémunérations et conditions matérielles de travail y sont plus avantageuses. Ils sont également 49% à estimer que les perspectives d'évolution professionnelle sont meilleures dans un grand groupe. « Mais face à la baisse d'attractivité des grands groupes, ces derniers ont conscience que cela ne suffit plus, et essaient de simplifier leur organisation, de créer des petites communautés et de fonctionner par projet, pour que les gens se retrouvent », conclut Benoît Serre. ■



L'OPA sur le groupe coté à la Bourse de Milan serait lancée par une contreprise détenue à 51% par Fnac Darty et à 49% par un véhicule d'investissement contrôlé par Daniel Kretinsky (ici à Paris, le 27 avril 2023). R. KHAN/HABACA

Kretinsky incite Fnac Darty à lancer une OPA sur un groupe contrôlé par Niel

Manon Malhère et Valérie Segond Madrid

Premier actionnaire du distributeur français, le milliardaire tchèque veut mettre la main sur l'enseigne italienne d'électronique UniEuro.

Un an tout juste après avoir gagné son bras de fer contre Xavier Niel pour la prise de contrôle de Casino, Daniel Kretinsky prépare une nouvelle offensive impliquant son rival malheureux. L'an passé, le fondateur de Free (Iliad), associé au banquier d'affaires Matthieu Pigasse et à l'entrepreneur Moez-Alexandre Zouari, avait multiplié pendant des mois les tentatives pour s'emparer du distributeur stéphanois, au bord de la faillite. Mais le milliardaire tchèque, prêt à miser plus de fonds dans cette opération risquée, avait fini par avoir les faveurs des principaux créanciers de Casino et de son PDG de l'époque, Jean-Charles Nouari.

C'est toujours dans le secteur de la distribution que les deux milliardaires vont se retrouver face à face, mais de l'autre côté des Alpes. Toutefois, le dossier est de nature différente, et il n'impliquera pas forcément une confrontation si violente. C'est Daniel Kretinsky qui a dégainé le premier. Premier actionnaire (à 29,9 %) de Fnac Darty, il a incité le groupe dirigé par Enrique Martinez à préparer une OPA sur UniEuro, le distributeur italien de produits électroniques, dont le premier actionnaire (à 12,2 %) n'est autre qu'Iliad, l'empire des télécoms contrôlé par Xavier Niel. L'OPA sur le groupe coté à la Bourse de Milan serait lancée par une contreprise détenue à 51 % par Fnac Darty et à 49 % par un véhicule d'investissement contrôlé par Daniel Kretinsky, Ruby Equity.

Si l'opération aboutit, ce serait un retour en force pour la Fnac, qui a quitté l'Italie en 2012. Avec 523 magasins, UniEuro est le leader du marché italien, avec 18 % du marché. L'enseigne est particulièrement présente dans les centres commerciaux et centres-villes du nord et du centre de l'Italie. Lancée dans les années 1930 par Vittorio Silvestrini, la chaîne de magasins d'électroménager a connu un fort développement après son rachat par le fonds

de private equity Rhône Capital, en 2005. Ce n'est plus une entreprise familiale, le clan Silvestrini n'en ayant plus que 6,2 %.

Le rachat d'UniEuro à l'anglais Dixon en 2013 lui fait franchir une étape, avec une centaine de magasins. Son entrée en Bourse en 2017 lui a permis d'enchaîner les acquisitions de petites chaînes locales et de devenir leader en 2019. Mais sa campagne de rachat a connu des ratés, comme celui du site d'e-commerce Monclerk, en 2017, qu'elle n'a jamais intégré aux ventes en ligne d'UniEuro. Elle a dû le fermer à la fin 2023. En 2020, la sortie complète de Rhône Capital élargit son flottant à 80 % de son capital, la rendant opéable. L'affaire était donc formatée pour être la cible d'une opération de consolidation.

« Cette offre fait sens et devrait être acceptée »

La chaîne UniEuro, qui a vu son chiffre d'affaires monter jusqu'à 2,9 milliards d'euros sur son exercice annuel clos fin février 2022, souffre depuis deux ans de la forte contraction post-Covid du marché de l'électronique grand public et d'électroménager. Sur son dernier exercice 2023-2024, ses ventes sont même tombées à 2,6 milliards, et ont continué à chuter de 7 % au premier trimestre de l'exercice 2024-2025. Sa stratégie multicanal ne lui a pas permis de résister à la crise d'un secteur qui subit la forte concurrence d'Amazon et des plateformes de vente asiatiques, comme le montre l'importante baisse de ses ventes en ligne. Dans ce contexte difficile, le groupe italien a néanmoins réussi à maintenir sa faible rentabilité par la réduction continue de ses coûts opérationnels et du nombre de références. Pour contrer la tendance du marché, UniEuro s'est aussi développé dans les services à valeur ajoutée, de la livraison et de l'installation d'équipements aux services financiers, en passant par les services de réparation ou de conseil. Et a acquis à la fin 2023 la petite (60 millions de

chiffre d'affaires) mais profitable société Covercare.

Si l'offre d'achat de Fnac Darty ne semble pas avoir été lancée avec l'accord d'UniEuro, dont le conseil d'administration se prononcera après avoir reçu les éléments précis de l'offre : « Cette offre fait sens et devrait être acceptée », commentait mercredi Andrea Bonfa, analyste de Banca Akros. Elle répond à la stratégie du groupe italien qui, récemment encore, faisait part aux investisseurs étrangers de sa volonté de participer à de nouvelles opérations

de consolidation. Le patron de Fnac Darty, Enrique Martinez, insiste sur « les ambitions stratégiques communes axées sur l'omnicanalité et le développement des services à domicile ». Et promet « le partage des expertises » entre les deux enseignes. Avec l'acquisition d'UniEuro, Enrique Martinez espère porter le groupe Fnac Darty à 10 milliards d'euros de chiffre d'affaires et réaliser 20 millions d'euros de synergies, essentiellement sur les achats.

L'offre de Daniel Kretinsky, au prix de 9 euros cash par action UniEuro aux-

quels s'ajoute 0,1 action Fnac, valorise l'enseigne italienne à 12 euros par action. Cela représente une prime de 42 % sur le dernier cours, et de 34 % sur la moyenne des trois derniers mois. Mieux, elle est très au-dessus du prix objectif (10 euros) établi par les analystes qui suivent la valeur. Toutefois, c'est très loin de la valeur de l'action UniEuro d'il y a trois ans, soit 30 euros. De quoi inciter Xavier Niel à tenter de faire grimper les enchères ? Un nouveau combat avec Daniel Kretinsky alimenterait les gazettes des deux côtés des Alpes. ■

CMA CGM fait confiance à l'IA de Google pour être plus efficace

Jean-Yves Guérin

L'armateur français a signé un partenariat avec le géant de Mountain View pour optimiser l'utilisation de sa flotte et de ses entrepôts grâce à des outils de calcul hyperpuissants.

Est-ce que CMA CGM mettrait de l'intelligence artificielle (IA) dans ses porte-conteneurs, ses entrepôts et même ses médias (BFMTV, RMC, La Tribune...) ? Pour accélérer dans ce domaine, le troisième plus gros transporteur maritime mondial vient de signer un partenariat pour cinq ans avec Google. Car, si le géant californien est d'abord connu pour son moteur de recherche et sa plateforme de vidéos YouTube, il fait aussi partie avec Microsoft et Amazon des principaux acteurs du cloud et de l'IA, deux domaines corrélés qui permettent de stocker les données et de les traiter. L'année dernière, son activité cloud a généré 33,1 milliards de dollars de ven-

tes sur un chiffre d'affaires total de 307 milliards de dollars.

Dans le transport maritime, qui a encore représenté plus de 66 % de ses revenus au premier trimestre, CMA CGM sait déjà à quel point l'IA et sa capacité à brasser une foule de données en temps réel peuvent lui servir. « En indiquant les routes empruntées par tous nos navires, leur taux de remplissage, les prix du marché, la consommation de CO₂ et le niveau de service voulu, l'intelligence artificielle devrait nous permettre de savoir s'il faut déplacer certains de nos plus de 660 bateaux pour optimiser l'utilisation de notre flotte », explique-t-on au sein du groupe marseillais. « Avec nos outils, nous pensons que nous pourrions aider CMA CGM à transporter 10 % de conteneurs en plus avec 10 % de navires en moins », renchérit Sébastien Missoffe, directeur général de Google France.

Ajuster les effectifs

Pour y parvenir, le transporteur maritime va notamment demander au roi du high-tech de plancher sur la façon la plus efficace de charger ses conteneurs. Un véritable enjeu quand un navire peut en transporter 20 000. L'objectif ? Réduire le nombre de manipulations de ces conteneurs (80 000 par trajet sur un gros navire) qui coûtent du temps et beaucoup d'argent (grues utilisées, personnel mobilisé). « Jusqu'ici, nos experts arrivaient à classer les conteneurs par zone sur le navire, en fonction de leur destination. Avec l'IA, on devrait pouvoir trouver l'emplacement le mieux adapté pour chaque conteneur », souligne-t-on chez le transporteur maritime.

Enfin, CMA CGM compte sur Google et ses outils de calcul très puissants pour élaborer des prévisions encore plus fiables sur la demande de transport maritime dans les un à deux mois à venir. En effet, avec l'IA, on pourra intégrer des signaux faibles qui ont conduit dans le passé à un ralentissement du marché ou au contraire à son redécollage. Pour déterminer la meilleure affectation des plus de 660 navires de CMA CGM, ce sont des dizaines de collaborateurs de chaque côté qui seront

mobilisés. « Pour ce qui nous concerne, ce sont principalement les 300 ingénieurs du centre de recherche sur l'IA à Paris ouvert en février qui seront affectés à ces projets », précise Sébastien Missoffe. CMA CGM compte bien utiliser l'IA aussi pour optimiser ses activités logistiques qui se sont énormément développées (30,3 % du chiffre d'affaires du groupe au premier trimestre) grâce à une politique de croissance externe très dynamique (acquisition de Gefco, de Bolloré Logistics...).

Par exemple, les ingénieurs de Google vont plancher sur les prévisions d'activité dans les entrepôts de l'armateur pour ajuster les effectifs à déployer. Une question cruciale dans cette industrie de main-d'œuvre où les coûts de personnel pèsent lourd. « Nous commençons avec deux ou trois entrepôts spécialisés dans l'e-commerce car c'est le secteur où l'activité est le plus cyclique », décrypte-t-on chez le transporteur maritime. L'IA sera aussi bien utile pour automatiser la gestion de la papeterie dans les entrepôts. Troisième volet, CMA CGM veut s'appuyer sur Google pour améliorer la maintenance prédictive des équipements (convoyeurs, transpalettes...) des entrepôts. En clair, en comparant les pannes classiques survenues sur un grand nombre de matériels similaires utilisés par le groupe tricolore, il sera possible de prévoir à quel moment remplacer telle ou telle pièce avant qu'elle ne lâche.

Enfin, dans les rédactions du groupe, l'IA facilitera la vie des journalistes, par exemple, en sortant les trois points essentiels d'une interview faite en visioconférence. Reste un élément sur lequel Google et CMA CGM préfèrent garder le silence : combien le groupe tricolore va-t-il verser au géant de Mountain View pour qu'il héberge et mouline ses données. Une chose est sûre, l'armateur tricolore n'est pas le seul à parier sur l'IA dans son métier : le numéro deux mondial, le danois Maersk, l'utilise pour déterminer les routes les plus courtes pour ses navires et optimiser leur déchargement une fois arrivés au port. ■

LA SÉANCE DU MERCREDI 17 JUILLET

LE CAC									
	JOUEUR	VAR	HAUT KOUR	BAS KOUR	SCAPEN	SI/2	JOUEUR	VAR	HAUT KOUR
ACCOR	38,63	-128	39,11	38,49	0,148	-11,65	LMVH	690,2	-0,27
AIR LIQUIDE	164,72	+124	165,9	162,3	0,1	-6,47	MICHELIN	34,76	-0,69
AIRBUS	132,08	-0,69	133,44	131,32	0,158	-5,51	ORANGE	40,72	10,07
ARCELORMITTAL SA	21,29	-0,8	21,43	21,07	0,263	-17,08	PERNOD RICARD	127	+144
AXA	31,98	-0,06	32,14	31,71	0,094	-8,44	PUBLICIS GROUPE SA	97,2	-152
BNP PARIBAS ACTA	63,03	-0,74	63,37	62,22	0,165	-0,7	RENAULT	49,74	-0,52
BOUYGUES	32,3	-0,22	32,49	32,15	0,137	-5,33	SAFRAN	202,6	-0,1
CAPGEMINI	189,85	-445	194,8	191,35	0,167	-2,46	SANT GOBAIN	78,6	-103
CARREFOUR	14,45	-191	14,475	14,09	0,247	-12,98	SANOFI	92,02	-0,11
CREDIT AGRICOLE	13,72	-0,18	13,795	13,655	0,103	-6,75	SCHNEIDER ELECTRIC	227,9	-168
DANONE	58,76	-0,62	58,9	58,22	0,175	-0,14	SOCIETE GENERALE	23,63	-118
DASSAULT SYSTEMES	34,21	-0,35	34,28	33,86	0,096	-22,66	STELLANIS NV	18,668	-0,91
EDENRED	40,74	-0,92	40,89	40,19	0,155	-24,75	STMICROELECTRONICS	38,465	-0,56
ENGIE	13,975	-0,36	14,04	13,84	0,185	-12,21	TELEPERFORMANCE	103,9	-7,52
ESSILORLUXOTTICA	189,85	-445	194,8	188,25	0,15	+4,54	THALES	150,9	-111
EUROPINS SCIENT.	48,3	+153	48,86	47,44	0,176	-8,11	TOTALENERGIES	62,83	-0,85
HERMES INTL	206,5	0	209,4	204,8	0,054	+7,62	UNIBAL-RODAMCO-WE	76,14	-0,63
KERING	334,05	-48,87	335,55	330,45	0,173	-21,29	VEOLIA ENVIRONN	28,6	-0,39
L'OREAL	403,55	-48,89	405,5	400	0,05	-10,45	VINCI	105,45	+0,14
LEGRAND	94,24	-189	97,24	94,04	0,21	+0,15	VIVENDI SE	10,99	-0,27

LES DEVISES			1 EURO=			L'OR			VEILLE		
	MONNAIE								31/12		
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN		1,6222	AUD		Lingot 100g	72,405,36	+20,44%			
CANADA	DOLLAR CANADIEN		1,4949	CAD		Lingot 50g	36,227,76	+20,36%			
GBR BRETAGNE	LIVRE STERLING		0,8392	GBP		Lingot 100g	73,425,6	+20,32%			
HONG-KONG	DOLLAR DE HONG-KONG		8,5368	HKD		Lingot 2,5g	191,74	+19,2%			
JAPON	YEN		171,21	JPY		20F NAPONLEON	451,79E	+20,45%			
SUISSE	FRANC SUISSE		0,9693	CHF		20F SUISSE	448,75E	+20,45%			
ETATS-UNIS	DOLLAR		1,0934	USD		SOUVERAIN	564,68E	+20,45%			
TUNISIE	DINAR TUNISIEN		3,386	TND		KRUGGERAND	2,408,43E	+20,45%			
MAROC	DHIRAM		11,103	MAD		50 PESOS	2,877,02E	+20,45%			
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE		36,3699	TRY		10 DOLLARS	1,176,39E	+20,45%			
EGYPTE	LIVRE EGYPTEENNE		51,75	EGP		20 DOLLARS	2,353,78E	+20,45%			
CHINE	YUAN		7,9372	CNY							
INDE	ROUPIE		91,3642	INR							
ALGERIE	DINAR ALGERIEN		145,35	DZD							

Caroline Sallé

La série culte, l'une des fictions françaises les plus exportées, fait l'objet d'un remake américain et d'un spin-off. Son producteur, Alex Berger, va ouvrir le capital de sa société, The Originals Productions.

Elle avait été considérée par le *New York Times* comme la série d'espionnage «probablement la plus intelligente et crédible au monde». Le Bureau des légendes, l'une des fictions françaises les plus exportées, s'appête à reprendre vie de l'autre côté de l'Atlantique. La production de *The Agency*, son remake américain, vient de démarrer à Londres. Avec Michael Fassbender, nommé deux fois aux Oscars, dans le rôle masculin principal, et George Clooney parmi les producteurs exécutifs.

La série, commandée par Paramount, dispose d'un budget conséquent, « quatre fois supérieur à celui de la dernière saison du Bureau des légendes », qui était de 22 millions d'euros à l'époque, confie Alex Berger. À la tête de The Originals Productions (Top), il est le coproducteur, avec Fédération Studios, du très populaire thriller d'espionnage créé par Éric Rochant. Une franchise développée il y a une dizaine d'années et toujours aussi bankable, preuve en est avec la vente des droits pour le remake américain. « Depuis sa création, indique Alex Berger, Le Bureau des légendes a déjà généré 120 millions d'euros de revenus. »

Et davantage demain. Les droits de la série française continuent à être commercialisés dans le monde entier. « Nous travaillons à une suite du Bureau des légendes, qui va s'appeler Le Bureau Afrique. Nous sommes en discussion pour d'autres remakes à l'international. Nous avons aussi des projets de livres, comme Les Mouettes, tiré de l'univers de la série, qui paraîtra fin août, après L'Atlas du renseignement, dont nous sommes coéditeurs. »

Le 20 septembre, The Originals Productions fera de nouveau l'actualité avec le lancement très attendu de *La Maison* sur AppleTV+. « Cette série porte un regard sur la mode, au travers du



Raymond Sisteron, Sylvain Ellenstein et Mathieu Amalric dans *Le Bureau des légendes*.

120 millions d'euros : les revenus records du « Bureau des légendes »

prisme de deux familles rivales françaises aujourd'hui », raconte Alex Berger. Un *Dallas* dans l'univers impitoyable de la haute couture, avec ses jeux d'influence et de pouvoir, ses scandales, porté à l'écran par Lambert Wilson, Amira Casar, Carole Bouquet...

Industrialisation du processus créatif

Avec cette fiction, il espère reproduire le succès du Bureau des légendes et créer une nouvelle franchise locale capable de séduire une audience internationale. « L'environnement du luxe et de la mode intéresse le monde entier », souligne-t-il. Si l'univers de *La Maison* est bien éloigné de celui du Bureau des légendes et du quotidien des espions de la DGSE, il emprunte la même rigueur s'agissant du réalisme. Le producteur a d'ores et déjà commencé, en avril, à travailler sur l'écriture de la saison ». Avant même la diffusion d'une première saison... D'origine américaine, Alex Berger est

un maître des horloges qui a toujours eu le regard fixé du côté de Hollywood, où les cadences de production sont plus rapides. « Dès la création du Bureau des légendes, nous avons eu cette obsession de pouvoir livrer une saison par an, quand la cadence était plus proche de 6 à 10 épisodes tous les 24 à 36 mois. Créer un engagement émotionnel chez les téléspectateurs implique de ne pas trop espacer les saisons. En outre, pour devenir un compétiteur mondial, il fallait adapter nos process de travail. » Celui qui fut jadis le créateur avec Antoine de Caunes de l'émission « Rapido » et un ex-associé d'Alain Chabat a longtemps milité pour que l'écosystème français de la production s'industrialise.

La méthode de ce producteur indépendant repose sur la mise en place d'une « writing room ». En clair, une dizaine de scénaristes autour d'un showrunner, « ce qui permet d'avoir plein de cerveaux pour aller plus vite et travailler mieux », explique Alex Berger.

C'est cette industrialisation du processus créatif qui permet d'alimenter régulièrement les diffuseurs. La stratégie de The Originals Productions repose aussi sur la création puis la gestion d'une « marque », de bout en bout. La société intègre ainsi une maison d'édition. Elle dispose également d'une filiale dédiée à la production musicale. C'est elle qui a produit la musique du Bureau des légendes, par exemple.

Au-delà de *La Maison*, qui arrive sur AppleTV+, le producteur travaille actuellement sur une dizaine de séries. Parmi celles-ci, *Eldorado* reviendra sur l'affaire des avions renifleurs, l'un des plus gros scandales politico-financiers des années 1970, qui devrait arriver sur une chaîne française début 2025. *Hormones*, qui est en cours d'écriture, s'intéresse de son côté à l'invention en 1936 de la pilule contraceptive. Il prévoit également d'adapter la saga *Les Dames de guerre*, de l'écrivain Laurent Guillaume. Autre projet, *Bienvenue en*

Cyberie, une série consacrée aux guerres en ligne et à la cybersécurité.

En 2022, Alex Berger a racheté les parts dans Top d'Éric Rochant, qui voulait se consacrer à d'autres projets. Depuis, il détient 100 % du capital. « Nous avons mandaté un banquier d'affaires pour ouvrir le capital. Cela fait quinze ans que je suis sollicité. Aujourd'hui, nous avons un actif bien réel et qui est là pour longtemps. Les financiers peuvent en constater la valeur et voir qu'il y a des opportunités de croissance. »

Le contexte, explique-t-il, est porteur. « La production audiovisuelle est une valeur refuge. Quand l'économie va mal, les gens ont tendance à se divertir sans trop dépenser. » Voyager pour s'évader coûte cher, comparé à des programmes que l'on visionne gratuitement à la télévision ou même à un abonnement d'une dizaine d'euros à une plateforme de streaming. Pour Alex Berger, « la fiction est un produit de première nécessité ». ■

Le géant européen ASML pris en étau dans le conflit USA-Chine

Ingrid Vergara

De nouvelles restrictions d'exportations menacent le seul fournisseur européen de machines à fabriquer les puces.

La pression se fait encore un peu plus forte sur le géant technologique européen ASML. Si son nom n'est pas encore aussi connu du grand public que Nvidia, ce fleuron technologique néerlandais occupe une place aussi stratégique dans la chaîne de valeur des semi-conducteurs à l'ère du boom de l'intelligence artificielle. ASML fabrique en effet les machines ultra-sophisticées utilisant la lumière pour graver sur silicium des puces avancées pour l'industrie. Sur certains processus d'une très grande complexité technologique, son savoir-faire est même unique au monde.

Cette position éminemment stratégique a fait exploser sa valeur. Son action a dépassé les 1 000 euros pour la première fois au début du mois de juillet, lui permettant d'accéder brièvement au statut d'entreprise européenne la plus valorisée en Bourse (près de 350 milliards d'euros), devant le géant du luxe LVMH.

Cette position stratégique lui vaut aussi de se retrouver coincée dans un conflit technologique dont elle se passerait volontiers, qui monte crescendo

entre les États-Unis et la Chine. Mardi soir, l'Administration américaine a laissé entendre qu'elle envisageait d'imposer de nouvelles restrictions commerciales vers la Chine aux acteurs du secteur des semi-conducteurs. Selon Bloomberg, les États-Unis examinent la possibilité d'imposer une mesure appelée « règle sur les produits étrangers directs » (Foreign Direct Product Rule), l'une des plus sévères à disposition dans son arsenal de sanctions commerciales.

Depuis 2019, les États-Unis tentent d'empêcher au maximum les acteurs chinois d'accéder aux composants et à l'outillage nécessaires à leurs développements en matière d'intelligence artificielle. Sous la pression américaine, le gouvernement néerlandais a déjà interdit à ASML d'exporter certaines de ses machines permettant la fabrication de puces de pointe vers la Chine. Puis il lui a été imposé de ne plus assurer la maintenance de certains produits qu'elle avait vendus à ce pays.

De nouvelles restrictions signifieraient donc pour ASML un nouveau coup de frein à l'exportation vers le marché chinois qui reste l'un de ses

principaux débouchés. Cette menace a d'ailleurs presque éclipsé les résultats trimestriels présentés mercredi par la société, les premiers sous l'ère du nouveau PDG, Christophe Fouquet, qui a pris les rênes en avril.

« Certaines usines de fabrication sont plus limitées que d'autres, mais en général, nous pouvons encore fonctionner »

Christophe Fouquet
PDG d'ASML

Dans ce contexte géopolitique très compliqué, le groupe a dégagé un chiffre d'affaires de 6,2 milliards d'euros pour un bénéfice net de 1,6 milliard d'euros. Toutefois, l'entreprise a annoncé 5,6 milliards d'euros de commandes entre avril et juin, après un premier trimestre plus difficile, un critère extrêmement scruté dans cette industrie. Sur ce chiffre, 2,5 milliards d'euros concernent la fourniture de ses machines EUV, les plus avancées de sa gamme, qui utili-

sent le rayonnement ultraviolet extrême. ASML profite de la très forte demande pour ces machines permettant de fabriquer les puces plus petites et plus puissantes nécessaires aux développements des systèmes d'intelligence artificielle. Elle bénéficie également des conséquents investissements américains et européens débloqués après la crise du Covid pour implanter de nouvelles usines de fabrication de semi-conducteurs et ainsi augmenter la production locale.

L'empire du Milieu représente encore près de la moitié de ses ventes de machines permettant de fabriquer des puces technologiquement moins avancées utilisées sur de très gros marchés comme ceux des smartphones, des véhicules autonomes ou des dispositifs médicaux. « Certaines usines de fabrication sont plus limitées que d'autres, mais en général, nous pouvons encore fonctionner », indiquait Christophe Fouquet aux analystes financiers lors d'une conférence mercredi matin. Il promet une accélération du chiffre d'affaires au second semestre. « Nous constatons actuellement une forte évolution de l'IA, qui est le moteur de la

reprise et de la croissance de l'industrie », a indiqué le dirigeant.

L'action ASML a reculé de 11 % à la Bourse d'Amsterdam alors que l'ensemble du secteur des semi-conducteurs souffrait aussi de déclarations de Donald Trump sur la sécurité de Taïwan, épicentre de la fabrication mondiale des puces. « Nous ne commentons pas les rumeurs sur de possibles limitations aux exportations », a indiqué le PDG d'ASML.

Christophe Fouquet avait déjà prévenu du risque que peuvent représenter ces sanctions, en dehors du seul fait d'entraver le chiffre d'affaires de la société qu'il dirige. Pour lui, empêcher la maintenance de certaines machines en Chine n'empêchera pas les acteurs locaux de produire des puces – comme l'a montré l'exemple de Huawei. En revanche, cela entraînera à court terme une perte de contrôle sur les machines vendues, dont ASML ne connaîtra plus ni la localisation, ni l'usage qui en est fait. Pendant des années, ASML n'avait pas eu à se soucier de ces questions géopolitiques. Aujourd'hui, elle doit composer avec son influence directe sur ses plans stratégiques. ■